

Le Monde

Le Monde des livres

Léon Bloy, la colère du pauvre

pages 19 à 24

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16029 - 7 F -

VENDREDI 9 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBIANI

Le président Eltsine à nouveau au « repos complet »

LA CÉRÉMONIE d'investiture du président Boris Eltsine, qui se tiendra, dans la matinée du vendredi 9 août, à l'intérieur du Palais des congrès du Kremlin, sera réduite à trente minutes et sans la pompe prévue. Ce changement de programme de dernière minute relance les rumeurs sur l'état de santé de Boris Eltsine, soixante-cinq ans, réélu le 3 juillet pour un second mandat.

Les services présidentiels ont fait savoir, d'ailleurs, que le chef de l'Etat prendrait « un repos complet » après sa prestation de serment. A Grozny les combats se poursuivent entre les forces fédérales et les indépendantistes tchétchènes qui ne contrôlaient pas toutefois les bâtiments gouvernementaux.

Lire page 2

Le gouvernement poursuit en justice les anciens dirigeants du Crédit lyonnais

« J'ai le sentiment qu'on n'a pas voulu dire la vérité », déclare au « Monde » M. Arthuis

LE MINISTRE de l'économie et des finances a confié au Monde qu'il venait de « saisir le garde des sceaux pour qu'il engage des poursuites » contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais « pour défaut de contrôle de ses filiales ». Même si Jean Arthuis ne mentionne pas explicitement le nom de Jean-Yves Haberer, PDG de la banque publique jusqu'en novembre 1993, c'est bien lui que cette procédure vise au premier chef et désigne comme principal responsable de la débâcle financière.

Pour l'heure, 42 actions judiciaires ont déjà été engagées, dont 15 à l'étranger et 27 en France, contre des dirigeants du Crédit lyonnais mais elles présentent toutes la singularité de ne porter que sur la gestion des filiales de la banque, et pas sur celle de la maison-mère. Certains dirigeants, déplore M. Arthuis, peuvent « dissimuler des turpitudes dans des filiales et se déclarer vertueux au niveau de leur maison-mère », alors que peuvent peser sur eux le soupçon de faux bilan conso-



lidé. « J'ai le sentiment qu'on n'a pas voulu dire la vérité », dit encore M. Arthuis qui a pris sa décision après que la Cour des comptes lui eût communiqué, fin juillet, des « indications sur une filiale » du Crédit lyonnais, Altus Finance, dont les comptes « des années 1991, 1992 et 1993 ne donnent pas une image fidèle » de la réalité.

Même s'il n'est pas visé explicitement par cette procédure, celle-ci pourrait avoir pour effet de déstabiliser l'actuel gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, qui était à l'époque directeur du Trésor, et à ce titre chargé d'exercer la tutelle sur les banques publiques. M. Trichet avait été vivement critiqué par le chef de l'Etat, le 14 juillet.

Le franc restait faible, jeudi matin, face au mark. Les mesures de rigueur budgétaires annoncées par le gouvernement n'ont pas convaincu les investisseurs.

Lire pages 5 et 10 et notre éditorial page 9

Le ministre de l'intérieur inébranlable face aux étrangers « sans papiers »

LE GOUVERNEMENT multiplie les signes de fermeté sur la question des étrangers sans papiers. Un vingt-deuxième avion charter, affrété par le ministère de l'intérieur, a décollé dans la nuit du 7 au 8 août pour le Maroc et le Mali, avec à son bord soixante-dix-huit étrangers sous le coup d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière. Dans le même temps, la situation des Africains réfugiés dans une église parisienne apparaît désormais totalement bloquée. Jean-Louis Debré a fait savoir, mercredi, qu'à l'exception des parents étrangers d'enfants français, aucune régularisation n'interviendrait. « Nous serons extrêmement fermes », a-t-il déclaré dans Le Figaro du 8 août. Un millier de personnes ont manifesté, mercredi à Paris, en solidarité avec les « sans papiers ».

Lire page 6

Rendez-vous celtique à Lorient

DES CENTAINES de milliers de personnes se retrouvent cette semaine en Bretagne pour le 26^e Festival interceltique de Lorient. Le record de l'an dernier (300 000 festivaliers, plus qu'à Avignon...), avec beaucoup moins de subventions) sera sans doute battu. L'événement, débordant et joyeux, marque le retour de la culture celtique et le dynamisme de cette culture qui se moque des frontières. Les participants viennent de tous les horizons du monde celtique (Irlande, Pays de Galles, Galice, Nouvelle-Ecosse...) et ne font plus de complaisance de leur origine. Au contraire. En ces temps de mondialisation et d'invasion de la culture unique, ils plaident pour le respect des singularités. Au son de la bombarde « espigade » et triomphale.

Lire page 16

Vivre à Tokyo coûte deux fois plus cher qu'à New York

TOKYO

de notre correspondant

En dépit des évolutions sociales et économiques provoquées par la longue récession dont le Japon tend seulement à se dégarer, Tokyo demeure la ville la plus chère du monde. Selon une étude d'une société de conseil de Genève, Corporate Resources Group, le coût de la vie à Tokyo est le double de celui de New York. Osaka arrive en deuxième position devant Pékin et Shanghai. A partir d'un indice 100 pour New York, Tokyo atteint 199, Osaka 174 et Pékin 162. La « perçue » de la capitale chinoise, qui était en huitième position en 1995, est due au prix farouchement élevé des logements de type occidental, qui dépassent ceux de Tokyo et de Hongkong. Moscou arrive en sixième position. La première ville européenne parmi les dix premières métropoles les plus chères du monde est Genève. Paris est en seizième position.

Une récente enquête comparative des prix au Japon et à l'étranger publiée par l'Agence de planification économique japonaise corrobore ce classement. Elle montre que, globalement, le coût de la vie à Tokyo est le double de celui des

grandes métropoles américaines. En particulier, les prix des denrées alimentaires y sont de 20 % à 30 % plus élevés que dans les grandes villes étrangères. 1 kilo de cerises japonaises, certes présentées parfaitement alignées et calibrées, coûte 2 000 yens (soit 100 francs). 1 kilo de viande de bœuf japonaise vaut l'équivalent de 400 francs (200 francs, dans le cas de la viande importée). Seuls les prix du poulet et du porc sont comparables à ceux pratiqués à Paris. Le kilo de riz (dont le prix est fixé par l'Etat, qui subventionne les agriculteurs) coûte l'équivalent de 25 francs et le canari de bière de 33 centimes, 10 francs. Selon une estimation du ministère de l'Agriculture, sur une base 100 pour Tokyo, le prix des denrées alimentaires serait 70 à Londres et 83 à Paris. On note, en outre, une disparité considérable (de 1 à 2) entre les prix des légumes vendus à Tokyo et en province - disparité qui existe aussi en ce qui concerne le carburant (1 litre d'essence vaut 120 yens à Tokyo - 6 francs - et 95 yens à 50 kilomètres).

Les Japonais ont une alimentation moins riche en calories que les Occidentaux : 2 626 pour 3 500 en France. Mais l'alimentation re-

présente 20 % du budget familial contre 18,9 % en France (selon le ministère du travail, le salaire moyen d'un employé d'une entreprise de plus de 30 personnes était de 401 128 yens en 1994, soit 20 000 francs). Si le prix des denrées alimentaires est comparativement élevé, en revanche, le salaire japonais est privilégié en ce qui concerne les repas de midi : les menus prix fixe (teishoku), qui comportent un plat chaud, une soupe, du riz, des légumes et un fruit, sont à bon marché (de 850 à 1 000 yens, soit de 40 à 50 francs) et généralement de qualité. Selon les conclusions d'enquêtes réalisées en début d'année par le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), si les prix des biens de consommation et des services sont nettement plus élevés au Japon (dans leur ensemble) qu'à l'étranger, l'écart tend à se réduire depuis le printemps 1995 en raison de la relative dépréciation du yen par rapport au dollar. Selon le MITI, le coût de la vie dans l'archipel resterait cependant 1,46 fois plus cher qu'aux Etats-Unis et 1,19 fois plus qu'en Europe.

Philippe Pons

Retour sur le terrain



REYNALD PEDROS

LA RENCONTRE Marseille-Lyon, vendredi 9 août, marque la reprise du championnat de France de football. Avec de nouvelles recrues, dont l'ancien Nantais Reynald Pedros, l'OM espère s'imposer dans une compétition marquée par l'exode de nombreux joueurs.

Lire page 13

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 9 F; Australie, 2 A\$; Belgique, 46 FB; Canada, 2,26 \$CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grèce, 112 Dr; Irlande, 201 IR£; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 46 FL; Malaisie, 10 M\$; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 160 Kčs; Suède, 10 SKr; Suisse, 2,90 Frs; Tunisie, 1 Dir; USA (NY), 2 \$; USA (hors NY), 2,20 \$.

M 0147 - 800 - 7.00 F



Pourquoi Jacques Chirac a choisi d'attendre

LES CONSULTATIONS auxquelles Jacques Chirac a procédé depuis le 30 juillet ressembleraient, sous une autre République, à celles d'un chef de l'Etat à la recherche d'un premier ministre après le renversement du gouvernement par l'Assemblée. Tout y était : l'amabilité envers un allié qui a déçu, mais qu'il convient de ménager (Alain Madelin); la bonne manière démocratique faite à des personnalités de l'opposition auxquelles il n'est évidemment pas question de faire appel (Michel Rocard et Pierre Mauroy); la « levée d'hypothèque » consistant à s'entendre avec des candidats dont on ne veut pas (Philippe Séguin, Edouard Balladur); la réception amicale d'un ancien partenaire avec lequel on tient à afficher des liens (Charles Pasqua). Il ne manque qu'un personnage à la distribution : le nouveau premier ministre.

Heureusement, malgré la mort du rédacteur de sa Constitution, Michel Debré, la V^e République est toujours debout... Quant à Alain Juppé, il est toujours là. Les députés de la majorité votent la censure tous les jours dans leurs propos privés, mais ne songent pas un instant qu'ils pourraient y

procéder en séance publique. Il y a beau temps que l'Assemblée ne fait ni ne défait les premiers ministres; d'ailleurs, le Parlement est en vacances. Restent les marchés, qui s'interrogent lorsqu'ils voient les prévisions de croissance demeurer grises et le président consulter. Entrerait-on dans une période de tangeage politique ?

Le fléchissement du franc, mardi 6 et mercredi 7 août, peut être interprété au détriment ou à l'avantage du premier ministre : s'il sanctionne des perspectives économiques peu encourageantes et son incapacité à redonner confiance aux consommateurs et aux investisseurs, il exprime, aussi, la crainte que la rumeur - infondée - de son départ n'annonce un changement de politique. L'exemplaire rigueur budgétaire démontrée par la compression des dépenses annoncée pour 1997 ne peut que renforcer, sur ce plan, la position d'Alain Juppé. Il semble pourtant que la réduction des déficits, mise à l'ordre du jour par Jacques Chirac le 26 octobre 1995, ne suffise plus à rassurer les opérateurs financiers.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 9

Le « Trou du cul du diable » est un petit endroit qui porte très bien son nom...

LA VIGIE
Une Série Noire inédite signée Thierry Jonquet. A découvrir demain dans Le Monde

Au moins cinquante morts dans un camping espagnol

Des pluies torrentielles ont provoqué une inondation catastrophique dans le village de Biescas, au nord-est de l'Espagne. Au moins 50 personnes ont été tuées par les coulées de boue. p. 26

Ross Perot candidat

Le milliardaire texan se lance à nouveau dans la course présidentielle américaine. p. 3

La blessure d'Oran

Après l'assassinat de Mgr Claverie, la métropole de l'Ouest algérien cherche à échapper à l'extrémisme. p. 4

La stérilité masculine

Cinquante laboratoires sont autorisés à pratiquer la micro-injection de spermatozoïdes. p. 7

Nouvelles vagues

Il est poète et colombien. Son soud du mot juste l'oppose à la violence men-songère de son pays. p. 8

L'ami K-way

Une idée simple, un habit léger, un vêtement pratique : c'est le petit imper qui se roule en boule. p. 10

L'Asie à Paris

Nos balades dans les rues de la capitale nous conduisent aujourd'hui au sud du 13^e arrondissement, au cœur du microcosme asiatique. p. 14

International	2	Aujourd'hui	13
France	5	Agenda	15
Société	6	Actualités	15
Carnet	7	Météorologie	15
Horaires	8	Mots croisés	15
Entreprises	10	Culture	16
Finances/marchés	11	Radio-Télévision	25

RUSSIE Le Kremlin préparait encore, jeudi 8 août, le programme de la cérémonie de prestation de serment de Boris Eltsine qui devait se dérouler le lendemain. Cette cérémo-

nie a été alléguée en raison de l'état de santé du président convalescent. Elle ne se déroulera pas en plein air, comme prévu, sur la place des Cathédrales, mais au Palais des congrès du

Kremlin, devant trois mille invités. Officiellement, ces changements sont dus à la volonté de M. Eltsine de limiter les dépenses de l'Etat. EN TCHÉCHÉNIE, de violents combats

se poursuivaient, jeudi matin, dans la capitale Grozny, où les indépendantistes contrôlaient toujours les rues du centre-ville. Une colonne de blindés russes est venue prêter main-

forte aux forces du ministère de l'intérieur. LE GÉNÉRAL LEBED, secrétaire du Conseil de sécurité russe, estime qu'une « nouvelle approche » du conflit est nécessaire.

La maladie de Boris Eltsine entretient le doute sur sa capacité à gouverner

Physiquement affaibli, le président russe devrait prêter serment, vendredi 9 août, et inaugurer ainsi son deuxième mandat. Il n'entend pas changer de cap, tant pour faire face aux difficultés économiques que pour résoudre le conflit tchétchène

MOSCOU
de notre correspondant
Les indépendantistes tchétchènes qui s'emparent de Grozny, des bombes qui explosent un peu partout dans le pays, des grèves qui menacent pour cause de salaires impayés, l'opposition communiste-nationaliste, sommée par la défaite à l'élection présidentielle, qui relève la tête : le retour de son second mandat de quatre ans, est glorieux. La stabilisation politique et économique attendue après l'élection n'est pas au rendez-vous. Revenu discrètement au Kremlin quelques jours avant sa prestation de serment, vendredi 9 août, le président russe doit faire face à de nombreux défis alors que sa santé reste pour le moins fragile. Officiellement en raison d'une « extinction de voix », il avait quitté le Kremlin au lendemain du premier tour pour sa résidence-santatorium de Barvilkha à l'ouest de Moscou. Depuis, il est resté absent, se contentant de signer des ordres, de recevoir ses conseillers, et même le vice-président américain, en maison de repos, sous surveillance médicale.

Sa réapparition publique pour son investiture, sur fond de combats en Tchétchénie, devrait être brève. La cérémonie grandiose à laquelle devait participer le président russe avec trois mille invités, dont tous les chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI), a finalement été réduite à une demi-heure. Et elle aura lieu à l'intérieur d'un bâtiment et non comme prévu sur la célèbre place des cathédrales du Kremlin, officiellement pour des raisons d'économie. Ensuite, le président, frappé par une « fatigue colossale » après une campagne épuisante, devrait aller se reposer « environ deux mois », a estimé son conseiller politique Gueorgui Satarov. Celui-ci a cependant précisé que le président, qui a eu deux accidents cardiaques en 1995, était en « très bonne forme intellectuelle et psychologique », même si, physiquement, il « ne se sentait pas aussi bien qu'au mois de mai ».

Boris Eltsine aurait pourtant besoin de toutes ses ressources pour résoudre les problèmes qui s'accumulent. Aucune de ses principales promesses électorales ne pa-

rait pouvoir être tenue, même à moyen terme. La guerre en Tchétchénie, déclarée « terminée » lors de sa campagne, fait rage ; les combattants indépendantistes, jugés « neutralisés » après les offensives russes de juillet, sont au centre de Grozny. Les salaires, promis en temps et en heure, demeurent impayés provoquant des

poursuivre dans la même voie. Vendredi, il devait officiellement proposer à la Douma (chambre basse du Parlement) d'investir de nouveau son ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Celui-ci devrait ensuite présenter son gouvernement, plus réduit et avec quelques nouvelles têtes, mais dont la formule politique devrait

l'élection présidentielle, lors d'un congrès de transformation de son bloc électoral en une « Union populaire-patriotique », un peu plus nationaliste et un peu moins communiste. « C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, nous devons nous organiser pour pouvoir prendre la direction d'une action de mécontentement de masse ».

L'opposition, majoritaire à la Douma, reconduira, sans doute, M. Tchernomyrdine. Mais évoquant la santé défaillante du président, M. Ziouganov a engagé ses partisans à être « prêts à tout imprévu ». L'opposition « patriotique » espère aussi profiter des déceptions post-électorales lors des scrutins régionaux et pour le Conseil de la fédération (chambre haute), qui doivent avoir lieu d'ici la fin de l'année, voire lors d'élections législatives anticipées qu'elle peut provoquer en renversant le gouvernement.

L'équilibre demeure aussi instable dans le camp présidentiel, où M. Eltsine a multiplié les centres de pouvoir autour d'hommes qui aspirent à sa succession. Alexandre Lebed, secrétaire du conseil de sé-

curité, a dû réduire ses prétentions mais il attend son heure, qui pourrait être celle des « troubles ». Le véritable numéro deux de l'Etat, Viktor Tchernomyrdine, qui avait pris ombrage des ambitions du général, a la position la plus solide mais aussi la plus exposée.

Le jeune Antoli Tchoubais, nommé au poste-clé de chef de l'administration présidentielle, a obtenu un bureau voisin de celui du président au Kremlin. Même s'il a promis de ne plus s'occuper d'économie - sa spécialité -, il a nommé trois économistes réputés pour travailler avec lui, signe qu'il n'a pas l'intention de limiter son influence. Antoli Tchoubais semble aussi avoir été chargé par M. Eltsine de désigner un candidat pour son ancien poste au gouvernement : celui, crucial, de vice-premier ministre en charge de l'économie.

Les « absences » du président amplifient la bataille entre les divers « clans » qui tentent d'arracher les faveurs d'un chef affaibli, verrou et arbitre du système.

Jean-Baptiste Naudet

Elena Bonner :
« N'éclaboussez pas de sang votre investiture »

La venue du physicien d'adieu André Sakharov a adressé un message sur les ondes de Radio Liberté à Boris Eltsine, lui demandant de « faire cesser immédiatement les tirs en Tchétchénie ». Hospitalisée à Moscou suite à une malaise cardiaque, Elena Bonner réclame « l'évacuation des civils » bloqués dans les villes, la destitution de Dokou Zavgalev, le chef du gouvernement tchétchène mis en place par Moscou. Elle propose, également, de donner « plus de pouvoirs à l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) », la participation du chef indépendantiste Zellimkhan Iandarbiyev aux négociations, ainsi que la création d'une « commission réellement chargée de négocier la paix ». « N'éclaboussez pas votre investiture de sang », conclut-elle. M^{me} Bonner ferait allusion aux fêtes du couronnement de Nicolas II, le 26 mai 1895. Des centaines de paysans périrent écrasés alors qu'ils se pressaient pour recevoir les présents distribués par le monarque. Le peuple russe avait vu dans cet épisode sanglant un sinistre présage.

AU TROISIÈME JOUR de leur offensive sur Grozny, les combattants tchétchènes contrôlaient toujours, jeudi 8 août, le centre de la capitale sans, toutefois, s'être emparés des bâtiments gouvernementaux, symboles de la mainmise de Moscou sur la ville, d'après le correspondant de l'Agence France-Presse sur place. Les forces russes auraient, selon un membre du gouvernement tchétchène pro-russe, « réussi à desserrer l'étau » au centre-ville.

Les combattants, organisés en petits groupes de dix personnes, très mobiles et lourdement armés, ne seraient maîtres que de deux commissariats, de quelques hôpitaux, de la poste - qui n'était pas gardé - du central téléphonique, et en partie de la gare ferroviaire. Selon l'agence russe Interfax, la situation, côté russe, se serait « considérablement améliorée » dans la capitale où les troupes auraient déjà entamé leurs « opérations de nettoyage ».

Une colonne de blindés - sur les trois dépêchées en renfort, mercredi, par le commandement militaire russe - n'avait pu, toutefois, entrer dans la ville qu'une fois la nuit tombée, les routes menant au centre ayant été minées. Une seconde aurait réussi à pénétrer au centre, jeudi matin.

L'envoi de blindés pourrait se solder par de lourdes pertes pour l'armée russe, les Tchétchènes disposant de missiles anti-char. En novembre 1994, une tentative de pénétration de la capitale par des blindés russes s'était soldée par un véritable fiasco.

LES SAUVAGES BOMBARDÉS
Il s'agit de la première intervention au sol de l'armée fédérale qui avait, jusque-là, laissé les forces du ministère russe de l'Intérieur et la milice tchétchène pro-russe se débattre au corps à corps avec les rebelles. De violents combats faisaient toujours rage, jeudi 8 août à l'aube, dans le centre, notamment autour du siège du gouvernement tchétchène pro-russe, et dans les quartiers périphériques où les hélicoptères tiraient des roquettes sur les positions indépendantistes, tandis que les avions bombardaient les banlieues.

Le porte-parole des indépendantistes, Movladi Oudougov, interrogé par le service russe de la radio américaine Radio Liberté, mercredi soir, a déploré la « sauvagerie » des tirs russes responsables de la mort de vingt-deux civils tchétchènes, dont six enfants, lesquels, cherchant à fuir en autobus vers le sud de la république, ont été victimes des roquettes. Les Tchét-



tchènes auraient alors pu capter la conversation entre le pilote d'un des hélicoptères et sa base. « Je vois des bus », disait le pilote ; et la hiérarchie de répondre : « Tirez ! ». « Il faudrait vérifier si ce sont des civils », a répondu le pilote ; réponse : « Tirez, c'est un ordre ! ». Craignant la fuite des combattants vers les montagnes, les troupes russes auraient reçu l'ordre de tirer « sur tout ce qui bouge dans cette direc-

tion », a indiqué Movladi Oudougov, en appelant les civils à ne pas emprunter cette route.

De même alors que la direction tchétchène pro-russe avait été évacuée dès les premières heures de l'assaut, mardi, vers la grande base russe de Khankala, une quarantaine de personnes, comprenant le personnel de l'administration, des médecins et une vingtaine de journalistes russes étaient terrés dans les caves du bâtiment du gouvernement assiégé.

APPEL AU SECOURS
Les journalistes retranchés appelaient à l'aide en direct sur les ondes alors que les combattants tchétchènes donnaient l'assaut. « Je vous rappelle qu'il y a des civils ici, dont des femmes et même un enfant », s'exclame d'une voix tremblante Abrek Balkov, correspondant de la chaîne de télévision publique RTK.

Un peu plus tard, une autre dépêche urgente de l'agence Itar-Tass, est un appel au secours : « Les journalistes bloqués suivent les messages radio et attendent les réactions de ceux de qui dépend un changement de la situation, et à la fin des fins, leur vie ». Selon Movladi Oudougov, les combattants auraient tenté d'obtenir, mercredi, des Russes, la créa-

tion d'un « couloir » pour évacuer ces personnes, mais les militaires ont refusé le contact. Le Comité international de la Croix-Rouge a exhorté les belligérants à « organiser une trêve humanitaire pour permettre l'évacuation des blessés et la distribution d'eau aux civils ».

« La situation est extrêmement compliquée », reconnaît, mercredi, le vice-ministre de l'Intérieur du gouvernement tchétchène pro-russe, Iouri Plougouine. Il semblait, jeudi, impossible de déterminer qui, des Russes ou des Tchétchènes, avait l'avantage. Tandis que les séparatistes affirment avoir tués trois cents soldats russes, détruit neuf hélicoptères et quarante-quatre blindés depuis le début de leur offensive, les Russes déploreraient, jeudi, la perte, dans leurs rangs, de soixante hommes et la présence de deux cent cinquante blessés.

Les deux parties auraient dépêché des hommes en renfort mais la troisième colonne de blindés, en route pour Grozny, aurait été stoppée par les indépendantistes non loin de la rivière Sounja. Selon le correspondant de Radio Liberté sur place, les rues « plongées dans les ténèbres et la fumée » seraient jonchées de cadavres de civils.

Marie Jégo

Le général Lebed prône une « nouvelle approche » du conflit tchétchène

MOSCOU
de notre correspondant
Profitant du désarroi jeté dans le camp présidentiel par l'assaut des indépendantistes tchétchènes sur Grozny, le général Alexandre Lebed a fait de nouveau entendre sa différence. Partisan de la paix pendant sa campagne électorale, ayant adhéré au « parti de la guerre » après sa promotion au Kremlin comme secrétaire du Conseil de sécurité, le général Lebed a estimé, mercredi 7 août, alors que les combats faisaient rage dans la capitale tchétchène, que Moscou n'avait « pas l'intention de résoudre la crise (tchétchène) uniquement par la force malgré le bain de sang à Grozny ».

La position « modérée » du général Lebed diffère de celle d'un des principaux négociateurs de paix en Tchétchénie, Sergueï Stepanine, qui avait estimé la veille que toutes négociations étaient devenues inutiles.

LA CAROTTE ET LE BÂTON
Jugeant qu'une « nouvelle approche » était nécessaire, le général Lebed a expliqué, mercredi, que le Conseil de sécurité russe, qu'il dirige, prépare depuis longtemps un « congrès des représentants du peuple tchétchène » où chacun pourra participer, y compris les séparatistes, afin de trouver une solution au conflit. Cette offre ne sera, sans doute, pas du goût de la direction indépendantiste qui veut, et a déjà obtenu, des négociations bilatérales et directes avec les Russes. Cette « nouvelle approche » ressemble, en fait, aux tentatives passées et infructueuses des autorités russes de « noyer le poisson ».

La tonalité conciliante des déclarations du général, qui tente peut-être de préserver l'avenir et particulièrement le sien, tranche

avec le silence embarrassé des autres responsables russes. Mais elles sont accompagnées de la menace d'une intervention « efficace » de l'armée, alors que le général Lebed et son allié, le nouveau ministre de la Défense, Igor Rodionov, y sont, en théorie, totalement opposés. A l'heure actuelle, les opérations en Tchétchénie sont en général menées par les forces du ministère de l'Intérieur.

Même s'il tente de préserver son image de « faiseur de paix », le général - qui avait obtenu 15 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, au mois de juin, notamment sur le slogan « j'ai déjà arrêté une guerre » (celle de Transnistrie, en Moldavie) -, semble s'être rallié à la stratégie du Kremlin : une alternance classique de la carotte et du bâton. Le général assure simplement être plus habile à manier l'un et l'autre.

Mais ni son « congrès », ni une intervention massive de l'armée ne semblent en mesure de régler le conflit tchétchène. Au lendemain du second tour, rapidement remis à sa place par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, voire par Boris Eltsine en personne, le général avait reconnu avoir dû changer d'idée sur cette crise. Il n'était plus question pour lui de retirer les forces russes et d'organiser un référendum en Tchétchénie. Le général avait expliqué qu'il n'était « pas devenu président » et que ses « fonctions actuelles » l'obligeaient « à mener la politique de l'Etat ». Il s'était alors déclaré contre l'indépendance de la Tchétchénie car celle-ci « est traversée par des routes, des oléoducs et des chemins de fer ». Il avait donc jugé « appropriées » les actions des forces russes en Tchétchénie.

Aujourd'hui, décidé à appliquer la politique du président russe, Alexandre Lebed tente, sans doute, de profiter de l'échec des négociations menées par la commission d'Etat, dirigée par le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, pour tenter d'arracher ce dossier à celui qui est son principal rival. Mais il n'a pas grand-chose de neuf à proposer.

J.-B. N.

COMMENTAIRE L'IMPASSE

Ambassadeur de France dans l'Empire ottoman, Paul Cambon remarquait en 1878 que la répression turque avait ressuscité la conscience nationale des Arméniens, un peuple fier d'avoir été chrétien dès le IV^e siècle. Les Tchétchènes sont aussi un vieux peuple du Caucase. Ils se sont régulièrement soulevés contre la domination tsariste, et la répression qui répète contre eux la Russie postcommuniste est en train de donner à leur combat l'aura d'une lutte de libération nationale ; elle fera même oublier les causes moins nobles du soulèvement, les règlements de comptes entre anciens compagnons de l'armée soviétique, les intérêts économiques, les activités mafieuses, les prises d'otages.

L'impasse du Kremlin à venir à bout de ce conflit autrement que par des vagues d'assaut frappant indifféremment les rebelles et les populations civiles montre avec un effet grossissant les tares du pouvoir actuel, où les aspects négatifs du tsarisme et du sovié-

tisme se renforcent mutuellement. La violence aveugle, le mépris de la parole donnée, le mensonge, le déni des droits de l'homme, les affronts infligés aux organisations internationales ont survécu à la chute du communisme.

Les combattants tchétchènes ont choisi la date de leur nouvelle offensive pour qu'elle coïncide avec l'inauguration du second mandat de Boris Eltsine et soit ainsi d'autant plus humiliante pour Moscou. Mais si l'ère Eltsine il commence sous le signe de la Tchétchénie, le président russe ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Après avoir hésité en décembre 1994, il a opté pour la solution militaire puis, confronté à l'incurie de l'armée, il a loupé l'opportunité de la négociation et la force, échouant sur tous les tableaux.

Au lieu de fermer les yeux sur l'impasse sanglante dans laquelle s'enfoncent leur « ami Boris », les dirigeants occidentaux ne devraient-ils pas enfin lui signifier que leur soutien ne dépend pas seulement d'une adhésion à l'économie de marché ?

Daniel Vernet

تحت إشراف من الأصل

Talonné par l'ancien gouverneur du Colorado, Ross Perot se lance dans la course présidentielle

Le milliardaire texan espère être de nouveau le « troisième candidat » des élections américaines

Candidat à la présidence en 1992, le milliardaire texan Ross Perot se lance de nouveau dans la course à la Maison Blanche : il brigue l'investiture

du Parti de la réforme, qu'il a créé en 1995, dont la convention nationale se tiendra les 11 et 18 août. M. Perot, qui devra affronter l'ancien gouverneur

du Colorado, Richard Lamm, espère être le candidat du troisième parti. Il est actuellement crédité de 14 % ou 15 % des intentions de vote.

WASHINGTON

Une fois encore, le petit homme du Texas à l'accent nasillard, longtemps réfugié dans le rôle du modeste, s'apprête à jouer les trouble-fête dans la course à la Maison Blanche. Milliardaire au grand cœur, il avait fondé, en 1995, le Parti de la réforme, le finançant de ses deniers afin de l'offrir à « quelqu'un qui pourrait réellement devenir un grand président, mais n'a pas les ressources financières ». Il attendait. On parlait vaguement de l'ancien général Colin Powell.

Quant à lui, il jouait au moderne Cincinnatus, augmentant toujours plus une fortune acquise dans l'informatique et priant le ciel pour que l'Amérique ne le sollicite pas pour départer Clinton de Dole. Las, ce qui devait arriver arriva : « Le peuple américain veut que j'y aille, a-t-il expliqué, il souhaite vivement que je participe. Si quelqu'un, quel qu'il soit, doit laisser un pays meilleur à nos enfants et nos petits-enfants, je dois le faire. Et je le ferai, car je suis dans une position unique pour le faire ».

Cette phrase historique fut prononcée le 11 juillet, soit moins de vingt-quatre heures après que Richard Lamm, trois fois gouverneur démocrate du Colorado, eut annoncé son intention de briser l'investiture du parti fondé par Ross Perot. Faisant mine de s'effacer devant plus méritant que lui, M. Perot avait invité tous les

talents qui sommeillaient au sein du parti à se manifester. Et l'un d'eux s'est redressé : « Dick » Lamm n'est pas ce qu'on pourrait appeler une grande figure de la démocratie américaine, mais il a du caractère et une vision, laquelle est plutôt apocalyptique. A tel point qu'il s'est acquis le surnom de Governor Gloom - le gouverneur lugubre.

PETITES PHRASES

Car ce Cassandra est naturellement inquiet. A suivre l'évolution de ses angoisses, l'Amérique va bientôt croquer sous les déficits - en particulier des programmes sociaux - et être submergée par des hordes d'immigrants, surtout hispaniques ; le Parti démocrate est sous l'emprise d'intérêts particuliers (syndicats et avocats), mais les républicains qui ont vendu leur âme à la coalition chrétienne ne valent guère mieux. Bref, M. Lamm est aussi nature que l'était M. Perot il y a quatre ans.

Doté d'un monumental ego, ce dernier pouvait difficilement accepter que son parti - autant dire sa chose - tombe dans les bras d'un presque inconnu. Depuis, les deux hommes s'affrontent à fleurs mouchetées. « Dick » Lamm multiplie les petites phrases assassines pour faire comprendre aux quelque 1,3 million de membres du Parti de la réforme que le fondateur n'est plus tout à fait « the right man in the right place », qu'ils ne sont pas les « clones de Ross Perot » et qu'il

leur faut « un visage neuf ». M. Lamm réclame aussi un face-à-face télévisé avec son ex-mentor, lequel garde un silence de sphinx, assurant que, jamais, il ne dira « un seul mot critique envers le gouverneur Lamm ».

Ni un seul mot d'encouragement d'ailleurs. L'outsider se plaint amèrement des nombreux obstacles qu'il rencontre sur le chemin de la convention nationale, qui, les 11 et 18 août, désignera le candidat du troisième parti. Mais bien que M. Lamm n'ait jamais pu obtenir le fief des militants, le référendum postal qui a été organisé lui a été favorable. Lundi 29 juillet, la direction du parti a reconnu que l'ancien gouverneur avait obtenu, comme M. Perot, au moins 10 % des suffrages, ce qui le qualifie pour poursuivre l'aventure. Encore que « Dick » Lamm, malgré ses mérites, ne part pas gagnant. Outre qu'il n'a pas d'argent, l'ancien gouverneur, ont rappelé certains, s'était autrefois distingué en affirmant que les malades au stade terminal ont le « devoir de mourir ». La phrase, bien que sortie de son contexte, est restée.

SLOGANS POPULISTES

M. Perot, bien sûr, est très confiant dans l'issue de cette joute préliminaire. Tous les politologues sont cependant d'accord : le trouble du la politique américaine ne dispose plus des réserves électorales qu'il avait su mobiliser en 1992. Aujourd'hui les

sondages le créditent de 14 % ou 15 % des intentions de vote, ce qui est suffisant pour troubler le jeu politique. Selon les instituts de sondage, l'électorat de M. Perot - qui, en 1992, avait favorisé la victoire de Bill Clinton en divisant l'électorat conservateur - serait aujourd'hui plus jeune et socialement moins favorisé, ce qui signifie a priori que nombre de « perotistes » sont issus de la mouvance démocrate. A voir cependant les réactions des deux camps, on en douterait : Robert Dole a reconnu qu'il avait « espéré que Ross Perot ne se présente pas », tandis que Haley Barbour, président du Parti républicain, affirmait catégoriquement que « ce n'est pas la droite Bill Clinton ».

La Maison Blanche, de son côté, a insisté sur l'importance du débat d'idées. « Nous n'en avons pas eu beaucoup avec les républicains », a souligné le porte-parole de la présidence ; peut-être le candidat qui sollicite l'investiture du Parti de la réforme va-t-il animer le débat ? Une chose, au moins, est sûre : le vote Perot va diviser les suffrages anti-Clinton. Favorable à l'avortement, le milliardaire texan peut espérer rallier à lui l'électorat conservateur modéré. En attendant, il affine les slogans, aussi populistes que vagues, qui ont fait merveille en 1992. Sa stratégie est la même : à 66 ans, il se prépare à être de nouveau « le grain de sable qui irrite l'huile ».

Laurent Zecchini

Nouveau progrès vers un traité d'interdiction des essais nucléaires

Washington et Pékin sont parvenus à un accord

GENÈVE

Le représentant de la République populaire de Chine, Sha Zekang, et celui des Etats-Unis, Stephen Ledogard, à la conférence de l'ONU sur le désarmement, sont parvenus à un accord préliminaire sur la conclusion du traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT). Grâce à cet engagement, qui devait être officiellement rendu public vendredi 9 août, un obstacle majeur dans la négociation a été levé : il porte sur la question délicate des vérifications des sites atomiques des pays soupçonnés de vouloir violer le traité.

La Chine qui, au début des pourparlers, ne voulait pas entendre parler d'inspections sur place, qu'elle considérait comme une violation de sa souveraineté nationale et assimilait à de l'espionnage, a fini par en admettre le principe. Une inspection pourra être décidée par 30 votes positifs du futur conseil exécutif de 51 membres, chargé de veiller à l'application du traité. Jusqu'à cette concession, la Chine avait exigé une majorité des deux tiers, soit 34 voix, alors que le texte en discussion prévoyait une majorité simple (26 voix). Les Etats-Unis, qui avaient pourtant affirmé catégoriquement et à plusieurs reprises que rien ne devait être modifié au texte du président néerlandais de la conférence, Jaah Ramaker, déposé le 28 juin (Le

Monde du 3 juillet), ont accepté cette formule.

On se félicite à Genève que les cinq grandes puissances nucléaires, la Chine, la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, soient désormais toutes prêtes à signer le traité CTBT. Il s'agit maintenant, pour le président Ramaker, d'intégrer les termes de l'accord américano-chinois à son précédent texte afin que le traité puisse être présenté à la signature des Etats lors de la 51^{ème} assemblée générale des Nations unies, qui s'ouvrira à New York le 13 septembre.

L'OBSTACLE INDIEN

Mais les obstacles ne sont pas tous aplatis. L'Inde répète qu'elle ne signera pas le traité auquel elle reproche de ne pas inclure l'élimination totale des arsenaux nucléaires des grandes puissances ; elle prend littéralement la négociation en otage par sa prétention d'empêcher les autres Etats d'y adhérer. New Delhi s'élève contre la clause qui prévoit que, pour l'entrée en vigueur du traité, non seulement la ratification par les cinq grandes puissances nucléaires est nécessaire, mais aussi celle des trois autres Etats dotés de la capacité nucléaire. L'Inde est le plus important d'entre eux, les deux autres étant le Pakistan et Israël.

Certains observateurs se demandent s'il ne s'agit pas là d'une manœuvre indienne tendant à saboter le traité afin de pouvoir poursuivre à sa guise ses propres essais nucléaires et perfectionner ainsi son arsenal. Quant au Pakistan, il se dit ne pas être disposé à signer le traité, tant que l'Inde, « qui a soulevé le spectre nucléaire depuis vingt-deux ans », n'y adhèrera pas.

D'autre part, l'Iran menace toujours de bloquer la négociation si Israël figure au sein du groupe des pays du Proche-Orient, dont Téhéran fait partie. En revanche, les rangs des défenseurs du traité ont été augmentés par la prise de position de Nelson Mandela en faveur de l'adhésion de l'Afrique du Sud. Un autre grand Etat du Sud, le Brésil, s'est engagé dans le même sens.

Il n'en reste pas moins que, parmi les non-alignés, de nombreux pays critiquent le texte du traité, estimant qu'il ne va pas assez loin dans le sens d'un réel désarmement nucléaire.

Isabelle Vichniec

Le Luxembourg, plaque tournante du « tourisme fiscal » belge

BRUXELLES

Le monde entier de la finance, Bruxelles et à Luxembourg, est en pleine effervescence. Mardi 6 août, deux quotidiens francophones de Belgique, *La Dernière Heure* et *La Lanterne*, sortaient un scoop de taille, affirmant que la justice belge est en possession d'une longue liste de champions de l'évasion fiscale au Grand-Duché, y compris des personnalités politiques. Licenciés pour pratiques indélicates, cinq salariés de la Kredietbank SA Luxembourg, filiale indirecte de la puissante Kredietbank d'Anvers, auraient, pour se venger, fait parvenir à des fonctionnaires de Bruxelles un document informatique qui aurait dû rester secret.

Les deux établissements concernés ont immédiatement publié des démentis, plus ou moins alambiqués. Mais le parquet de Bruxelles a confirmé qu'une enquête était bel et bien ouverte, depuis

mal, sur « une structure qui pourrait être considérée comme frauduleuse ». La célèbre et respectable KB flamande aurait proposé à de bons clients un montage financier leur permettant de profiter des placements luxembourgeois sans avoir à faire eux-mêmes le voyage au Grand-Duché, où la loi garantit le secret bancaire, tant qu'il ne s'agit pas d'affaires criminelles.

RÉPUTATION SUFFRÉUSE

Les Belges appellent « tourisme fiscal » l'expédition consistant à aller placer leur argent dans les innombrables banques de Luxembourg. En soi, l'opération n'a rien d'illégal. Ce qui l'est, c'est la dissimulation au fisc des intérêts touchés. Le risque - faible - de tomber dans les mailles d'une brigade volante à la recherche de documents accusateurs au passage de la région frontalière donne un piment supplémentaire à ces week-ends. Mais il

s'agit là du menu fretin : les « gros bonnets » disposent de comptes plus compliqués. C'est ceux-là que les employés licenciés, peut-être transformés en maîtres chanteurs, font aujourd'hui trembler.

Le petit jeu des noms de suspects a commencé. Le parquet a eu la bonté de préciser que Mark Eskens, ancien premier ministre, cité par un journal, était hors de cause. La presse a l'esprit si mal tourné qu'il se dit d'ailleurs que si *La Dernière Heure* et *La Lanterne* ont bénéficié de fuites c'est pour que les intéressés soient prévenus à temps, avant les perquisitions qui se préparent. A Luxembourg, Lucien Thiel, directeur de l'Association des banques et banquiers luxembourgeois (ABBL), s'est drapé dans sa dignité pour s'étonner que la justice belge utilise des documents parvenus à elle « de manière illégale » et a dit que la profession « commence à se poser des questions sur la façon de travailler des au-

torités belges ». Un débat entre juristes est ouvert à Bruxelles sur la légalité de poursuites fondées sur « vol » des preuves accusatrices.

Quelle que soit l'issue de ce débat, l'affaire risque de porter un coup à la réputation du paradis fiscal. L'an dernier, déjà, le parquet de Francfort était entré en possession d'une liste de clients allemands d'une filiale luxembourgeoise de la Commerzbank. Dans les années 80, la justice luxembourgeoise avait froidement condamné la banque Crédit lyonnais Luxembourg à indemniser ses clients « lésés » après que son responsable de l'informatique ait donné des renseignements compromettants au fisc français. Il peut en aller différemment cette fois-ci, le Grand-Duché étant désireux de se défendre de sa réputation sulfureuse dans l'Union européenne.

Jean de la Guévière

La Croatie et la Yougoslavie vont normaliser leurs relations

LE PRÉSIDENT CROATE Franjo Tudjman a annoncé mercredi 7 août, après sa rencontre en Grèce avec le président serbe Slobodan Milosevic, que les ministres des affaires étrangères de Croatie et de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) « signeront dès ce mois-ci, le 23 août, un accord sur la normalisation des relations bilatérales, comprenant l'établissement de relations diplomatiques ». Les ministres serbe Milan Milutinovic et croate Mate Granic doivent se rencontrer à cet effet à Belgrade.

La rencontre entre les deux présidents n'a, semble-t-il, pas permis de régler tous les contentieux croato-serbes. L'agence serbe Tanjug a ainsi indiqué mercredi, après ce sommet, que la normalisation entre les deux pays supposait que Zagreb remplisse certaines « conditions » stipulées par l'accord de Dayton, notamment le retour des réfugiés serbes chassés de certaines régions de Croatie par les offensives de l'armée croate du printemps et de l'été 1995.

TEXTE IMPRÉCIS

Le communiqué commun publié après la rencontre reste assez imprécis sur les différents points de controverse entre Serbes et Croates. A propos des réfugiés, il déclare que les deux parties sont d'accord pour

« créer les conditions indispensables pour le retour libre et en sécurité » de toutes les personnes déplacées. Le texte indique d'autre part que Belgrade et Zagreb souhaitent « régler par des négociations » bilatérales le différend à propos de la péninsule de Prevlaka, située dans le sud de la Croatie et revendiquée par la RFY. Enfin, il souligne la « nécessité (...) de s'abstenir de tout acte susceptible de remettre en cause l'application » de novembre 1995 sur la Slavonie orientale, aux termes duquel cette région a été placée, en janvier dernier, sous administration internationale pour une période d'un an renouvelable une fois, avant de passer sous l'autorité de Zagreb.

Même si les termes précis d'un règlement des conflits entre les deux pays n'ont pas été définis, c'était la première fois depuis 1991 que les deux présidents se rencontraient sans les Américains ou d'autres partenaires (les Grecs étaient seulement les hôtes de la rencontre), ce qui semble témoigner d'une réelle volonté de normalisation. MM. Tudjman et Milosevic se retrouveront, avec le président bosnien Alija Izetbegovic et le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, le 14 août à Genève, pour une réunion essentiellement consacrée au processus de paix en Bosnie. - (APR)

Le complice présumé de l'assassin de l'ancien candidat à la présidence mexicaine est acquitté

La décision du juge remet en question la thèse du complot

MEXICO

L'enquête sur le meurtre de Donald Coloso, candidat à la présidence du Mexique, considéré comme le dauphin du président sortant Carlos Salinas, a subi un nouveau revers avec l'acquiescement « faute de preuves », mercredi 7 août, d'Othon Cortés, l'un des deux assassins présumés. Donald Coloso avait été assassiné lors d'un meeting électoral en mars 1994. Le procureur général de la République, Antonio Lozano, a aussitôt annoncé son intention de faire appel de cette décision du juge qui remet en question la thèse du complot, défendue par les autorités judiciaires.

PISTES NÉGLIGÉES

Réagissant à l'acquiescement de l'inculpé, qui est détenu depuis dix-neuf mois, un des membres de la commission parlementaire chargée de suivre l'enquête sur le crime, le sénateur Guillermo del Rio (opposition de gauche), a estimé qu'il s'agissait d'une manœuvre politique destinée à protéger l'ancien président Salinas, lequel, a-t-il soutenu, a été « l'instigateur du meurtre ». Le sénateur

du Parti de la révolution démocratique (PRD) est en effet convaincu que, pour se maintenir au pouvoir, M. Salinas, exilé aujourd'hui en Irlande, a fait exécuter son probable successeur.

A l'inverse, M. Salinas soupçonne ses adversaires politiques au sein de sa propre formation, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), d'avoir commandité le crime, dans le cadre d'une lutte féroce pour le pouvoir entre « vieille garde » et « technocrates » du parti. Quant à l'opinion publique, elle a depuis longtemps condamné M. Salinas, l'accusant d'être le responsable de tous les maux du Mexique, du soulèvement zapatiste au Chiapas à la grave crise économique actuelle.

L'arrestation de son frère Raul, détenu depuis février 1995 pour « enrichissement illicite » et pour sa participation présumée dans un autre assassinat politique, a contribué à concentrer toutes les attaques contre la famille Salinas, négligeant les autres pistes, en particulier celle de l'assassin « solitaire ».

Pour lever les soupçons, le nouveau candidat du PRI, Ernesto Zedillo, s'était engagé à confier l'en-

quête à des personnalités indépendantes. Une fois élu à la présidence de la République, il avait désigné au ministère de la justice un membre du Parti d'action nationale (PAN, opposition conservatrice), Antonio Lozano.

RUMEURS FANTAISISTES

La condamnation, à quarante-cinq ans de prison, du meurtrier arrêté sur les lieux du crime, Mario Aburto, qui affirmait avoir agi seul, fut suivie d'une vague de rumeurs plus ou moins fantaisistes, impliquant dans un supposé complot diverses personnalités politiques.

L'arrestation d'Othon Cortés, qui exerçait un rôle mineur dans le service de sécurité de Donald Coloso, placé sous la responsabilité de l'état-major présidentiel, avait apparemment permis d'impliquer Carlos Salinas dans le crime et de discréditer davantage le PRI, déjà affaibli par une série de scandales.

Le juge n'a finalement pas retenu les arguments du ministère public qui, au cours des derniers mois, avait largement politisé l'affaire.

Bertrand de la Grange

Publications judiciaires

Tribunal de Grande Instance de Paris. Extrait des Minutes du Greffe. Par Jugement contradictoire à signifier, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre, le 22.09.1995 Philippe VERDIER, né le 21.03.1935 à ST LAURENT EN CAUX (76), a été condamné à 8 mois d'emprisonnement définitif et à l'effacement et la publication de la décision pour : Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale de 1990 à 1992 à PARIS Art 1741 AL.1, AL.3 Art 1750 AL.1, C.G.I. Omission d'écriture dans un livre comptable 1991 à PARIS Art 1743 AL.1, Art 1741 AL.1, AL.3 Art 1750 AL.1, C.G.I. Pour extrait conforme, n'y ayant appel. Le Greffier en Chef.

Tribunal de Grande Instance de Paris. Extrait des Minutes du Greffe. Par Jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre, le 07.12.1995 Yoichi KOSHISHI, né le 23.12.1947 à YAMANASHI JAPON, a été condamné à 18 mois de prison avec sursis, et à l'effacement et la publication de la décision pour : Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, dissimulation de sommes, fraude fiscale de 1990 à 1993 à PARIS Art 1741 AL.1, AL.3, Art 1750 AL.1, C.G.I. Omission d'écriture dans un livre comptable de 1990 à 1991 à PARIS Art 1743 AL.1, Art 1741 AL.1, AL.3, Art 1750 AL.1, C.G.I. Pour extrait conforme, n'y ayant appel. Le Greffier en Chef.

Oran la chaleureuse cherche à vivre en « ignorant » les islamistes

L'assassinat de Mgr Clavier a surpris la population

Spectaculaire mais isolée, la violence terroriste qui frappe la métropole de l'Ouest algérien n'empêche pas la population de continuer à va-

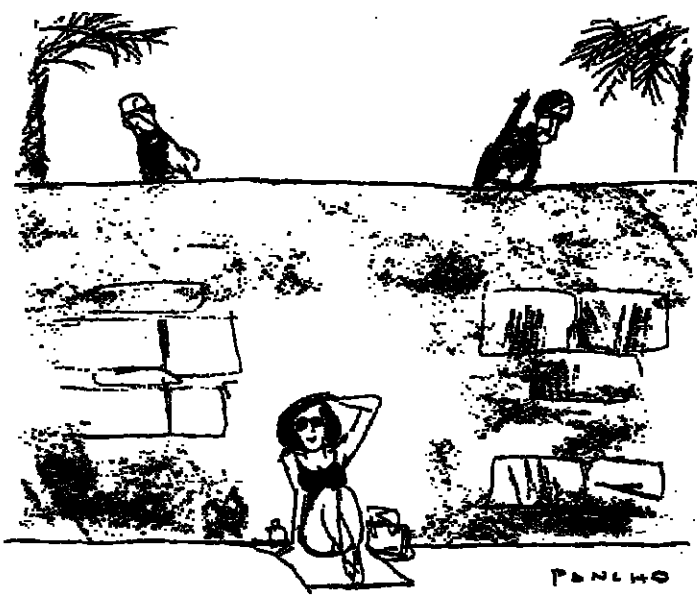
quer à ses occupations. Oran, qui, malgré sa réputation de calme et d'hospitalité, a perdu trois de ses grands noms - le dramaturge Abdellah

Alloula, le musicien Cheb Hasni et, le 1^{er} août, l'évêque Mgr Pierre Clavier -, manifeste, à sa manière, son refus de l'extrémisme.

ORAN
de notre envoyé spécial
Oran a été doublement atteinte par la bombe qui a coûté la vie à Mgr Pierre Clavier, le 1^{er} août : d'une part, à cause de la personnalité d'un évêque dont les positions étaient connues, d'autre part, en raison de l'image d'une ville qui passe pour l'une des plus calmes et hospitalières d'Algérie. Oran - 600 000 habitants - attire toute une population de l'intérieur, qui se sent menacée, au point de provoquer, dans certains quartiers, des difficultés de ravitaillement. Les plages qui bordent sa superbe corniche sont remplies de touristes, accourus d'Alger et de France.

Pour la rentrée, de plus en plus de jeunes de la capitale, de Constantine et de Blida tentent de se faire inscrire dans les deux universités, scientifique et littéraire, d'une ville qui compte déjà 30 000 étudiants. S'ils ont des envies de fuite - l'Algérie est pour eux une « Cocotte-Minute » -, les étudiants admettent que le climat est ici moins stressant.

Depuis le début de la crise algérienne, les attentats ont été plus rares dans la métropole de l'Ouest qu'à Alger, même s'ils ont touché des personnalités-phares, comme le dramaturge Abdellah Alloula ou le chanteur populaire Cheb Hasni, assassinés en 1994. Mais précisément les Oranais puisent dans ces tragédies des ressources pour éviter que n'éclatent à son tour, sous la pression islamiste, une ville réputée pour son influence espagnole, sa tradition libérale et chaleureuse. Oran compte des étrangers de soixante-dix-sept pays - du Maghreb et d'Afrique noire essentiellement. « Je vis à



Oran exactement comme il y a dix ans. L'idéologie islamiste n'est pas la nôtre ici, dit un fonctionnaire de la wilaya (préfecture).

C'est la résistance de la vie quotidienne. Les plages, les terrasses de cafés, les « crémiers », débordent de monde et sont mixtes. On y boit de la bière et du pastis. Volées ou non, les femmes déambulent en riant dans les rues commerçantes Mehdi-Ben-Larbi et Emir-Abd-El-Kader. A la mer, elles portent des maillots de bain en plus échantonnés. Les hommes commentent fiévreusement la victoire de l'USM Alger au championnat de foot, juste devant le M. C. Oran.

Le public a envahi le théâtre, au début de l'été, pour un festival annuel dont l'animation a été confiée à la veuve d'Alloula, ainsi que le Théâtre de verdure, sur le front de

mer, pour le Festival de la chanson populaire, qui rendait hommage à Cheb Hasni. Le jour de la clôture du Festival dramatique, une alerte à la bombe a contraint la police à faire évacuer la salle, à 18 heures. Deux heures plus tard, la foule revenait, plus nombreuse encore.

FEMMES LIBÉRÉES

A la pointe de cette résistance, les femmes sont les plus actives, ainsi qu'en témoigne la diversité de leurs associations. La coordination qu'elles avaient créée, avec des militants syndicaux et politiques, au lendemain de l'enterrement d'Alloula, le 17 mars 1994, est à l'origine de la plupart des marches et autres actions prodémocratiques qui ont eu lieu dans la ville, devenues contagieuses depuis lors. « A Oran, on s'écoute et on proteste da-

vantage. Alger et les autres villes attendent beaucoup de nous », affirme Yamina. « Les femmes de l'Oranais sont plus indépendantes, plus libérées », assure une journaliste. Leur combat porte sur l'abrogation du Code de la famille, notamment l'article qui autorise un époux divorcé à garder pour lui l'appartement, même si sa femme a obtenu la garde des enfants.

Illusion ou réalité ? Il n'est pas rare d'entendre les Oranais dire que le climat change en Algérie, qu'après avoir été assommée la population commence à réagir, à se libérer : en vivant normalement, en s'occupant de son métier, en protestant contre un quadrillage policier jugé encombrant et même dangereux car il attire les terroristes. La conviction se forge, tout compte fait, l'une des meilleures manières de lutter contre les islamistes est de les ignorer. Les mosquées connaissent, dit-on, une baisse de fréquentation et beaucoup font mine de s'enthousiasmer à l'idée de transférer le jour de congé du vendredi au dimanche.

Il reste qu'Oran n'a pas oublié qu'aux élections municipales de juin 1990, puis aux législatives de décembre 1991, la ville avait voté pour le Front islamique du salut (FIS), ni même que, lors de l'élection présidentielle du 16 novembre 1995, le candidat du parti Hamas a obtenu 34,39 % des voix. Une militante ne cache pas sa déception vis-à-vis des modernistes qui « ne croient pas encore à la démocratie » et ont boudé les urnes. Elle conclut : « Oran, ce n'est pas encore gagné, et ce n'est pas le moment de se reposer. »

Henri Tincq

Au Liban, les élections législatives sont reportées de plusieurs semaines

BEYROUTH
de notre correspondant
Le Conseil constitutionnel a invalidé, jeudi 8 août, la loi électorale adoptée en juin, ce qui entraîne, ipso facto, le report du scrutin législatif qui devait être organisé du 18 août au 15 septembre. Le retard sera vraisemblablement de l'ordre de deux semaines à un mois.

L'arrêt rendu à la suite de deux saisines portant chacune la signature de dix députés a fait l'effet d'une bombe dans le paysage politique. En effet, le Conseil constitutionnel a osé, au nom du droit et des principes démocratiques, rejeter une décision de l'Etat avalisée par le tuteur syrien. La population a accueilli l'arrêt du Conseil constitutionnel avec satisfaction.

On s'attendait, à vrai dire, à ce que cette instance suprême, récemment créée au Liban, fasse droit au moins à l'une des deux requêtes dont elle était saisie : une demande sans portée politique, puisqu'elle était relative aux conditions de candidature des petits fonctionnaires de l'Etat. Mais on

pensait qu'elle ne s'attaquerait pas à l'article controversé de la loi qui prévoyait un découpage des circonscriptions électorales différent selon les régions. En effet, la loi stipulait que le scrutin serait organisé sur la base du *mohafazat* (département) avec une exception le mont Liban, découpé en autant de circonscriptions électorales (six) qu'il compte de « *cazas* », les équiva-

lents de nos sous-préfectures. Cette solution bâtarde, contestée par les responsables chrétiens hostiles à la Syrie comme par le chef de l'Eglise maronite, avait été retenue pour plaire au chef druze Walid Jumblatt : elle lui évitait d'être tributaire de l'électorat chrétien dans la seule région où celui-ci est majoritaire. Dans le Sud, deux *mohafzats* avaient été également re-

groupées pour renforcer la position du président du Parlement, Nabih Berri. Le Conseil constitutionnel a, de surcroît, invalidé un troisième article de la loi électorale auquel personne ne pensait, celui qui permet de rallonger de huit mois le mandat de quatre ans du Parlement.

AVAIL DE DAMAS

Le pouvoir libanais doit maintenant trouver une solution conforme à l'arrêt rendu tout en ménageant les intérêts contradictoires en jeu et en obtenant de nouveau l'aval de Damas. S'agissant de la candidature des fonctionnaires et de la durée du mandat du prochain Parlement, cela ne posera pas de problème. En revanche, parvenir à un nouveau découpage du mont Liban qui ne soit remis en question ni par le Conseil constitutionnel ni, pour commencer, par une motion signée par dix députés, s'annonce nettement plus compliqué.

Lucien George

Raids israéliens près de Baalbek

L'aviation israélienne a mené, dans la nuit du mercredi 7 août au jeudi 8 août, deux raids contre des positions du mouvement Hezbollah chiffré pro-iranien, l'un à proximité de Baalbek, l'autre dans la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien, a indiqué la police libanaise. On ignorait, jeudi en fin de matinée, s'ils avaient fait des victimes. Ces raids ont été faits quelques heures avant la première réunion du comité de surveillance du cessez-le-feu entre le Hezbollah et Israël, mis sur pied après l'opération israélienne « Raisins de la colère ». Ce comité est composé des Etats-Unis, de la France, de la Syrie, du Liban et d'Israël. Il devait se réunir, jeudi, au quartier général de la Force internationale des Nations unies au Liban (Finul), à Naqoura au Liban sud. Les raids israéliens font suite à la mort d'un soldat israélien, mardi, au Liban sud, lors d'une attaque du Hezbollah, qui a multiplié les accrochages au cours des derniers jours dans cette zone occupée par Israël. - (Reuters, AFP)

L'Ouganda et le Rwanda vont sanctionner le Burundi

Le régime de Bujumbura s'apprête à punir les « spéculateurs »

« LE RWANDA imposera des sanctions, mais ces choses dépendent du temps », a déclaré, mercredi 7 août, dans un entretien accordé à la radio britannique BBC, le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense du gouvernement rwandais. Le Rwanda commencera par suspendre toutes ses liaisons aériennes avec son voisin burundais, a indiqué l'homme fort de Kigali avant d'ajouter : « Le principe des sanctions n'est pas contesté. Très prochainement, nous ferons notre frontière. Il va y avoir de nouvelles discussions concernant le calendrier et la nature des sanctions, et nous devons examiner ce qu'elles recouvriront. »

Plus tôt dans la journée, emboitant le pas à la Tanzanie et au Kenya, l'Ouganda et l'Ethiopie avaient, eux aussi, annoncé l'adop-

tion de sanctions économiques à l'encontre du régime burundais, né du putsch du 25 juillet. Les liaisons routières et aériennes avec le Burundi sont suspendues avec effet immédiat, a précisé le ministre ougandais des affaires étrangères. Pour sa part, un porte-parole du gouvernement éthiopien a annoncé que le vol de mardi de la compagnie Ethiopian Airlines à destination de Bujumbura était le dernier.

REDÉPLOIEMENT INTERNATIONAL

Le gouvernement sud-africain a réaffirmé, mercredi, dans un communiqué, son soutien à l'embargo sans précédent quand il l'appliquerait, soulignant que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) était « encore en train de préparer dans ses détails un programme de sanctions ». De son côté, le comité contre la discrimination raciale de

l'ONU a adopté, mercredi, à Genève, une résolution en faveur du déploiement d'une force multinationale de paix au Burundi, « qui recevrait le soutien financier et logistique des Nations unies. »

Par la voix du porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, la France a demandé, mercredi, au major Pierre Buiyoya d'engager « rapidement et avec détermination » un « débat national pour conduire à une réconciliation nationale. » « Il n'y a pas d'autre issue possible, a insisté Yves Doutriaux. La paix civile au Burundi ne pourra être restaurée de manière durable que par la participation de toutes les composantes du pays aux institutions et aux principaux corps de l'Etat. »

En prévision d'un blocus économique, la population burundaise a commencé à constituer des stocks et à se mettre en quête de dollars,

seule monnaie d'échange acceptée au marché noir. Les réserves en devises risquent de diminuer rapidement en raison de l'embargo décrété sur les exportations de thé et de café, dont le pays tire 85 % de ses recettes. La salle des enchères de l'Office du café du Burundi (Ocbu) est ainsi demeurée fermée, mercredi, à Bujumbura.

Le gouvernement a annoncé, mercredi, que des « sanctions » seront prises contre les « spéculateurs », qualifiés d'« ennemis du Burundi ». La direction générale du commerce a souligné, sur la radio nationale, que « les stocks disponibles sont largement suffisants » et que le « seul problème se trouve au niveau de la spéculation que nous allons casser ». Elle a ajouté que « des sanctions à la hauteur du forfait vont être prises ». - (AFP, Reuters)

La Chine réagit après le visa américain accordé au vice-président taïwanais

PÉKIN. La Chine a déclaré, mercredi 7 août, que la décision des Etats-Unis d'accorder un visa de transit à Lien Chan, vice-président de Taïwan, risquait de porter un coup aux relations entre Pékin et Washington. Le dignitaire de Taïpei doit faire, à la mi-août, deux escales à New York, à l'aller et au retour d'un voyage en République dominicaine où il doit assister à l'investiture du nouveau président. Pékin a réagi durement, en juin 1995, à la décision américaine d'accorder un visa au président taïwanais Lee Teng-hui pour une visite privée aux Etats-Unis. L'octroi d'un visa à Lien Chan « n'affecte certainement pas notre relation avec la Chine », a assuré le département d'Etat. - (AFP, Reuters)

L'Argentine à demi paralysée par une grève générale

BUENOS AIRES. L'Argentine connaît cette semaine ses premiers mouvements sociaux importants depuis plusieurs années, avec une grève générale, lancée jeudi 8 août, par les trois principales centrales syndicales pour protester contre « la grave crise de l'emploi et la récession ». Cette grève intervient une semaine après la démission du ministre de l'Economie, Domingo Cavallo, dont la rigueur économique, censée par les milieux financiers internationaux, est mal acceptée par l'opinion publique. Fait significatif de la dégradation du climat social : alors que Roque Fernandez, nouveau ministre de l'Economie doit s'entretenir avec des représentants du FMI, Gerardo Martinez, principal dirigeant du syndicat CGT, jusqu'à présent proche du gouvernement, déclare que « le président et le gouvernement devraient reconnaître que la pauvreté a augmenté dans le pays, tout comme le chômage ». - (AFP)

Washington d'accord pour la reprise limitée d'exportations irakiennes

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont levé leurs objections à l'application de la formule dite « pétrole contre nourriture », permettant ainsi la reprise limitée des exportations pétrolières irakiennes, a annoncé mercredi 7 août l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright. Washington « voulait s'assurer que toutes les procédures étaient appropriées » avant de donner le feu vert final, a-t-elle précisé, pour expliquer les réticences américaines. La formule constituera une entorse à l'embargo décidé contre l'Irak depuis l'invasion du Koweït en 1990, ce qui permettra à Bagdad d'exporter pour 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois pour acheter des vivres et des médicaments. De nombreuses étapes techniques restent cependant à franchir avant la reprise effective des exportations. - (AFP)

Ulster : Londres interdit

la marche protestante de Londonderry

LONDRES. Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, sir Patrick Mayhew, a prononcé, mercredi 7 août, l'interdiction de la marche des Apprentis protestants, prévue pour samedi à Londonderry (Le Monde du 8 août). La police et l'armée ont été chargées de bonifier le secteur concerné pour prévenir tout heurt entre catholiques et protestants. Le gouvernement a fait savoir qu'il libérerait l'interdiction si les représentants des deux communautés, dont les discussions ont échoué mardi, trouvaient un accord pour permettre la marche. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE** : le refus du gouvernement de remettre à la justice des documents du Césid (services de renseignement, dépendant du ministère de la défense) concernant les Groupes antiterroristes de libération (GAL), a été justifié, mercredi 7 août, par le premier ministre José María Aznar par la nécessité de « regarder vers l'avenir et non vers le passé ». La décision avait été prise vendredi lors du conseil des ministres. - (AFP)

■ **RUSSE** : le dirigeant communiste Guennadi Ziouganev a été élu, mercredi 7 août, à Moscou, à l'unanimité à la tête d'une Union populaire patriotique, qui consacre l'alliance des quarante-sept partis qui l'avaient soutenu durant la campagne présidentielle. - (AFP)

■ **TURQUIE** : le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a démissionné, mercredi 7 août, souhaitant ouvrir des négociations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Nous ne nous asseyons pas à la table de négociations avec les terroristes. Nous ne leur faisons pas de concessions », a-t-il souligné. - (AFP)

■ **DJIBOUTI** : la Cour d'appel a condamné, mercredi 7 août, à six mois de prison ferme, cinq anciens dirigeants du parti au pouvoir, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP) - dont trois anciens ministres et l'ancien directeur de cabinet du chef de l'Etat -, pour offense envers le président Hassan Gouled Aptidon. Ces personnalités avaient accusé, en mai, le chef de l'Etat de « régner par la terreur et la force, en bafouant la Constitution et les institutions républicaines ». - (AFP)

■ **NIGER** : le président Ibrahim Baré Maïnassara a déclaré, mercredi 7 août, lors de son investiture, qu'il entendait lutter contre « la corruption, l'injustice et l'irresponsabilité qui caractérisent la gestion des affaires publiques », et replacer son pays « sur l'échiquier des nations véritablement démocratiques ». Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération qui assistait à la cérémonie, a indiqué que la coopération entre le Niger et la France allait continuer « tant en quantité qu'en qualité ». - (AFP)

■ **JAPON** : l'excédent de la balance des paiements courants (marchandises, tourisme, assurances, fret...) a baissé de 25,5 % en juin par rapport en juin 1995, revenant à 6,4 milliards de dollars. C'est la dixième baisse consécutive enregistrée par le Japon, dont l'excédent du commerce extérieur ne cesse de se réduire alors que le déficit traditionnel de la balance des services s'accroît sans cesse.

■ **INDE** : des élections régionales auront lieu au Cachemire les 7, 16, 21 et 30 septembre, a annoncé, mercredi 7 août, la Commission électorale de l'Inde. Si le processus est mené à son terme, ce serait la première consultation du genre en sept ans dans cet Etat en proie, depuis 1989, à une insurrection séparatiste musulmane, pour ce scrutin contesté par les rebelles. - (AFP)

■ **PARAGUAY** : l'ex-général Lino Oviedo, emprisonné depuis le 14 juin, a été libéré, mercredi 7 août. Quelques deux mille sympathisants ont manifesté devant le Congrès pour saluer cette décision et une grève de la faim observée par cinq personnes a été interrompue. - (AFP)

■ **IRAN** : la France et l'Iran ont réglé récemment leur contentieux financier concernant une dette de 120 millions de dollars envers le constructeur automobile Peugeot. Cet accord pourrait lever un obstacle important à la reprise par la Coface, l'organisme public d'assurance des exportations françaises, d'une couverture partielle des exportations vers l'Iran. - (AFP)

هكذا من الأصل

JUSTICE Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, vient de demander au garde des sceaux d'engager des poursuites judiciaires contre les anciens dirigeants du Cré-

dit lyonnais qui ont conduit cette banque à une situation de quasi-faillite. **JEAN-YVES HABERER**, son PDG au moment des faits, devrait donc avoir à expliquer comment sa

volonté d'en faire la première banque du monde a échoué. Actuel gouverneur de la Banque de France et, à l'époque, directeur du Trésor, Jean-Claude Trichet est indirecte-

ment mis en cause. **LE GOUVERNEMENT** va devoir revoir le plan de sauvetage du Lyonnais mis au point, en 1993 par Edouard Balladur et Edmond Alphandéry. Sa première mo-

dification par Alain Madelin, au début du septennat de Jacques Chirac, n'a pas suffi, la situation se révélant plus catastrophique que prévu. (Lire aussi notre éditorial page 9.)

Le gouvernement poursuit les anciens dirigeants du Crédit lyonnais

M. Arthuis vient de demander au garde des sceaux d'engager des poursuites judiciaires contre les hommes qui ont conduit la banque publique au désastre financier. Jean-Yves Haberer est particulièrement visé. Aujourd'hui le plan de sauvetage du Lyonnais se révèle insuffisant

L'AFFAIRE du Crédit lyonnais va connaître un spectaculaire rebondissement. Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a confié au Monde qu'il venait de « saisir le garde des sceaux pour qu'il engage des poursuites » contre les anciens dirigeants de la banque publique « pour défaut de contrôle de ses filiales ».

La déroute financière du Crédit lyonnais a déjà donné lieu à de nombreuses actions judiciaires. Selon M. Arthuis, ces actions sont au nombre de « quinze à l'étranger et de vingt-sept en France ». Mais si ces actions mettent en cause certains anciens dirigeants du Crédit lyonnais, à commencer par son PDG pendant les années controversées, Jean-Yves Haberer, c'est au titre des responsabilités qu'ils ont exercées à la tête des filiales de la banque et non en leur qualité de dirigeants de la maison-mère. C'est donc très directement M. Haberer que M. Arthuis, même s'il ne cite pas explicitement son nom, souhaiterait voir rendre des comptes devant la justice, non pas seulement pour la gestion de telle ou telle fi-

liale, mais pour la déroute du groupe qui en a résulté. Le ministre de finances observe que certains dirigeants peuvent avoir la tentation de « dissimuler des turpitudes dans des filiales et de se déclarer vertueux au niveau de la maison-mère ». Or, la loi n'établit pas précisément « un délit pour faux bilan consolidé ». En engageant une procédure, M. Arthuis a donc l'espoir « qu'une jurisprudence émerge » sur cette question. « J'entends faire rechercher les responsabilités et que les dirigeants rendent des comptes », dit-il. Et d'ajouter : « J'ai le sentiment qu'on n'a pas voulu dire la vérité ».

Si M. Arthuis a décidé de saisir le garde des sceaux, c'est qu'il dispose depuis peu d'éléments nouveaux. La Cour des comptes lui a en effet communiqué fin juillet des « indications sur une filiale » du Crédit lyonnais, qui laissent à penser que « ses comptes des années 1991, 1992 et 1993 ne donnent pas une image fidèle » de la réalité. Le ministre ne précise pas quelle est cette filiale mais l'allusion est transparente : il s'agit d'Altus Finance, la filiale que

la banque avait racheté en 1990 à Thomson-CSF et qui s'est distinguée par des prises de participations controversées.

Au printemps 1995, la Cour des comptes avait déjà épluché les comptes d'Altus (Le Monde du 25 septembre 1995) et, dès cette époque, des rumeurs laissaient entendre que des irrégularités avaient été constatées, pouvant faire l'objet d'une procédure pénale. On se

doutait donc que le jour où le gouvernement voudrait mettre en cause directement M. Haberer, qui a personnellement occupé le poste de président de sa filiale, c'est par ce biais qu'il pourrait déclencher les hostilités contre lui.

Aussi violentes qu'aient été les critiques à son encontre, M. Haberer n'a jamais eu les moindres comptes à rendre devant la justice pour la gestion de la maison-mère.

La défense de Jean-Claude Trichet

Dans un rapport rendu public le 11 octobre 1995, la Cour des comptes avait fait porter les responsabilités des pertes, dans la débâcle financière du Crédit lyonnais, « d'abord aux dirigeants de la banque ». Elle reprochait toutefois aussi à la Commission bancaire son intervention tardive. Président de celle-ci, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, s'était défendu de cette critique dans un document publié en annexe du rapport : « Les investigations de la Commission bancaire ont commencé au sein du groupe du Crédit lyonnais en novembre 1991, parce qu'aux yeux du gouverneur de la Banque de France et du ministre des finances, informés de l'existence de risques sérieux par le directeur du Trésor, il apparaissait nécessaire de procéder à un contrôle sur place approfondi ».

L'actuel gouverneur de la Banque de France dédaignait donc de toute responsabilité le directeur du Trésor qui, au moment des faits, n'était autre que M. Trichet lui-même.

Dans un premier temps, il s'en est même sorti avec les honneurs. En novembre 1993, il perdait certes son poste de PDG du Lyonnais mais il obtenait sur le champ, celui de PDG du Crédit national. Ce n'est que le 30 mars 1994 qu'il a été spectaculairement révoqué de ce poste.

Pour le ministre des finances, l'action engagée présente plusieurs avantages. D'abord, elle lui permet de corriger l'idée que, dans ce genre d'affaires, les dirigeants des entreprises publiques jouissent parfois, même quand leur gestion est gravement mise en cause, d'une relative impunité.

UN CAS D'ÉCOLE

« Je comprends la révolte du citoyen », dit M. Arthuis. Pour lui qui s'est fait une spécialité, depuis qu'il a été rapporteur général du budget au Sénat, de dénoncer « les ambiguïtés de l'Etat actionnaire », c'est aussi un cas d'école. Il souhaite vivement en faire un exemple de sorte que « les conseils d'administration redeviennent des lieux de responsabilité » et que les dirigeants

des groupes publics « manifestent plus de vigilance dans le contrôle de leurs filiales ».

Reste une question : M. Haberer est-il le seul visé ? Certes M. Arthuis s'est toujours gardé de mettre en cause dans cette affaire, pour défaut de vigilance, l'actuel gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, qui fut, de 1987 à 1993, directeur du Trésor et qui, à ce titre, assurait la tutelle de la banque publique. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'en haut lieu, on ne serait pas mécontent que, par ricochet, cette affaire le déstabilise. On se souvient que, le 14 juillet, Jacques Chirac, sans citer son nom, l'avait implicitement mis en cause, déplorant que la direction du Trésor et la Banque de France n'aient pas « bien exercé », dans le passé, leur mission de contrôle sur le Lyonnais et le Crédit foncier. « Je constate que personne ne s'interroge sur les responsabilités qui nous ont conduits à de tels sinistres financiers », avait affirmé le chef de l'Etat.

Laurent Mauduit

L'ambition démesurée d'un grand commis de l'Etat devenu banquier

L'HISTOIRE du Crédit lyonnais a pris un virage brutal en juillet 1988 avec la nomination à sa tête de Jean-Yves Haberer. « Vous êtes terribles, vous manquez d'imagination et d'ambition », annonce-t-il d'emblée aux cadres. M. Haberer, lui, n'en manque pas d'ambition. Il est même habité par l'ambition de « se soigner de revanche ». Major de Sciences-po et de l'ENA, directeur de cabinet de Michel Debré au ministère de l'économie puis aux affaires étrangères, directeur du Trésor de 1979 à 1982, il a été remercié du jour au lendemain, en 1986, par le gouvernement Chirac. Il ne s'en est jamais remis. Il occupait alors la présidence de Paribas et avait le tort, aux yeux de la droite, d'avoir assuré avec trop de zèle et d'enthousiasme l'alternance de 1981 à la tête du Trésor.

En juillet 1988, il tient sa revanche. La gauche le récompense de sa fidélité et, dans le vent de folie de ces années-foie, Jean-Yves Haberer croit aussi que tout est possible. Il veut faire du Lyonnais la première banque du monde - elle l'était déjà en 1914 - et il y parviendra. En 1992, par le total de son bilan de près de deux mille milliards de francs, la banque publique était devenue la première du monde (non japonaise). Mais, pour y parvenir, tous les verrous techniques et moraux ont sauté. Il n'y a plus qu'un seul mot d'ordre : gagner des parts de marché par tous les moyens.

M. Haberer devient la bête noire des autres banquiers, mais il est intouchable et bénéficie du soutien inconditionnel de Pierre Bérégovoy, son ministre de tutelle. L'autodidacte a été totalement séduit par le grand commis de l'Etat. D'autant plus que le banquier préféré de M. Bérégovoy devance ses moindres sollicitations et apporte son soutien à des entreprises publiques en difficulté, comme Usinor ou Aerospatiale. Bernard Tapie bénéficie aussi, de la part d'une filiale du Lyonnais, la SDBO, d'un soutien hors normes.

Une fidélité qui est récompensée. En 1990, quand Thomson se sépare contraint et forcé de sa banque Thomson-CSF-Finances, qui lui assure la majeure partie de ses bénéfices, le Lyonnais la récupère. Créée et dirigée par Jean-François Hélin, surnommé par Jean-Yves Haberer « le Mozart de la finance », cette banque hors normes va devenir célèbre sous le nom d'Altus Finance. Elle aura pour mission de faire ce que le Lyonnais ne peut, ne veut ou ne sait pas faire et... va accumuler les opérations douteuses et les investissements ratés. Altus va y perdre plus que ses fonds propres (13 mil-

liards de francs) et le dissimulera longtemps.

La vérité va apparaître pourtant à partir de juillet 1991 et de la révélation des errements du Lyonnais dans le financement du cinéma américain. Dans des conditions encore aujourd'hui opaques, la filiale néerlandaise (SEBN) prête près d'un milliard de dollars aux aventuriers italiens Giancarlo Parretti et Florio Fiorini pour reprendre à Hollywood la MGM (Metro Goldwyn Mayer). Le studio se retrouve rapidement en faillite et la banque en devient propriétaire. L'affaire Parretti va entraîner la faillite de la Sasea de M. Fiorini, la plus grande banqueroute de

l'histoire financière suisse, et va marquer les esprits. La banque publique y laissera sa réputation, d'autant plus qu'elle va se retrouver impliquée, au fil des mois, dans une succession d'autres faillites (Maxwell, Pelège, Tapie).

DÉROUES

Dès lors, va se révéler par touches successives le prix de la forte expansion. En 1992, la banque est obligée d'afficher des pertes de 1,8 milliard de francs ; elles vont atteindre près de 7 milliards en 1993, puis 12,1 milliards en 1994. Les dossiers douteux, risqués et mal ficelés apparaissent toujours plus nombreux, surtout

dans les filiales françaises ou étrangères mal ou pas contrôlées. Mais il faudra des années pour appréhender l'ampleur exacte du désastre.

En novembre 1993, le gouvernement d'Edouard Balladur se sépare enfin de Jean-Yves Haberer qui est remplacé par Jean Peyrelevade, débarrassé de la présidence de l'UAP. Un plan de sauvetage de la banque publique est mis en place au début de 1994. Une structure contrôlée par l'Etat récupère 43 milliards de créances immobilières douteuses. Le Lyonnais bénéficie également d'une recapitalisation de 4,9 milliards. M. Peyrelevade doit batailler

ferme pour obtenir ce plan. Représentant de l'Etat actionnaire, le Trésor, qui a longtemps laissé venir le désastre, a du mal à en admettre l'ampleur.

En attendant, une commission d'enquête parlementaire est créée en mars 1994 pour faire la lumière sur les dérives de la banque. Elle est présidée par Philippe Seguin, le président de l'Assemblée nationale, son rapporteur étant François d'Aubert, devenu depuis membre du gouvernement d'Alain Juppé. Elle rend ses conclusions à la veille du 14 juillet 1994, dix semaines à peine après sa création. En dehors de quelques réquisitoires sur la gestion des dossiers à risques dans certaines filiales, la commission porte un jugement modéré sur la stratégie et sur les hommes.

En 1995, la réalité des pertes prend encore une autre dimension. Un deuxième plan de sauvetage est nécessaire. A nouveau, les dirigeants de la banque et le ministère de l'économie se livrent à une partie de bras de fer. L'Etat prend finalement à sa charge 135 milliards de francs d'actifs plus ou moins douteux, sortis du bilan du Crédit lyonnais et récupérés ses filiales bancaires. Une autre bataille s'engage à Bruxelles pour obtenir le feu vert, à l'arraché, de la Commission européenne, en juillet 1995. Et le feuilleton n'est toujours pas terminé.

E. L.

M. Séguin : « Une victime expiatoire »

La commission d'enquête sur le Crédit lyonnais, constituée à l'Assemblée nationale le 3 mai 1994, avait remis son rapport le 12 juillet suivant. Son président, Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale, et son rapporteur, François d'Aubert (UDF-PR), faisaient entendre une tonalité différente sur les responsabilités dans les déboires de la banque publique.

Dans son avant-propos, M. Séguin mettait en cause « l'efficacité de l'exercice de son rôle d'actionnaire par l'Etat. A cet égard, il est vite apparu (...) que cette efficacité est proche de la nullité ».

En ce qui concerne l'ancien président du Lyonnais, M. Séguin écrivait : « Rien, selon la commission, ne saurait être reproché à Jean-Yves Haberer aux cha-

pitres de la déontologie, de l'honnêteté et de l'honneur. La précision n'est probablement pas inutile si l'on songe aux conditions dans lesquelles l'intéressé a été révoqué de la présidence du Crédit national (...) Pour apprécier la responsabilité de M. Haberer en termes de gestion, et dès lors qu'on aura bien pris conscience des effets du décalage croissant entre stratégie, d'une part, structures et procédures, d'autre part, il convient, dans un souci d'équité, de se demander s'il est bien, comme il le pense, une victime expiatoire nécessaire ».

M. d'Aubert écrivait pour sa part : « Quelles que soient les contradictions de l'Etat actionnaire au sein d'une grande banque, on ne peut attribuer à celui-ci la responsabilité principale de la situation du Crédit lyonnais. La commission exprime l'avis que Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, en porte la responsabilité principale (...) ».

La nécessaire révision du plan de sauvetage

LA DÉCISION de Jean Arthuis s'inscrit dans un contexte précis : le gouvernement doit prendre dans les prochaines semaines - en tout cas pour le bouclage des comptes du premier semestre, fin septembre - une décision sur l'avenir du Crédit lyonnais. Le second plan de sauvetage de la banque publique, élaboré par les cabinets Alphandéry et Madelin, se révèle, sans surprise, inapplicable (Le Monde du 5 août).

Mais rouvrir ce dossier politiquement sensible vis-à-vis de l'opinion publique, de Bruxelles et des banques concurrentes pose problème au gouvernement. D'où ses tergiversations et sa quête d'un impossible repère. Gagner du temps n'est plus possible. A moins de vouloir laisser mourir le Crédit lyonnais, avec des conséquences so-

ciales considérables et une tâche indélébile sur le système financier français.

D'autant que Jean Peyrelevade, l'actuel président du Lyonnais, a - une fois de plus, mais celle-ci a peut-être été la bonne - mis sa démission dans la balance, au cas où le gouvernement serait tenté de laisser traîner les choses.

Les sensées à venir seront donc décisives puisque la solution consistant à adosser la banque publique à un établissement étranger a pour le moment échoué. Les seuls qui auraient eu la dimension et les fonds propres suffisants, les géants allemands Deutsche Bank et Allianz, ont décliné l'invitation. « Pas un étranger ne veut entrer sur le marché bancaire français tant qu'il ne sera pas réformé et recomposé et encore moins par le biais d'un Crédit lyonnais dont la restructuration est loin d'être terminée », admet un proche du dossier.

La grande banque publique est loin d'être tirée d'affaire. Sans réa-

menagement du deuxième plan de sauvetage, très mal conçu dès l'origine, le Lyonnais affichera à nouveau des pertes en 1996. Les dirigeants de la banque ont, semble-t-il, convaincu sur ce point à la fois Bercy, Matignon et l'Elysée. Le ministre de l'économie s'était d'ailleurs adjoint à la fin du mois de juin les services de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs pour se faire confirmer ce diagnostic.

Si la banque affichait encore un déficit, sa situation deviendrait désastreuse en termes d'image et de fonds propres puisque après avoir accumulé plus de 20 milliards de pertes entre 1992 et 1994, le Lyonnais avait enregistré un bénéfice symbolique de 13 millions en 1995. Mais l'an dernier le Lyonnais n'avait pas eu à supporter le coût de trois milliards de francs du financement indirect des 135 milliards de francs d'actifs de toutes sortes que lui a repris le CDR (Consortium de réalisation), ni les provisions pour le plan

social qui devrait avoisiner 2 milliards du plan social. La banque n'est manifestement pas capable d'assumer les deux charges.

« PLOMBÉE »

La solution que Jean Peyrelevade défend depuis le début resurgit à nouveau : celle d'une véritable séparation entre la « bonne » banque et la « mauvaise » banque. Il s'agit pour l'Etat d'accepter ce qu'il avait catégoriquement refusé en 1994 : reprendre à sa charge les actifs du Lyonnais, actuellement rassemblés dans le CDR, et le passif qui a servi à leur financement. Ce passif reste aujourd'hui à la charge du Lyonnais et représente un fardeau financier qui « plombe » la banque. L'addition de l'affaire Crédit lyonnais serait alors clairement identifiable et pourrait approcher les 100 milliards de francs. La banque, quant à elle, aurait des chances de se redresser et d'intéresser à son sort des actionnaires privés.

En saisissant le parquet, le gou-

vernement peut espérer faire passer plus facilement ce schéma auprès de l'opinion publique comme auprès de Bruxelles. La commission européenne déclarait encore à la fin du mois de juillet, par la voix du commissaire chargé de la concurrence, Karel van Miert, « qu'elle n'était pas satisfaite des informations fournies » par l'Etat français sur la situation du Lyonnais.

La décision du gouvernement marque aussi une étape dans la nécessaire réflexion sur l'état du système bancaire français, ébranlé par une série de désastres (Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier...) sans que jamais les autorités de tutelle, direction du Trésor comme Commission bancaire, ne sonnent l'alarme à temps. Déjà mises en cause par le Président de la République, dans son intervention du 14 juillet, elles ne pourront échapper à leurs responsabilités dans le cadre d'une enquête judiciaire.

Claire Blandin et Eric Lecer

IMMIGRATION Un avion charter transportant soixante-dix-huit personnes en situation irrégulière a décollé, dans la nuit du 7 au 8 août, de Paris pour le Maroc et le Mali. Ce

vol est le vingt-deuxième depuis que M. Debré est ministre de l'intérieur. **JEAN-LOUIS DEBRÉ** a nettement réaffirmé la volonté du gouvernement de ne pas transiger sur la

question des sans-papiers. « Nous serons extrêmement fermes, nous n'accepterons pas de les régulariser », a-t-il déclaré dans *Le Figaro* du 8 août. La situation des Africains qui

occupent l'église Saint-Bernard apparaît désormais totalement bloquée. **A NICE**, plusieurs dizaines de familles qui avaient cru que la circulaire du ministre en date du 9 juillet

leur permettrait de régulariser leur situation se sont présentées à la préfecture pour se voir aussitôt signifier un arrêté de reconduite à la frontière.

M. Debré n'entend pas débloquent la situation des sans-papiers

« Nous serons fermes », affirme le ministre de l'intérieur, alors que les Africains réfugiés à l'église Saint-Bernard veulent poursuivre jusqu'au bout leur grève de la faim engagée il y a plus d'un mois. Un nouveau charter a été affrété, dans la nuit du 7 au 8 août, pour le Maroc et le Mali

LE GOUVERNEMENT a choisi de réaffirmer sa stricte intransigence sur la question des sans-papiers. Malgré la poursuite de la grève de la faim de dix des trois cents Africains réfugiés à l'église Saint-Bernard, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, et en dépit des signes d'apaisement donnés par Jacques Chirac, le ministre de l'intérieur ne reviendra pas sur sa position initiale. Jean-Louis Debré l'a fait savoir à Fodé Sylla et à Henri Leclerc, respectivement présidents de SOS-Racisme et de la Ligue des droits de l'homme, qu'il recevait mercredi 7 août. Il l'a répété dans un entretien accordé au *Figaro*, jeudi 8 août : « Nous serons fermes. Je ferai en sorte que les cas de parents d'enfants français soient examinés le plus rapidement possible. Il faut que les autres comprennent que la loi s'appliquera ».

En clair, le gouvernement ne régularisera que les parents étran-

gers d'enfants français, c'est-à-dire les personnes dont les enfants sont nés avant le changement du code de la nationalité, le 1^{er} janvier 1994. La loi Pasqua de 1993 permet de leur refuser des papiers tout en interdisant leur expulsion. Les autres, parents d'enfants nés après 1993 et désormais étrangers, étrangers vivant avec un conjoint français ou ayant un proche parent résidant en France, ne trouvent pas grâce à ses yeux. Expulsables, ils devraient être amenés à quitter le territoire. Le vingt-deuxième charter depuis l'arrivée de Jean-Louis Debré au ministère de l'intérieur a d'ailleurs décollé de Roissy-Charles-de-Gaulle, pour le Maroc et le Mali, dans la nuit du 7 au 8 août (lire ci-dessous).

La position du ministre n'a donc pas bougé d'un iota sur ce dossier. Fodé Sylla s'en est alarmé, regrettant qu'il n'y ait « aucun geste d'atténuation », de la part du gouverne-

ment. « Le ministre est particulièrement hermétique au drame humain » que vivent les familles de sans-papiers, a-t-il affirmé. Pour les cas dramatiques, il n'a admis qu'un « epsilon d'humanité », qui serait d'apprécier au coup par coup par les préfets.

« Si le ministre veut avoir des morts sur la conscience, il en aura »

ment fermé à la question des sans-papiers, a-t-il affirmé. Pour les cas dramatiques, il n'a admis qu'un « epsilon d'humanité », qui serait d'apprécier au coup par coup par les préfets.

La position du gouvernement est rigoureusement conforme à celle adoptée le 26 juin dernier. La régularisation de quarante-huit des trois cents « Africains de Saint-Ambroise », actuellement réfugiés dans l'église Saint-Bernard, remonte en effet à cette date. Selon le ministère de l'intérieur, seuls les parents étrangers d'enfants français étaient concernés. Cette décision avait été suivie d'une circulaire, le 9 juillet, invitant pour la troisième fois les préfets à régulariser les sans-papiers correspondant à cette définition. A l'époque, déjà, Jean-Louis Debré avait écarté les critères humanitaires de régularisation. Parmi les

quarante-huit personnes régularisées, il se trouve cependant des parents d'enfants nés en France mais étrangers.

Qualifiant l'attitude du gouvernement de « politique de Grille », Stéphane Hessel, l'un des membres du collège des médiateurs, a affirmé ne rien attendre de ces rencontres. Depuis le 26 juin, le contact est rompu entre les médiateurs et le ministère de l'intérieur. Une précédente rencontre a été annulée, le ministère refusant la présence des délégués africains et ayant annoncé en préalable sa décision de ne pas réexaminer les dossiers des sans-papiers. Les médiateurs ont également demandé une audience à Jacques Chirac, qui a été refusée. « Le gouvernement se donne bonne conscience en se retranchant derrière les textes de loi, c'est inadmissible », estime Stéphane Hessel. Avec la poursuite de la grève de la faim, nous allons pourtant nous retrouver devant de véritables drames.

De fait, les trois cents sans-papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard ne désarment pas. Depuis l'occupation de l'église Saint-Ambroise, le 18 mars, voilà maintenant plus de cinq mois qu'ils réclament leur régularisation. Sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière depuis le 1^{er} août, date de l'échéance accordée par les autorités, ils manifestaient, mercredi 7 août, entre la tour Eiffel et le parvis des Droits-de-l'Homme, place du Trocadéro. Un millier de personnes ont répondu à leur appel pour réclamer, encore un fois, un moratoire sur les expulsions et la réouverture immédiate des négociations. Le même jour, dans une lettre adressée au président de la République, le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, demandait l'ouverture de « négociations directes entre le gouvernement et les sans-papiers ».

La grève de la faim que poursuivent dix d'entre eux en est à son

trente-cinquième jour. Si leur état n'est pas jugé critique par les médecins du SAMU, qui les suivent quotidiennement, ils ne cessent de s'affaiblir. « Ils ne dépendent pas beaucoup d'énergie et maigrissent doucement », explique le docteur Jannière. Mais les quinze prochains jours pourraient inaugurer une phase difficile. Les grèves de la faim posent généralement problème entre le quarantième et le cinquantième jour de jeûne. Au dire des intéressés, ils entendent mener « jusqu'au bout » cette grève de la faim, conçue comme un dernier recours face à la fermeture du gouvernement. « Si le ministre veut avoir des morts sur la conscience, il en aura », menace Traoré Doro, l'un des porte-parole des réfugiés. Chaque décès sera de toute façon remplacé par un nouveau gréviste.

La fermeture du ministère de l'intérieur ne mène désormais qu'à une issue possible : décourager le mouvement des sans-papiers pour qu'ils quittent d'eux-mêmes le territoire. D'aucuns affirment que le ministre attend l'hospitalisation des grévistes pour évacuer l'église et procéder à des expulsions. Mercredi 7 août, Jean-Louis Debré confiait pourtant à ses interlocuteurs que « c'est désormais aux associations de convaincre les sans-papiers d'arrêter la grève de la faim ». Devant la détermination qu'ils affichent, cette recommandation risque de ne pas avoir beaucoup d'effet. Aujourd'hui comme hier, une seule chose semble devoir les convaincre : des papiers.

Cécile Prioux

Passager forcé du vol SF 830

MARSEILLE de notre correspondant

Un avion charter à destination de Casablanca (Maroc) et de Bamako (Mali) a décollé de l'aéroport Charles-de-Gaulle, mercredi 7 août à 21 h 50. A bord de ce vol SF 830, se trouvaient 40 Marocains et 38 Maliens sous le coup d'une interdiction de territoire. Parmi eux, Allah Kachabi, Marocain de quarante-neuf ans, embarqué lors de l'escorte de l'avion à l'aéroport de Marignane, avec dix de ses compatriotes vivant dans le sud de la France.

Allah Kachabi, père de onze enfants, était installé en France depuis 1971, où il résidait en situation régulière. Il travaillait dans les vignobles ou pour des marchands de Valréas (Vaucluse). Chaque hiver, une fois la vigne taillée, il rentrait à Fès (Maroc) rejoindre son épouse et ses enfants. Mercredi 7 août, peu après 23 h 30, encadré de policiers, il a pris place à bord du charter. Il ne comprenait toujours pas ce qui lui arrivait.

Allah Kachabi parle mal le français malgré vingt-cinq ans passés dans les vergers de Provence et « il a signé tous les papiers qu'on lui demandait de signer sans comprendre », rapporte Saïd Akif, assistant socio-juridique de la Cimade qui l'a accueilli au centre de rétention d'Arenç. Allah y est arrivé accompagné des gendarmes qui l'avaient escorté de l'aéroport d'Arles. Allah y est arrivé accompagné des gendarmes qui l'avaient escorté de l'aéroport d'Arles. Allah y est arrivé accompagné des gendarmes qui l'avaient escorté de l'aéroport d'Arles.

complémentaire de cinq ans d'interdiction du territoire national.

Son délit ? En 1995, un ressortissant marocain en situation irrégulière, à la recherche d'un emploi de saisonnier dans la région de Valréas, lui avait confié son sac pour quelques jours. Arrêté puis expulsé, ce compatriote avait reconnu avoir rencontré Allah. Il n'en fallait pas plus au parquet de Carpentras pour enclencher des poursuites pour aide au séjour irrégulier. La condamnation du tribunal de Carpentras fut signifiée le 24 janvier en mairie de Valréas. Quelque temps plus tard, le jugement devenu définitif, les gendarmes l'emmènent à la prison d'Avignon. Dans le but de remplir un charter, à l'origine prévu au départ de Paris le 8 août (*Le Monde* du 7 août), les préfets avaient été invités à vérifier si des Marocains ou des Maliens ne se trouvaient pas en détention ou en rétention administrative sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière.

Allah, auquel le préfet du Vaucluse a retiré le 5 avril son titre de résident de dix ans - valable jusqu'au 14 février 1997 -, entré dans ce cas de figure. Le préfet du Vaucluse affirme avoir respecté les règles de procédure et avoir procédé à la reconduite à la frontière de M. Kachabi sur la base d'un jugement définitif. L'avocat de celui-ci affirme pourtant avoir fait appel de cette décision devant la cour d'appel de Nîmes. La Cimade déplore que son intervention auprès du ministère de l'intérieur se soit soldée par un refus « bien que [le ministère] ait reconnu le caractère douloureux de cette condamnation ».

Luc Leroux

Quand Jacques Chirac se voulait apaisant

Le 1^{er} août, lors d'une rencontre avec le président de SOS-Racisme, Jacques Chirac assurait Fodé Sylla que le ministère de l'intérieur examinerait les possibilités de régularisation, au vu des situations des familles qui occupent l'église Saint-Bernard à Paris. La veille, Jacques Chirac adressait une lettre à Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, dans laquelle il précisait que les dossiers évoqués « sont tous spécifiques » et « font actuellement l'objet d'un examen minutieux des services de l'Etat ».

Au cours de son allocution du 14 juillet, le président de la République avait également montré des signes d'ouverture : « Je suis sensible que quiconque quand je vois (...) des familles complètement en détresse parce qu'elles sont clandestines et qu'elles n'ont aucun droit (...) Je n'ai pas un cœur de pierre. Je comprends ces problèmes, mais, en revanche, il faut aujourd'hui refuser l'immigration clandestine avec efficacité ».

Mauvaises surprises au guichet de la préfecture de Nice

DEPUIS trois semaines, les arrêtés de reconduite à la frontière tombent en rafale depuis la préfecture de Nice (Alpes-Maritimes). Un article paru dans *Nice-Matin*, le 18 juillet, semble avoir donné le signal de départ. Ce jour-là, le quotidien tente d'expliquer les termes de la circulaire de Jean-Louis Debré en date du 9 juillet, incitant les préfets à régulariser au cas par cas les situations de parents étrangers d'enfants français. Le journal précise que les étrangers peuvent s'adresser sans rendez-vous au « bureau de l'admission des étrangers au séjour ».

Mauvaise compréhension de l'article et d'un dispositif législatif d'une rare complexité ? Toujours est-il que des familles se rendent en masse à la préfecture, croyant avoir abouti des mois de démarches et espérant décrocher les papiers tant attendus. « Les gens pensent toujours que, si leur enfant est né en France, il est français. Ce n'est malheureusement plus le cas depuis la réforme du code de la nationalité », commente Elisabeth Grimanelli, militante de la Cimade, une association d'entraide protestante. Plusieurs familles vont le comprendre au guichet de la préfecture. Certains parents sont alors aussitôt interpellés et directement conduits au centre de rétention de Nice. D'autres se voient saisir leur passeport ou leur titre de

séjour périmé. Dans les jours qui suivent, un arrêté de reconduite à la frontière leur est signifié.

A la préfecture des Alpes-Maritimes, on confirme ce soudain afflux. « Effectivement, un certain nombre de gens sont sortis de la clandestinité après la parution de cet article, explique un collaborateur du préfet Philippe Mariand. Ils sont alors tombés sous le coup de la loi, très normalement. Une soixantaine d'arrêts de reconduite à la frontière ont depuis été prononcés. Ils ne concernent pas des parents étrangers d'enfants français, mais des familles en situation irrégulière. » Les recours formulés devant le tribunal administratif sont rejetés. « Ces situations relèvent du pouvoir humanitaire du préfet, ou l'intransigeance est ici la règle », déplore-t-on à la Cimade.

« ON M'A PRIS MON PASSEPORT » Plusieurs familles vivent ainsi depuis la fin du mois de juillet dans l'attente d'une reconduite imminente à la frontière. « En lisant l'article, je me suis dit : "c'est bon". A la préfecture, on m'a pris mon passeport et dit que je devais partir pour la Tunisie avec toute ma famille. C'est trop dur. » Mohamed Abdeljellil, trente ans, qui vit en France depuis une quinzaine d'années, voit ainsi s'écrouler une partie de sa vie. Bénéficiant d'un titre de sé-

jour jusqu'en février 1994, il se débat depuis dans de vaines démarches. Marié, père d'un enfant né à Cannes en mai 1992, il avait alors fait une demande de naturalisation qui fut rejetée. En décembre 1995, M. Abdeljellil et sa femme ont des jumeaux, Yasmine et Chahine. Prématurés, les bébés doivent être hospitalisés pendant plusieurs semaines. « L'état de santé nécessite un suivi médical pédiatrique pour une période d'au moins un an », estime le docteur Ferraci, du centre hospitalier de Cannes.

Le 30 juillet, la préfecture signifie aux époux Abdeljellil leur arrêté de reconduite à la frontière. Le 2 août, le tribunal administratif rejette les recours formulés. « Ils ont été trompés », proteste leur avocat, M^{re} Lecuyer, qui accuse la préfecture des Alpes-Maritimes de faire « une politique de nettoyage par le vide ». Les représentants de la Cimade multiplient les exemples, citant le cas d'un Tunisien vivant en France depuis plus de quinze ans, père de quatre enfants dont trois nés en France, et qui, interpellé à la préfecture, a été immédiatement placé au centre de rétention de Nice. Un centre qui, selon cette association, voit passer plus de soixante-dix personnes chaque mois.

François Bonnet

Des jeunes de banlieue indésirables dans des campings de Gironde

LE MINISTRE délégué à la ville et à l'intégration, Eric Raoult, a fait part de son indignation en parlant de « l'aspect xénophobe et raciste que peuvent révéler ces attitudes intolérables ». Il a demandé au préfet de Gironde d'éclaircir l'histoire de ces neuf jeunes gens du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), refoulés de plusieurs campings du bassin d'Arcachon (Gironde), révélée par *L'Humanité* du 5 août. Le maire du Blanc-Mesnil, Daniel Feurtet (PCF), a confié quant à lui un « sentiment de colère, de tristesse et d'inquiétude » et envisagé, devant une situation « qui n'est pas nouvelle », de porter plainte pour « refus de vente ». Le dossier est actuellement entre les mains des avocats de la mairie.

Le vendredi 26 juillet, à 14 heures, huit jeunes du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) et leur animateur se présentent à la ré-

ception du camping Le Petit Nice, non loin d'Arcachon, où ils ont l'intention de passer huit jours de vacances. Malgré les assurances des responsables, contactés par téléphone à plusieurs reprises, le groupe se voit répondre que « le camping est complet ». « Faux », insistent les intéressés, qui disent avoir constaté des emplacements libres. L'histoire aurait pu être banale si ces jeunes banlieusards ne s'étaient pas vu refuser, le même jour, l'entrée dans plusieurs autres campings des environs.

Ces adolescents âgés de seize à dix-huit ans avaient eux-mêmes préparé, avec un animateur de quartier, Yahiaoui Boualem, ce « mini-séjour », financé à 40 % par la mairie. M. Boualem se souvient des trois coups de téléphone échangés avec le responsable du Petit Nice dans les mois précédant leur arrivée : « Ils m'avaient confi-

mé leur accord pour la venue d'un groupe de neuf jeunes du 26 au 30 juillet », dit-il. Le jour convenu, « le responsable annonce qu'ils ne prennent pas les groupes ». La direction du camping s'en défend aujourd'hui : « Ce n'est pas dans notre intérêt, assure un responsable, nous avons vu quand ils ont appelé, on avait de la place ; ce n'était plus le cas le jour où ils sont arrivés. » Pour Eddy, seize ans, « dès qu'ils ont vu nos têtes, ils nous ont dit que c'était complet ».

LA NUIT EN DISCOTHÈQUE Après plusieurs tentatives infructueuses, M. Boualem décide de se rendre à l'office du tourisme de Biscarrosse (Landes). Seule possibilité d'hébergement en pleine saison : un local prêt par le curé de la ville, Bernard Labarthe, sous réserve d'un calme absolu. Le curé de Biscarrosse témoigne : « Ils

étaient très sympathiques. Ils ont rendu la salle dans un parfait état et nous ont même, à la responsable de l'office du tourisme et à moi, offert une bouteille pour nous remercier ».

Le lendemain, les neuf pensionnaires décident de quitter leur hôte pour Arcachon, où leurs ultimes espoirs s'évanouissent rapidement. Ils passeront finalement la nuit dans une discothèque pour se retrouver, au petit matin, sur les quais de la gare de cette ville. Dimanche 4 août, à 18 heures, ils étaient de retour au Blanc-Mesnil. La mairie a décidé de leur rembourser le voyage. Deux d'entre eux et l'animateur sont repartis aussitôt pour un centre de vacances en Vendée. « Vénus », « dégoûtés », Faïd et Eddy envisagent de retourner à Arcachon à la fin du mois, par leurs propres moyens.

Cécile Mordant

DÉPÊCHES

■ PRISON : un agent administratif de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille (Bouches-du-Rhône), a été mis en examen pour faux et viol, mercredi 7 août, et placé sous mandat de dépôt. L'homme, âgé de cinquante ans, est soupçonné d'avoir favorisé deux candidats à un examen de l'administration pénitentiaire. Les deux candidats ont été mis en examen, ainsi que deux femmes qui avaient joué le rôle d'intermédiaires. Le suspect aurait violé l'une d'elles.

■ MENDICITE : une trentaine de membres d'un « collectif pour le retrait de l'annuaire municipal antiraciste » ont été interpellés, mercredi 7 août, à Périgueux (Dordogne), alors qu'ils distribuaient des tracts sur le marché et devant l'hôtel de ville. Les manifestants, relâchés une vingtaine de minutes plus tard, dénonçaient un arrêté pris le 12 juin dernier par le sénateur de Dordogne et maire (RPR) Yves Guéna, qui, selon eux, « s'apparente au racisme ».

■ CARPENTRAS : le Consistoire central de France a décidé, mercredi 7 août, de se constituer partie civile dans le dossier de la profanation du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse) (*Le Monde* du 7 août). Le Consistoire « entend que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ce drame qui, au-delà de la communauté juive, a endeuillé l'ensemble de la communauté nationale ».

■ POLLUTION : après l'incendie survenu, mardi 6 août, dans une usine chimique d'Hillécourt, près de Nancy (Meurthe-et-Moselle), le préfet, Jacques Andrien, a déclaré que la « pollution des eaux était réelle, mais corrélation de ne pas manger de poissons venant de la Meurthe et d'y introduire les baignades. L'usine n'est pas autorisée à poursuivre son exploitation en l'état ».

Le suspect du viol et du meurtre d'une jeune Britannique a été libéré

LE PRINCIPAL suspect dans le viol et le meurtre d'une jeune Britannique de 18 ans, l'aubergine de jeunesse de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine) a quitté la prison de Ploemeur (Morbihan) mercredi 7 août en fin d'après-midi. Il avait été incarcéré le 22 juillet. Patrick Pédé, trente-neuf ans, sans-abri, qui reste en examen, a été remis en liberté « sous contrôle judiciaire, avec obligation de demeurer à une adresse précise », après que les analyses génétiques pratiquées sur le corps de Caroline Dickinson l'eurent mis hors de cause (*Le Monde* du 8 août).

Son avocat, M. René Blanchard, a rappelé que le portrait-robot diffusé pendant l'enquête ne correspondait pas à son client et que celui-ci « n'avait jamais reconnu les faits devant le juge ».

Déjà condamné pour agressions sexuelles, le suspect était passé aux aveux devant les gendarmes, avant de revenir sur ses déclarations. Sa participation au meurtre pourrait être également remise en question. Les enquêteurs ont confirmé que « des prélèvements pour analyses génétiques » avaient été effectués sur des collègues, ainsi que sur les professeurs qui accompagnaient la victime.

Cinquante laboratoires publics et privés sont autorisés à pratiquer la micro-injection de spermatozoïdes

Des milliers d'embryons ont déjà été conçus avec cette technique controversée

Le secrétariat d'Etat à la santé vient d'autoriser cinquante équipes spécialisées en biologie de la reproduction à pratiquer la technique dite de la micro-injection de spermatozoïdes. Ce nouveau procédé, permettant à des hommes stériles de devenir

pères, est encore expérimental et il est loin de faire l'unanimité parmi les spécialistes. Le professeur Jean-François Mattéi, rappor-

teur des lois sur la bioéthique, estimait en 1994 qu'il fallait autoriser « au grand maximum trois équipes ».

CURIEUSEMENT, la liste était, jusqu'à ces derniers jours, inaccessible aux professionnels de l'assistance médicale à la procréation. C'est aujourd'hui officiel : le secrétariat d'Etat à la santé a autorisé cinquante équipes spécialisées en biologie de la reproduction (sur quatre-vingt-dix existantes) à pratiquer la « micro-injection de spermatozoïdes », nouvelle technique révolutionnaire qui offre, pour la première fois dans l'histoire de la médecine, la possibilité à des hommes souffrant de stérilité d'être père. Une telle décision témoigne des difficultés rencontrées par les pouvoirs publics à encadrer le développement d'une activité médicale fort controversée dont l'efficacité est certes incontestable mais dont l'innocuité reste à établir.

Contrairement à ce que laisse entendre une vulgarisation par trop naïve, la micro-injection de spermatozoïdes au sein de l'ovule féminin (ICSI pour Intracytoplasmic Sperm Injection) est bien autre chose que le dernier outil en date dans la panoplie triomphante des biologistes et des gynécologues-obstétriciens qui ont fait de la lutte contre la stérilité humaine une nouvelle spécialité médicale. Ce geste réalise en effet un saut fon-

damental à la fois conceptuel et technique. Il s'agit ici de concevoir des embryons humains à partir de spermatozoïdes qui n'auraient jamais pu féconder naturellement un ovule. En d'autres termes, on offre à des hommes stériles la possibilité de procréer tout en prenant le risque - paradoxal - de transmettre la stérilité sur un mode héréditaire.

« VIOL DE L'OVULE » Il s'agit aussi de franchir, mécaniquement, la membrane de la cellule sexuelle féminine avec tous les risques pathologiques et l'angois-

sante dimension symbolique attachée à un tel « viol de l'ovule ». Plusieurs instances ont, ces dernières années, solennellement mis en garde contre les risques de cette pratique et les dangers potentiels que l'on fait courir aux enfants ainsi conçus. Le premier enfant conçu par ICSI en France est né le 22 juin 1994 à l'hôpital américain de Neuilly. L'année suivante, 7 000 ponctions d'ovocytes étaient en France pratiquées chez des femmes fertiles souhaitant concevoir un enfant avec un homme stérile. On estime que chaque ponction conduit, après ICSI, à la création de quatre

embryons. Ce sont donc près de 30 000 embryons qui ont été conçus de la sorte en 1995. Cette diffusion extrêmement rapide d'une technique encore expérimentale et dont les indications médicales sont encore très ambiguës a d'ores et déjà bouleversé le paysage de l'assistance médicale à la procréation et révolutionné la prise en charge de la stérilité masculine. C'est dans ce contexte que s'inscrit la décision gouvernementale d'autoriser cinquante laboratoires de biologie de la reproduction à pratiquer l'ICSI. Sur avis d'une commission nationale spécialisée dans la médecine de la reproduction, les pouvoirs publics ont estimé que près d'une équipe sur deux pouvait dorénavant mettre en œuvre ce procédé.

La liste des autorisations est publiée au *Journal officiel* des 6 et 8 août. Treize équipes sont autorisées en Ile de France, six dans la région Rhône-Alpes et quatre en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La moitié des autorisations concernent des laboratoires privés qui travailleront pour des praticiens exerçant dans le secteur libéral. Ainsi, contrairement à ce que souhaitaient certains responsables (lire ci-contre), le gouvernement ne s'est pas opposé à ce que l'ICSI soit

mise en œuvre à des fins lucratives. La loi du marché et le poids des lobbies ont prévalu. Cette décision, qui se fonde aujourd'hui sur la loi de 1994 sur la bioéthique, ne pourra plus, demain, être contestée sur le fond.

Ces autorisations sont par ailleurs accordées, alors que rien n'est encore vraiment acquis quant à l'évaluation à long terme d'un tel procédé. Plusieurs appels pressant avaient pourtant été lancés par des spécialistes de la reproduction pour demander aux pouvoirs publics la mise en place d'un système de surveillance des enfants nés après procréation médicalement assistée, et notamment après ICSI. « Cette technique est l'un des plus grands bouleversements touchant l'espèce humaine puisque, pour la première fois, l'homme a modifié, supprimé certains des mécanismes de sélection de la fécondation, écrit dans *Le Monde* du 3 février 1995. Nous devons prendre conscience de cette révolution et en tirer les conséquences. » Or tout se passe comme si cette prise de conscience devait s'effacer devant les intérêts professionnels et la puissance du désir d'enfant.

Jean-Yves Nau

« Des inconnues et des dangers potentiels »

La micro-injection de spermatozoïdes a, ces dernières années, suscité différentes prises de position. Dans un entretien accordé au *Monde*, le professeur Jean-François Mattéi, rapporteur du texte de loi sur la bioéthique, avait déclaré : « Dans mon esprit, la micro-injection de spermatozoïdes, au regard des inconnues et des dangers potentiels qu'elle comporte, devrait être réservée à un tout petit nombre d'équipes » (*Le Monde* du 31 août 1994).

Pour le professeur Mattéi, cette technique ne devait pas être mise en œuvre par « plus d'une, deux, ou au grand maximum trois équipes », et il ne fallait pas « faire entrer cette technique dans un système lucratif ». Pour sa part, Philippe Douste-Blazy, alors ministre délégué à la santé, écrivait dans nos colonnes (*Le Monde* du 20 janvier 1995) : « Cette technique de pointe ne peut être pratiquée que dans des conditions de sécurité très rigoureuses et par des équipes hautement expérimentées. »

DISPARITIONS

Kiyoshi Atsumi

« M. Tigre », le héros des faubourgs

L'ACTEUR japonais Kiyoshi Atsumi est mort des suites d'un cancer du poudon, à l'âge de soixante-huit ans.

Rarement atteint fut davantage identifié à un personnage et rarement personnage fut plus familier à un peuple. L'annonce, le 7 août, de la mort de Kiyoshi Atsumi, qui au fil d'une série de quarante-huit films incarnait Tora-san, un « M. Tout-Le-Monde » enfant débrouillard de la ville basse, est ressentie par beaucoup de japonais comme la perte d'un ami, d'un personnage familier qui, depuis vingt-sept ans, était présent au rendez-vous périodique de la sortie des films de la série *Otoko wa tsuraiyo* (« C'est dur d'être un homme ») dirigés par le cinéaste Yoji Yamada.

PREMIER EPISODE EN 1969

La plus longue série de l'histoire du cinéma selon le *Livre Guinness des records* a résisté à tout. Au temps et aux modes : soixante millions de japonais (soit un sur deux) ont vu au moins une fois un Tora-san. Le dernier film, sorti au début de l'année, se déroulait dans le Kobé du lendemain du séisme. Un Tora-san avait été présenté en France en mai 1995.

Conformément aux dernières volontés de l'acteur, son décès survenu le 4 août n'a été annoncé qu'après son incinération.

Kiyoshi Atsumi était né à Tokyo dans le quartier populaire et trépidant de Ueno. Il avait commencé sa carrière d'acteur dans un petit strip-tease, le *Puransu-za* (Le Français), dont les numéros étaient entrecoupés de sketches. Le premier épisode de la série « C'est dur d'être un

homme » date de 1969. Si Tora-san, (M. Tigre) ravissait les japonais, c'est qu'ils retrouvaient en lui ce que la croissance spectaculaire de leur pays leur avaient soustraît : une chaleur humaine, un rire bon enfant et cette gentillesse faite de disponibilité et de générosité qu'ils appréciaient beaucoup. Une nostalgie que résumait cette réplique favorite de Tora-san : « Dis, tu ne crois pas qu'on est allé trop loin sans s'en apercevoir ? »

« PETITE LIBERTÉ »

Avec son gahrre, sa grosse ceinture de laine qui chauffe les reins, ses sandales traditionnelles et sa veste à carreaux, Tora-san était un héros des faubourgs. Camelot de son métier, il savait travailler dur mais aussi passer, l'ouvrier avec les embûches de la vie avec pour seul bagage quelques valeurs simples et un peu de toulardise.

Il incarnait pour les japonais une « petite liberté », ni politique ni sentimentale : celle à laquelle aspire tout un chacun. En filigrane de ses films étaient apparus tous les problèmes du Japon : la croissance aveugle, les chocs pétroliers, la surchauffe, la spéculation, le chômage, Kobé... Mieux que tout autre, il reflétait une mentalité, les modes de vie et les valeurs du petit peuple.

« Il n'y aura plus de Tora-san », a annoncé Yoji Yamada qui s'était toujours refusé à faire mourir son héros dans un film : « Atsumi-san lui-même a tiré le rideau », a-t-il déclaré. « Vos films renferment nos souvenirs. Au revoir Atsumi-san et un grand merci », écrit l'*Asahi*.

Philippe Pons

NOMINATIONS

EDUCATION NATIONALE

Bernard Elkaim a été nommé recteur de l'académie de Limoges par le conseil des ministres du 7 août, en remplacement d'Hervé Béchade.

[Né le 6 juillet 1937 à Alger, Bernard Elkaim, docteur en sciences naturelles (écologie marine), a été maître de conférences à Rabat (1969-1973), avant d'être nommé à Paris-VI, successivement maître-assistant (1973), puis professeur d'écologie générale (1979). Il est également responsable du laboratoire d'hydrobiologie de Paris-VI.]

JUSTICE

Gérard Nédellec a été nommé procureur général auprès de la cour d'appel de Nouméa par le conseil des ministres du 7 août, en remplacement de Bernard de Gouttes, nommé avocat général auprès de la cour d'appel de Paris.

[Né en juillet 1944, Gérard Nédellec a été juge des enfants à Rennes (1972-1973), substitut à Saint-Pierre (1973-1974), à Pau (1974-1977), puis procureur de la République de Morlaix (1979-1983), Mamoutzou (1983-1985), Quimper (1985-1992). Il était procureur de la République de Tours depuis 1992.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Paris, Los Angeles.
Valérie VILAR
Thierry DUPUY
ont la joie d'annoncer la naissance de
Diane, Sarah,
le 19 juillet 1996.

Anniversaires de naissance

— Arvignat, Lyon séjournant...
Très heureux anniversaire.
Jouvenelle.

Décès

— M^{me} Jacques Cadart, née Beurlotte Fichet.
Son épouse,
François et Myriam Cadart
et leurs enfants,
Marianne et Thierry Léger
et leurs enfants,
Jean et Caroline Cadart
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques CADART,
professeur émérite
des facultés de droit,
survenu le mardi 6 août 1996, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité, le vendredi 9 août, à 15 heures, en l'église de Montmorency (Orne).

Une messe à sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'heure vient où celui qui vous aura fait plaisir rendra un culte à Dieu.
Evangile de saint Jean (XVI-2).

Ne dites pas de ceux qui sont dans le chemin de Dieu : « Ils sont morts », Non !
Ils sont vivants.
Le Coran (II-154).

Les éditions Karthala s'associent à la peine et à la douleur de tous ceux qui ont perdu en

Pierre CLAVERIE
un maître, un ami, un frère.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Alain R. GIRARD,
conservateur de bibliothèque,
survenu brutalement le 28 juillet 1996, à Carquepès (Eureppe).

Genevieve Girard
et ses enfants,
Sa famille et ses amis.

15, rue de Chimon,
14000 Caen.

— Nathalie Kraft
a l'honneur de faire part de la disparition, le 7 août 1996, de

Patrick EYNAUD,
journaliste,
à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 août, à 9 heures, en l'église Saint-Martin de Saint-Rémy-de-Provence, suivie des obsèques au cimetière de Saint-Rémy.

Merci au docteur Patrice Carde et aux infirmières du service ORL de l'IGR.
118, rue Vieille-du-Temple,
75003 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès du
chanoine Marc GARNIER,
ancien curé d'Antichy,

survenu le jeudi 1^{er} août 1996, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 5 août, en l'église d'Antichy (Oise).

— La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes fait part avec tristesse du décès survenu brutalement, le 5 août 1996, de

M. Alain JOUBERT,
résistant, déporté à Dachau,
membre de son comité d'honneur,
ancien trésorier général.

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

Un hommage lui sera rendu au cimetière du Père-Lachaise lors de la translation des cendres dans le caveau de la FNDRP, à une date qui sera précisée ultérieurement.

FNDRP,
10, rue Leroux,
75116 Paris.

— Mariette Laplace,
Nicole Laplace,
Jacques et Françoise Camus,
Laurent et Nicolas,
Sa famille, ses amis,
font part du décès de

Georges LAPLACE,
survenu le 27 juillet 1996, à Tournais.

Il a donné son corps à la médecine, mais une cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 1^{er} août, à Tournais.

Anne-Marie LOUANCHI,
née CHAULET,
sous a quitté le 7 août 1996.

De la part de
Ses enfants et petits-enfants,
Ses frères et sœurs et leur famille,
Ses oncles, tantes, parents et alliés.
7, rue Ahmed-Bencheb,
El-Biar (Alger).
32, rue Cardinet,
75017 Paris.

— M^{me} Marianne Ambrun,
M. et M^{me} Jean Marchal,
leurs enfants et petit-fils,
M. Elie Müller et Marie-Louise,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Henri MULLER,
survenu le 28 juillet 1996, à quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} août 1996, à Agen.

— Limoges, Paris.
Sa famille,
Ses amis,
demandent à ceux qui l'ont connu une pensée pour le

docteur Bertrand POLLET
qui nous a quittés, le 2 août 1996.

Un immense merci à la maison médicale Jeanne-Garnier et à tout son personnel.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Versailles, Ver-sur-Mer (Calvados).
Françoise Rouquette,
son épouse,
Catherine, Pierre, François,
Dominique, Marie-Noëlle,
Ses enfants,
Ses petites-filles,
Ses petits-enfants,
Toute la famille,
Et les amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri ROUQUETTE,
ancien bruno,
officier de médecine,
Sciences-Po Paris,
ancien directeur de banque,

décédé en mer, le 6 août 1996, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 9 août, à 10 heures, en l'église Saint-Martin de Creully (Calvados), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue de la Rivière,
14114 Ver-sur-Mer.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

42-17-29-94 ou 42-17-29-96

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et abonnés 95 F

Communications diverses 110 F

Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Minimum 10 lignes.

HORIZONS

PORTRAIT

et poète

**Il bouillonne
d'engagement
en faveur de la**

Felipe, 22 ans, colombien

Son premier contact avec la poésie remonte à l'enfance : « J'avais cinq ans. Je vivais avec mes grands-parents dans ce petit village de Bolívar où naissent les trois cordillères. La rue principale, la Calle Real, qui était la seule rue pavée, descendait très fort. Je me lançais en courant et tentais d'aller chaque fois de plus en plus vite. Pour aller plus vite, j'ai d'abord imaginé que le diable me poursuivait. Je tentais de lui échapper. Mais cela ne suffisait pas pour aller vite. Alors j'ai imaginé que c'était Dieu qui me poursuivait, celui que nous apprend la religion catholique. Et je courais de plus en plus vite pour l'échapper. La poésie, c'est un peu le même jeu. Le fait d'avoir besoin d'inventer quelque chose pour se sentir libre. »

Felipe Garcia Quintero a vingt-deux ans, l'équivalent d'une maîtrise en littérature et plusieurs prix de poésie gagnés dans des concours universitaires et nationaux. Il fait partie de ces quelques jeunes poètes colombiens dont on chuchote dans les milieux littéraires qu'ils promettent.

Quand il parle, d'une voix basse, ce grand brun, au type indien et aux cheveux noirs mi-longs - cinq ans de phobie de coiffeur - a le débit rapide des grands timides. Il parle les yeux baissés sans s'anêter et quête de temps à autre une approbation en jetant un regard vers son amie Frida, son ange gardien, jolies et souriantes, qui l'accompagnent partout.

Felipe Garcia est le fondateur d'Ophelia, la plus grande des quarante revues de poésie colombiennes. Il est le directeur des Rencontres poétiques de Popayan, la dernière-née des manifestations poétiques de Colombie. Ses poèmes ont été publiés dans *El Magazin dominical*, le supplément littéraire renommé du quotidien *El Espectador*. Il termine son premier livre, *Cahier d'un excité*, un recueil de soixante poèmes en prose, grâce à la bourse destinée aux jeunes créateurs qu'il a gagnée en 1995.

**parole honnête,
du mot juste
et transparent.**

**Avec des milliers
d'autres, il tente
ainsi de résister
à la violence
mensongère qui
s'est emparée
de son pays**

NOUVELLES
VAGUES

Douze portraits
qui jalonnent les continents
pour décrire
la jeunesse du monde.

Demain : Helen, 23 ans,
théologienne et britannique

Tous les mercredis, vers 6 h 30 de l'après-midi, une dizaine d'étudiants se réunissent à son invitation à la Maison de la culture de Popayan « pour converser et faire des propositions ». Ainsi sont nées Ophelia, des rencontres de poésie, et son association Sundapalabra (« Créer la parole »). Dans sa tête, Felipe a encore le projet d'un centre de recherche en littérature et mille idées.

Ce bouillonnement individuel contraste avec l'apathie de la ville où il vit. Popayan, 200 000 habitants, au sud-est de la Colombie, était réputée autrefois pour son passé culturel et politique. Du temps de la colonie espagnole, c'était un centre religieux important. La Semaine sainte, avec ses processions somptueuses y attire encore des milliers de touristes. La ville s'enorgueillit aussi d'avoir donné douze présidents et quelques poètes renommés au pays. Guillermo Valencia, poète reconnu et candidat malheureux à la présidence de la République, a ainsi donné son nom à la majorité des places et des édifices de la ville. Mais, en 1983, un tremblement de terre de grande magnitude a complètement détruit la région.

Les belles maisons au balcon de bois du centre colonial, les églises, les couvents, tout a été détruit en quelques minutes. Le joyau historique du centre-ville vient à peine d'être reconstruit, à l'identique. C'est la deuxième fois que la cité naît de ses cendres après un tremblement de terre. Le décor est le même mais, aujourd'hui, plus personne ne vit dans le centre-ville. La plupart des bâtiments reconstruits abritent des institutions publiques, des commerces ou des hôtels. Les familles bourgeoises qui y vivaient autrefois ne sont jamais revenues.

Trois bibliothèques et une librairie sont les uniques oasis culturelles que peuvent fréquenter les cinq mille étudiants des universités toujours renommées de Popayan. Les livres représentent donc, pour Felipe, Frida et leurs compagnons autant de trésors. « Pour être écrivain il faut être avant tout un bon lecteur », affirme le jeune poète, qui étouffe la plupart de ses idées par son érudition et sa curiosité pour la chose littéraire. Dans la modeste chambre de la maison où il vit avec sa mère, ses grands-parents, des oncles, des tantes et des cousins (en tout douze personnes) la collection quasi complète du supplément littéraire d'*El Espectador* est rangée précieusement près du lit. Sur une paroi courent des rayonnages : à gauche la littérature, à droite la poésie. En tout, quelques centaines d'ouvrages dont la récolte n'a pas dû être facile, compte tenu des revenus modestes de la famille.

Ines del Socorro, la maman, travaille dans une cafétéria et Don Guillermo, le grand-père, ancien métayer, est à la retraite. Le père de Felipe, un militaire, les a

abandonnés quand il était enfant. Sa sœur est morte à sept mois quand il avait deux ans. Sur son enfance, Felipe préfère se taire. A peine lui arrache-t-on quelques mots amers sur la religion catholique qui prêche, selon lui, la « résignation ».

Ses livres, donc, il les a achetés grâce aux prix de poésie gagnés. Ce sont aussi des cadeaux ou tout simplement des prêts. Son professeur préféré, Giovanni Quessep - poète colombien reconnu et docteur honoris causa de l'université du Cauca où étudie Felipe - ouvre souvent sa bibliothèque personnelle à quelques étudiants privilégiés. Les concours ont aussi permis à Felipe de continuer ses études tout en aidant sa mère. Car, comme professeur d'espagnol non titulaire dans ce collège, l'Etat lui propose à peine 700 pesos - l'heure (3,50 francs).

Pour faire des études supérieures en Colombie, il faut donc, s'y l'on n'est pas riche, en avoir vraiment envie. Frida a ainsi dû remettre son inscription en doctorat au second semestre. En attendant, elle aide Felipe à publier leur revue Ophelia, dont les 800 exemplaires, distribués tous les deux mois, sont imprimés dans une école primaire obligataire et assemblés dans les sous-sols du lycée professionnel de Popayan qui met à leur disposition une grande table et un massicot.

La vie du poète n'est pas faite que de jeux. Pendant un an, Felipe Garcia a aussi animé avec un de ses compagnons, Francisco Gomez, poète prometteur, un atelier dans une prison de Popayan. La rencontre, intitulée *En brisant les murs* avait lieu un après-midi par semaine, avec une vingtaine de détenus. Les deux jeunes étudiants parlaient du principe « qu'il n'y avait pas de différence entre eux et nous, entre les hommes en général qui sont tous prisonniers de quelque chose ». La « condition humaine » est, à l'en croire, l'obsession de Felipe, qui n'écrit plus de poèmes d'amour depuis ses dix-sept ans, estimant que « c'est le plus difficile du monde ».

Dans son dernier recueil, seul un poème pourrait être inspiré par cette veine. Il raconte, en prose, l'histoire d'un homme qui, attendant en vain une femme dans un parc, se transforme en marbre : « Si tu me vois ainsi, ne t'effraie pas, les marques taillées sur mon ventre sont un jeu de l'enfance : j'ai vu comment un enfant aveugle inscrivait le nom de son père sur un peu et le poignardait ensuite jusqu'à ne plus pouvoir. Maintenant, tu sais, j'ai son visage taillé qui cicatrise sur le mien. »

La poésie, ou plutôt l'écriture, est un véritable engagement, une ligne droite qu'il s'est tracée. Il suit ainsi un courant formidable qui a submergé le pays ces dernières années : amateurs de poésie, lecteurs publics, poètes - en herbe ou pas - et revues se sont multipliés. « La tradition poétique a cependant toujours existé en Colombie », souligne le poète et journaliste Juan Manuel Roca, notamment depuis José Asunción Silva, le premier poète moderne d'Amérique latine. Le centenaire de ce poète, né en 1896, était

d'ailleurs fêté avec emphase cette année. Sa silhouette barbus haute forcément les promeneurs de la capitale : elle a été pochée en noir des milliers de fois sur les murs de Bogota. Mais tous les spécialistes sont d'accord : l'engagement pour la parole écrite et poétique n'a jamais été aussi grand en Colombie.

C'est que « la parole n'a jamais été aussi maltraitée et abaissée », explique Felipe en faisant allusion à la grave crise politique et morale que vit le pays. « Il y a une renaissance de la parole. On a perdu l'honnêteté de la parole, et la poésie est une réponse positive à la crise. Les hommes politiques salissent les mots, les poètes tentent de les nettoyer », affirme le jeune étudiant. Et il n'est pas le seul à penser qu'aujourd'hui l'imbricolage napoléonien vécu par la classe dirigeante annonce un moment crucial pour le pays.

« La crise des valeurs est profonde. La première crise est toujours la crise du langage », remarque, paraphrasant l'écrivain Octavio Paz, Juan Manuel Roca, ajoutant : « Nous commençons à douter de la parole. » Ainsi, à Medellin, une des villes les plus violentes du pays, un festival international de poésie, unique en son genre, draine des milliers de personnes depuis six ans. Cette année, entre 10 000 et 15 000 personnes ont assisté chaque soir, au mois de juin, aux lectures de poètes venus des quatre coins du monde : Sibérie, Chine, Bosnie, Mexique ou Japon. On n'avait jamais vu nulle part autant de monde écouter et applaudir un poème.

« C'est un pays de mensonges et la poésie est l'unique mode d'expression qui n'admet pas la fausseté », affirme Felipe. La parole a perdu sa crédibilité. C'est un moment historique propice à un changement réel. Il incombe à la jeunesse de construire le pays. El Espectador consacre d'ailleurs chaque semaine, dans son supplément, une page à un poète. A Popayan, les rencontres de poésie, plus modestes que le festival de Medellin, attirent jusqu'à 1 000 ou 2 000 personnes par lecture. « Ce qui n'est pas si mal pour une ville de 200 000 habitants », souligne Felipe.

Les amateurs de livres et de parole se retrouvent aussi dans l'unique librairie de Popayan. A Macondo - ainsi se nomme l'établissement, allusion au monde imaginaire de Gabriel Garcia Marquez - quelques tables sont coincées entre les livres. Le propriétaire, Omar Lasso, quand il est en verve, propose quelques cocktails choisis à ses visiteurs, dont la fabrication est un secret : *Fiesta*, qui exorcise les cauchemars de l'homme, ou *Glassnost*, souvenir de la perestroïka, qu'on appelle aussi « boisson de la transparence et de la volupté » ou encore « piège de la séduction ».

Sur un coin de table bancale, les étudiants ou les professeurs écrivent, rêvent, lisent. Felipe et Frida espèrent un jour obtenir une bourse, afin de poursuivre leurs études à l'étranger, à Madrid, à Rome, à Paris. « Peu importe si c'est hors du pays », car le poète qui a voyagé un peu en Colombie au gré des invitations et beaucoup dans ses pensées n'a jamais vu la mer. Il adorerait la traverser en vrai.

Anna Proenza
Dessin : Sergueï

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉDITORIAL

Une décision explosive

Le gouvernement a décidé de saisir la justice de la gestion du Crédit lyonnais sous les années Haberer. Enfin ! dira-t-on. Jusque-là, l'ancien patron de la banque publique avait été miraculeusement préservé alors que le bilan de sa gestion s'était soldé par un déficit de plus de 20 milliards de francs entre 1992 et 1994.

Volonté de préserver un homme ? Peut-être. Mais plus sûrement volonté de préserver un système de fonctionnement « à la française » dans lequel les autorités de tutelle (la direction du Trésor - représentant l'État actionnaire - et la Commission bancaire, présidée par le gouverneur de la Banque de France) se sont montrées peu vigilantes et peu responsables face aux dérives d'un grand banquier. Pourtant, en 1994, la commission d'enquête parlementaire sur le Crédit lyonnais, réclamée par des députés virulents et menée par Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, n'avait pas transgressé la loi du silence.

En transmettant le dossier au parquet, Jean Arthuis a donc brisé un tabou. Le ministre de l'Économie affirme disposer aujourd'hui d'éléments nouveaux sur le dossier. Mais déjà, au cours des dernières années, la Cour des comptes, entre autres, avait multiplié les rap-

ports sur la gestion de la banque et de ses filiales. Le dernier en date, sur les comptes du lyonnais de 1987 à 1993, rendu public le 11 octobre 1995, est accablant pour Jean-Yves Haberer et ses autorités de tutelle. Cela n'avait apparemment pas suffi pour entraîner la saisine du parquet. Pourquoi la décider aujourd'hui ?

La première raison relève de la nécessité. Le gouvernement est obligé de rouvrir le dossier du lyonnais. Tel qu'il a été conçu, en 1993, par les ministres de l'Économie de l'époque, successivement Edmond Alphandéry et Alain Madelin, le second plan de sauvetage de la banque est inapplicable. Les pouvoirs publics sont aujourd'hui au pied du mur, contraints de reconnaître leur erreur avant la publication, en septembre, des comptes du premier semestre.

Rouvrir le dossier est délicat vis-à-vis de l'opinion publique, des banques concurrentes

et de Bruxelles. La poursuite des responsables devant les tribunaux devrait permettre de mieux faire passer la prise en charge, par l'État, du financement et de la liquidation des actifs du Crédit lyonnais. Ces actifs, rassemblés au sein d'une structure *ad hoc*, le Consortium de réalisation (CDR), sont à la charge du lyonnais. Ils représentent un fardeau financier qui empêche la banque de sortir la tête de l'eau.

Mais au-delà de cet aspect circonstanciel, la décision du gouvernement est politiquement explosive. La mise en cause de M. Haberer risque fort de déboucher sur celle de ses tuteurs, et notamment de la direction du Trésor. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor entre 1987 et 1993, et actuel gouverneur de la Banque de France, sera certainement mis sur la sellette. D'autant que le président de la République a déjà ouvert le tir, le 14 juillet, en considérant que le Trésor et la Banque de France avaient failli à leur mission de contrôle, notamment sur le Crédit financier et sur le lyonnais, conduisant ainsi aux sinistres financiers actuels.

À la nécessité, s'ajoute donc une raison d'opportunité, encombrée d'arrière-pensées politiques : déstabiliser le gouverneur de la Banque de France.

Les experts, les politiques et les industriels

par Noël Mamère et Simon Charbonneau

JUSQU'À ces dernières années, la science apparaissait, plantée dans les hauteurs éthérées du savoir, au-dessus des contingences politiques et économiques. Parée de tous ses atouts, elle servait alors d'étiquette du berger à nos politiques en mal de repères idéologiques. Puis vint la cohorte menaçante des pollutions massives et des catastrophes industrielles en tous genres qui, à partir des années 70, ébranlèrent la foi dans les vertus prométhéennes de la science et de sa fille, la technique.

Plus récemment, l'affaire du sang contaminé, puis de la vache folle et aujourd'hui de l'amiante ont introduit un peu plus de doute dans les esprits en écornant davantage l'image, jadis éblouissante et parfois héroïque de l'expert au service de la science. L'éclatante évidence ne pouvait plus désormais être cachée : la science n'était plus vierge ! De plus en plus inféodée aux intérêts industriels en raison de ses besoins financiers croissants, elle était poussée aussi à jouer un rôle sociopolitique, essentiel au sacro-saint développement : universitaires ou chercheurs, les scientifiques jouent désormais le rôle d'experts dans des affaires où les enjeux économiques, sociaux et politiques peuvent être énormes.

Comment, dans ces conditions, le jugement technico-scientifique peut-il encore prétendre à l'objectivité et à la sérénité nécessaires ? Toutes les affaires précitées prouvent d'une manière éclatante que, même dans le domaine des sciences exactes, il peut être faussé par des considérations qui devraient lui être étrangères. Non que les experts soient tous malhonnêtes mais parce qu'un lien de dépendance peut inconsciemment contribuer à orienter le contenu d'une étude. Raut-il encore le rappeler ? Les experts sont souvent captifs des intérêts qui les financent !

La lecture des études d'impact écologique montre, par exemple, que le commanditaire a toujours une influence déterminante sur ses conclusions scientifiques. Il arrive aussi que les scientifiques soient contraints à évaluer les dégâts environnementaux ou sanitaires engendrés par le développement industriel forcé de ces trente dernières années. C'est ainsi que, durant les années 70, la société américaine Dupont de Nemours a pu payer des experts pour démontrer la fragilité des analyses qui sous-estimaient le rôle des molécules de CFC dans la destruction de la couche d'ozone. Elle a retardé de plusieurs années les mesures de prévention adoptées à Montréal en 1987.

Il serait temps de réclamer une meilleure transparence sur les liens entre certains laboratoires de recherche et les groupes industriels qui les financent

Aujourd'hui, dans le scandale de l'amiante, des scientifiques sont soupçonnés d'avoir procédé à des études optimistes commanditées par un groupe de pression défendant les intérêts des industriels. Et l'on vient d'apprendre que, contrairement aux affirmations péremptives du président de la commission de génie biomoléculaire, il y aurait des risques de dissémination du pollen de colza génétiquement modifié pour résister aux herbicides.

Il faut tirer plusieurs leçons de ces

affaires. En premier lieu, relativiser les jugements scientifiques parce qu'ils sont portés dans un contexte dominé par les enjeux économiques ou politiques et que l'incertitude scientifique est patente. À cet égard, il serait temps de réclamer une meilleure transparence sur les liens entre certains laboratoires de recherche et les groupes industriels qui les financent.

En second lieu, il faut cesser de vouloir faire jouer à la science un rôle qui n'est pas le sien. Par définition, la science n'a pas de fonction normative ; ce qui touche à la *res publica*, c'est-à-dire aux politiques publiques ou aux préoccupations éthiques, échappe pour l'essentiel au jugement scientifique.

De ces considérations devraient se déduire de nouveaux principes législatifs et constitutionnels. C'est ainsi que devrait être garanti au citoyen, par le préambule de notre Constitution, un droit à une expertise contradictoire et indépendante qui permettrait de mieux évaluer les risques techno-scientifiques, et donc de fonder plus rationnellement les choix politico-administratifs.

La séparation impérative des fonctions de développement et de contrôle devrait être imposée à tous les échelons de la hiérarchie administrative afin d'instaurer les régulations nécessaires à un système qui est en passe de devenir totalement incontrôlable.

Mais, derrière ces indispensables réformes, devrait enfin naître un sursaut de conscience chez l'homme moderne qui lui ferait abandonner le vieux projet prométhéen de domination de la nature au profit d'une volonté de maîtrise du développement techno-scientifique. C'est ce défi-là qui attend l'homme du XXI^e siècle !

Noël Mamère est député européen ; Simon Charbonneau est maître de conférences à l'université de Bordeaux.

DANS LA PRESSE

THE WALL STREET JOURNAL

EUROPE

Irving Kristol

Des intellectuels américains aux hommes d'État étrangers, tout le monde trouve la politique étrangère américaine très déconcertante. La vérité est qu'elle l'a toujours été. (...) Pour le meilleur et pour le pire, la politique étrangère des États-Unis est, d'une manière unique au monde, démocratique. Or l'opinion publique est profondément ambivalente en la matière : le peuple américain considère les États-Unis comme une nation exceptionnelle, dotée d'une mission très particulière. Cette mission comporte une forte composante morale : la politique étrangère américaine est censée rendre le monde un peu plus habitable. Sur ce principe il y a un consensus. Mais il n'y a pas de consensus sur la manière de l'appliquer. (...) C'est en raison de ce conflit interne à l'âme américaine que les administrations successives ont tendance à préférer des sanctions économiques à des interventions militaires. La plupart du temps, ces sanctions sont inefficaces, mais elles donnent l'apparence d'une action résolue. (...) Avec la fin de la guerre froide, ce dont l'Amérique a vraiment besoin, c'est d'un ennemi idéologique qui la menace clairement, qui soit digne d'être combattu et qui fasse contre lui l'unité de tous les Américains. N'est-ce pas ce que dit aux Américains le film qui obtient cette année le plus de succès : *Independence Day* ?

LE FIGARO

Franz-Olivier Giesbert

Il faut maintenant souhaiter qu'à partir de cet assaillissement M. Juppé, tout en redonnant confiance aux Français par la baisse des impôts, s'attaque aux autres causes structurelles du chômage : les rigidités sociales et les pesanteurs de l'État-providence. (...) M. Clinton, que l'on dit généralement de gauche, vient de signer une réforme radicale de l'aide sociale, qui ne sera plus accordée systématiquement, sans limitation de durée, aux plus démunis. (...) L'Amérique n'est certes pas un modèle. Mais, face à la montée du chômage et de l'exclusion, n'est-ce pas temps d'essayer autre chose ?

Pourquoi Jacques Chirac a choisi d'attendre

Suite de la première page

Il s'agissait que l'entreprise France ne se borne pas à gérer impeccablement ses plans sociaux, mais qu'elle retrouve le chemin de l'expansion.

Le président de la République se trouve bel et bien devant un problème politique auquel toutes les réformes sérieusement engagées et toutes les réductions d'impôts du monde ne peuvent rien. A première vue, ce problème se résume à la personne du premier ministre, pour deux raisons : Alain Juppé incarne le choix d'un gouvernement minoritaire, formé des seuls partisans de Jacques Chirac, et cela malgré la présence de balladuriers, augmentée lors du remaniement de novembre 1995 ; il supporte la faute d'avoir mené successivement deux politiques contradictoires, dont la seconde, aujourd'hui, fait payer aux Français le prix de la première. Cependant, comme le souligne un interlocuteur avisé du chef de l'État, le premier ministre n'a jamais fait autre chose que ce que le président de la République lui demandait de faire. La question, dès lors, porte moins sur Alain Juppé que sur les choix présidentiels.

En dépit des senteurs d'« autre politique » qu'ont parfois les déclarations de Jacques Chirac - lorsqu'il lance le 14 juillet le gouvernement de la Banque de France et critique le comportement de la Banque centrale allemande - rien n'indique qu'il envisage de quitter la voie de l'Union économique et monétaire. Ceux qui plaident pour desserrer l'étouffement du franc-mark et pour donner de l'air à l'économie en payant sur la dévalorisation de la monnaie ne sont pas entendus. Ceux qui prétendent que la même politique pourrait être menée de façon plus convaincante par un autre chef de gouvernement ne le sont pas davantage : pour le président de la République, Alain Juppé reste le plus apte à affronter l'impopularité sans lui faire d'ombre, quand tout autre serait tenté de défendre ses propres intérêts.

Au reste, si les partisans d'un changement de politique n'accablent pas le premier ministre - ils se demandent plutôt jusqu'à quand le président pourra maintenir le cap qu'il a adopté fin 1995 -, les défenseurs de l'orientation actuelle ne sont pas, eux non plus, sévères pour Alain Juppé. Ils reconnaissent en lui, après tout, un libéral qui a fait ses preuves et un européen incontestable, qui a toujours agi dans le sens de l'entente avec l'Allemagne et de la construction d'une Union économique et politique solide. Dès lors, rien ne devrait s'opposer à ce que certains des uns et des autres - Charles Pasqua et François Léotard, par exemple - viennent renforcer le premier ministre en entrant au gouvernement.

Cette hypothèse, évoquée il y a trois semaines (*Le Monde* du

23 juillet), est aujourd'hui écartée. Un remaniement du gouvernement fin août n'est plus d'actualité : d'une part, les intéressés n'y sont pas intéressés ; d'autre part, le chef de l'État n'en voit pas l'utilité. Une des deux raisons pourrait être de trop, mais il semble bien qu'elles se cumulent. A quoi bon, d'un côté, entrer dans un gouvernement voué à l'impopularité et qui risque fort de voir celle-ci croître lorsque, à l'autre, les fonctionnaires mécontents du gel de leurs traitements et des réductions de postes ajouteront leurs protestations à celles des régions frappées par les restructurations des armées et des industries de défense ou dont les sieurs subissent les effets de la crise la « vache folle » ? A quoi bon, de l'autre côté, abattre dès maintenant une carte qui, dès lors, ne pourra plus être jouée après cette période de turbulences prévisibles ?

UN PEU DE SOUS-LES-MAINS

Une autre pensée inspire l'hypothèse d'un remaniement : celle d'une évolution de la politique allemande, qui amènerait Helmut Kohl et ses alliés, sous la menace de difficultés sociales équivalentes à celle que connaît la France, à envisager une accélération du passage à la monnaie unique en contrepartie de critères moins rigoureux pour les finances publiques. Dans ce cas de figure, européens et partisans d'une autre politique y trouveraient leur compte. Un peu de souplesse serait donnée à la politique budgétaire, et les taux d'intérêt deviendraient encore plus accessibles pour les entreprises. La portée politique d'une telle décision serait assurément de nature à stimuler la confiance.

L'espoir d'une entente de ce genre ne semble pas avoir quitté l'esprit de Jacques Chirac, qui l'a évoquée devant certains de ses interlocuteurs. Rien n'indique pourtant qu'elle puisse se réaliser à court terme, et c'est peut-être là un motif supplémentaire pour flouer la perspective d'un remaniement gouvernemental.

Pendant les deux semaines de vacances que s'accorde le chef de l'État jusqu'à la prochaine réunion du conseil des ministres, le 28 août, il s'entretiendra, comme en 1995, avec le premier ministre. Il est prévu qu'un « séminaire » réunisse le gouvernement le 26 ou le 27 août. A défaut de remaniement, on laisse entendre qu'il pourrait quand même y avoir, cette semaine-là, du nouveau. Il est vrai que ce n'est pas avec le seul vaticane délivré le 14 juillet - le gouvernement agit « aussi bien qu'il est possible », avait dit Jacques Chirac - qu'Alain Juppé et ses ministres pourront affronter la rentrée et ses probables orages.

Patrick Jarreau

De l'éminente dignité des incroyants

par Pierre Albertini

On voudrait protester ici contre les outrages que subissent quotidiennement athées, agnostiques, incroyants, sceptiques, indifférents, détachés et autres mécréants : alors que, d'après les sondages, ceux-ci représentent aujourd'hui la majorité des Français, les dérapages se multiplient, y compris (et c'est le plus inquiétant) chez certains hauts fonctionnaires (le préfet du Var) et sur des médias de service public. On ne dira jamais assez qu'une des ambitions de la loi de 1905 était de conférer aux incroyants la même respectabilité légale qu'aux croyants : près d'un siècle plus tard, nous sommes loin du compte.

On souffre d'avoir à rappeler : 1) Que ni l'existence du Dieu des catholiques ni celle de Satan ne sont prouvées. Ni la mort horrible

des moines de Tibéhirine, ni les profanations de cimetières ne prouvent quoi que ce soit, sinon que la route sera longue qui mènera à une humanité vraiment humaine.

Les actes dits de satanisme, qui demeurent infiniment déplorables, ne fondent pas en raison l'action des exorcistes, qu'un journaliste de France-Inter, notoirement connu pour ses sympathies intégristes, s'est empressé d'aller interviewer. Le même journaliste a cru bon de nous asséner que les cas de réelle possession étaient infiniment rares, beaucoup plus rares qu'on ne le disait, mais qu'enfin ils étaient prouvés : on attend toujours sa démonstration.

2) Qu'agir comme journaliste, mais aussi comme Mgr Lustiger, évangéliste et allumant des cierges à l'heure du journal télévisé, appelle tout bonnement instrumen-

taliser l'actualité à des fins de propagande.

3) Que les catholiques français, clercs et laïcs confondus, n'ont aucune supériorité morale prouvée sur le reste de la société française et qu'ils n'ont le monopole ni de la bonté, ni de la charité, ni de la spiritualité, ni de la vérité. Que le pape vilipendé régulièrement « la lepre de l'indifférentisme » ne signifie nullement que les indifférents soient des lépreux. Il existe même de grands moralistes agnostiques, et il serait bon qu'un journaliste moins paresseux se soucie parfois de leur donner la parole.

4) Qu'un prince de l'Église peut être contredit sur un plateau de télévision quand il s'autorise le mensonge ou l'a-pu-peu-près. Il est absolument scandaleux que les contre-évidences éhontées de Mgr Lustiger sur les Lumières (« les Lumières mènent à Auschwitz »)

n'aient jamais suscité, du côté de ses interviewers, les réponses cinglantes qu'elles appelaient.

Il existe de grands moralistes agnostiques, et il serait bon de leur donner la parole

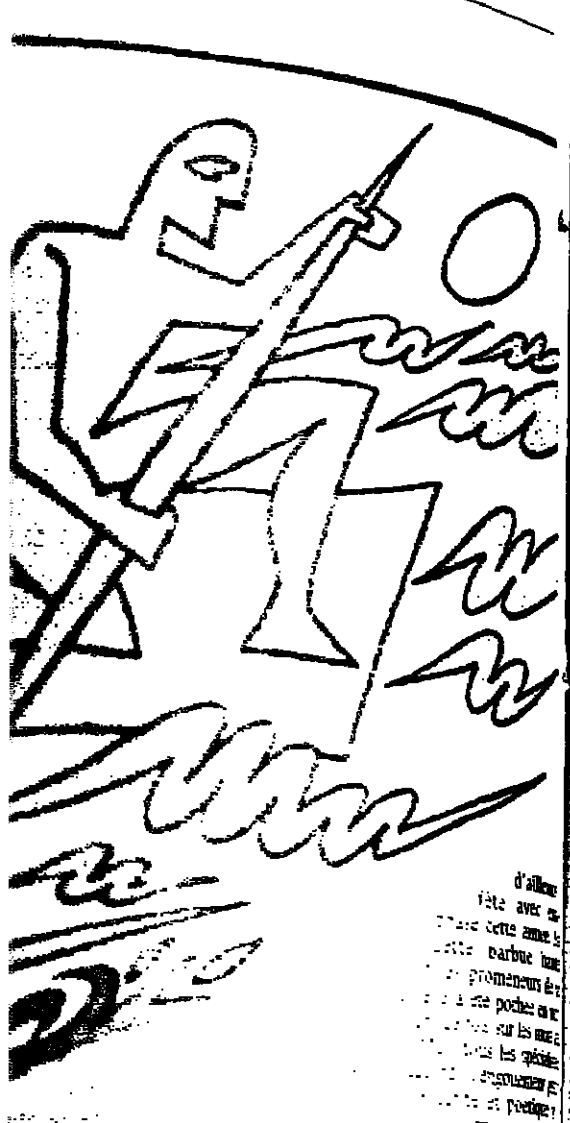
5) Que, sur d'aussi importantes questions que les droits des femmes et des homosexuels, le discours catholique est aujourd'hui un véritable verrou, qu'il importe de faire sauter sans ménagement aucun.

Il est du reste tout à fait choquant que, dans des émissions or-

ganisées autour de la Gay Pride, des tenants de l'homophobie chrétienne aient pu s'exprimer. A quand des antisémites dans une émission sur le judaïsme ?

6) Que la très imprudente commémoration du baptême de Clovis est, qu'on le veuille ou non, une offense faite à tous les non-catholiques et à tous les partisans de la laïcité : non, le pays de Voltaire et de Molière, de Victor Hugo et de Clemenceau, de Jaurès et de Léon Blum n'est pas tenu par les promesses de ce baptême ! A ce titre, une gigantesque manifestation, dirigée tout autant contre la commémoration elle-même que contre les actes, les silences et les mensonges de Jean-Paul II, est absolument indispensable.

Pierre Albertini est professeur d'histoire.



CHANGE Le franc fait l'objet, depuis le début de la semaine, d'attaques sur les marchés de changes. Il s'est nettement replié face au deutschemark, tombant, mercredi

7 août, à 3,4180 francs pour 1 deutschemark. Jeudi matin 8 août, il se reprenait légèrement, à 3,41 francs pour 1 mark. Le franc est victime de la révision à la baisse des

perspectives de croissance en France pour la fin de l'année. **LES INVESTISSEURS** doutent de la capacité du gouvernement à respecter ses objectifs en matière de réduction des

déficits publics. Les mesures de rigueur budgétaire annoncées à l'issue du conseil des ministres n'ont pas suffi à les rassurer. **TOUT COMME LES TENSIONS** perceptibles

entre l'Elysée et la Banque de France, les contraintes monétaires, résultant de l'immobilisme de la Bundesbank, fragilisent la position du franc.

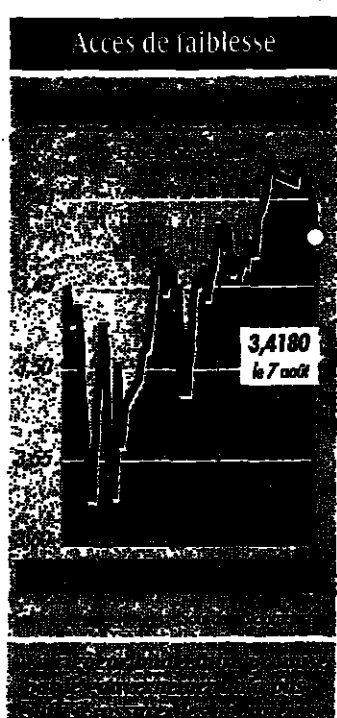
Les opérateurs de marchés s'attaquent au franc

La devise française est tombée, mercredi 7 août, à son cours le plus bas depuis cinq mois face au deutschemark. La rigueur budgétaire annoncée par le gouvernement n'a pas suffi à ramener le calme sur les places financières

LA PÉRIODE DE DÉTENTE monétaire, observée en France depuis la fin du mois d'octobre 1995, est, au moins momentanément, interrompue. Le franc est victime, depuis plusieurs jours, d'attaques en règle. Il est tombé, mercredi 7 août, jusqu'à 3,4180 francs pour 1 deutschemark, son cours le plus faible depuis cinq mois.

« Les spéculateurs se nourrissent de rumeurs, en particulier au mois d'août », a déclaré, mercredi après-midi, le ministre de l'économie et des finances Jean Arthuis, qui faisait allusion aux rumeurs de démission du premier ministre ou de report de la date de création de la monnaie unique circulant actuellement sur les places financières internationales. « Ce que je sais, a-t-il ajouté, c'est que la vraie bonne réponse est arrivée ce matin. Là où il y avait des doutes, le gouvernement a apporté la démonstration de sa capacité à tenir le cap et à préparer un budget 1997 dont le montant des dépenses, en francs courants, n'excède pas le montant des dépenses de 1996. »

Les opérateurs ont pourtant accueilli sans enthousiasme, mercredi, les premiers éléments du budget pour 1997 dévoilés à l'issue du conseil des ministres. Le gel des dépenses, la réduction des effectifs de fonctionnaires, l'engagement du gouvernement à respecter l'année prochaine le critère de déficit



économiste d'une banque américaine. Mais la faiblesse de la croissance les conduit à douter de sa capacité à respecter ses engagements. » Face de croissance suffisante, les recettes fiscales seraient inférieures aux prévisions, et les efforts déployés par le gouvernement pour réduire les déficits publics seraient voués à l'échec. Pour les économistes de la banque Salomon Brothers, ces risques financiers se doublent de risques politiques et sociaux, car une croissance moindre que prévu renforcerait l'opposition à la stratégie économique gouvernementale.

DE NOMBREUX BLOCAGES

La perception qu'ont les investisseurs de l'économie française a brusquement changé. L'accumulation de mauvais indicateurs (hausse du taux de chômage, détérioration des perspectives des chefs d'entreprise, construction de logements à son plus bas niveau depuis neuf ans) a remis en question le scénario d'un net rebond de l'activité au second semestre. Les déceptions économiques, côté français, s'accompagnent de bonnes surprises côté allemand. La production industrielle a progressé de 0,6 % et les commandes aux entreprises de 1,2 % au mois de juin en Allemagne. Le décalage observé de part et d'autre du Rhin pénalise le franc et favorise le deutsche-

mark. Les contraintes monétaires, qui se greffent sur les exigences budgétaires, augmentent la vulnérabilité de l'économie française - et par contre-coup du franc. Le taux des appels d'offres de la Bundesbank ont délibérément mis fin, au mois de juillet, au mouvement de hausse du dollar face aux monnaies européennes en affir-

d'intérêt, la France ne dispose pas non plus de marge de manœuvre du côté des taux de change. L'institut d'émission entend maintenir la stabilité du franc face au mark. Par ailleurs, les responsables de la Bundesbank ont délibérément mis fin, au mois de juillet, au mouvement de hausse du dollar face aux monnaies européennes en affir-

Vers une hausse des taux au Royaume-Uni

La Banque d'Angleterre a préconisé, mercredi 7 août, une « hausse préventive » des taux d'intérêt, afin d'empêcher l'apparition de tensions inflationnistes outre-Manche. Dans son rapport trimestriel, la banque centrale a estimé qu'un resserrement monétaire serait rapidement nécessaire pour maintenir en 1997 le taux d'inflation annuel au-dessous de 2,5 %, conformément à l'objectif que s'est fixé le gouvernement. « Avec des perspectives favorables à court terme (croissance plus rapide et baisse de l'inflation), la tentation est grande d'ignorer les conséquences sur l'inflation d'une progression plus rapide de la masse monétaire », explique la Banque d'Angleterre.

En attendant trop longtemps pour relever les taux d'intérêt, poursuit-elle, le gouvernement s'expose au risque de devoir, plus tard, opérer « une correction plus importante » de sa politique monétaire. La banque centrale britannique, contrairement à la Banque de France et à la Bundesbank, n'est pas indépendante du gouvernement.

L'immobilisme allemand, officiellement justifié par une croissance trop vigoureuse de l'agrégat de monnaie M3 (9,6 %), est d'autant plus pénalisant pour la France que la masse monétaire y progresse à un rythme très faible (1,3 %). Bloquée sur le front des taux

monétaires, la France ne dispose pas non plus de marge de manœuvre du côté des taux de change. L'institut d'émission entend maintenir la stabilité du franc face au mark. Par ailleurs, les responsables de la Bundesbank ont délibérément mis fin, au mois de juillet, au mouvement de hausse du dollar face aux monnaies européennes en affir-

mant que la surévaluation du deutschemark était entièrement corrigée. Les opérateurs cherchent à exploiter ces nombreux blocages qui constituent, à leurs yeux, autant de faiblesses. Le leur semble également que les capacités de riposte de la

Banque de France à une vague d'attaques contre le franc sont aujourd'hui limitées. Ils jugent qu'une hausse des taux directeurs de l'institut d'émission destinée à défendre le franc serait politiquement explosive. Cette conviction a été renforcée par l'intervention télévisée du président de la République, le 14 juillet, au cours de laquelle Jacques Chirac avait publiquement fait part de son irritation à l'égard de la politique menée par Jean-Claude Trichet (lire aussi notre éditorial page 9).

« Doit-on considérer ces tensions monétaires comme l'annonce d'une nouvelle crise ou comme un simple trou d'air, dont le mois d'août est coutumier ? », s'interrogent les spécialistes de la banque britannique BZW. Alors que certains experts prédisent une accélération de la chute du franc, d'autres se montrent plus optimistes et prévoient un retour rapide à la normale. Ils soulignent que l'étrécesse actuelle des transactions a pour effet d'amplifier les mouvements et mettent en avant le caractère exagérément pessimiste des perspectives de croissance. Enfin, ils doutent d'une éventuelle déconnexion entre les cycles économiques de la France et de l'Allemagne, compte tenu de leurs liens commerciaux très étroits.

Pierre-Antoine Delhommais

Sous la pluie avec l'ami K-way

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Vilot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

IL Y A SÛREMENT quelque inconvenient et un peu d'inconvenance, à célébrer la pluie en plein été. L'affaire commence pourtant quand le ciel se gâte. Il faut d'abord imaginer un gamin du Nord, un enfant des averse et des ondées, un garçon d'orages, Léon-Claude Duhamel. Son père, Léon, a bâti sa fortune sur une entreprise textile aux environs de Roubaix. Il ne compte plus les jours de pluie. Sa vie est un spectacle monotone de paysages humides et ventés. Mais Léon n'en démord pas : sa progéniture doit être élevée au grand air. Poin de la grisaille et des flaqueurs : chez les Duhamel on est plus souvent dehors que dedans.

En 1965, Léon-Claude est installé à la terrasse du Café de la Paix. Il pleut sur la capitale. Le jeune

homme savoure une petite revanche. La pluie n'est pas un monopole nordiste. Il fuit du regard le manège incessant des impers et des cirés, des femmes ajustant en hâte leur fichu, des hommes surpris sans parapluie, la tête nue et rentrée dans les épaules, en quête d'un abri. Léon-Claude pense à ses promenades d'autrefois, quand le gros temps versait des sceaux d'eau par noria. Sur le guéridon du café il a sorti « nous dit la légende maison » un calepin et un crayon. Il a dessiné un croquis sommaire qui représente un vêtement à capuche, tout simple, non doublé, qu'on enfilerait par la tête comme un coupe-vent. En cas... de pluie. En cas ? Ce sera le nom d'origine de cette trouvaille née de la dernière onnée.

Rentré dans son usine du Nord, Léon-Claude Duhamel peaufine sa vision d'un habit imperméable en tissu léger, très léger (un poids plume de 400 grammes), un habit qui se retourne comme un gant, s'enferme dans une poche et s'accroche à la

taille dès le retour du soleil. L'année du lancement, 250 000 exemplaires sont vendus. Le sac-banane, le zip à entourage orange et noir, les couleurs vives - bleu, rouge, vert, jaune -, c'est une révolution sous la pluie. Le petit vêtement unisexé conquiert petits et grands. Il est « branché » avant l'heure, sans prétention, malin. Il rend à chacun sa liberté de mouvements.

Images fugitives de vacances à La Baule, de randonnées en sous-bois, de sorties en mer. Partout un seul mot vient conjurer les intempéries : K-way. « En cas » s'est changé en lettre capitale. On y a rajouté « way », pour faire british, et parce que cet imper dernier cri permet d'aller loin. Il n'est pas du genre à vous abandonner en route. Il sait de même se montrer discret.

UN BONBON POUR CIEUX GRIS

On lui trouve un défaut, bien mince mais réel : si le polyamide enduit coupe l'eau du dehors, il fait déborder celle du dedans... Le K-way est un véritable sautoir. Transpiration assurée, goutte à goutte. Aussi a-t-il bien changé. Le nylon est désormais percé de micropores. Complètement imperméable, le K-way permet ainsi au corps de respirer. A ouverture totale ou à demi-ouverture, en polyamide ou en toile de spi ultralégère, il s'est vendu à travers le monde à plus de 20 millions d'unités. Les amateurs de chiffres insolites noteront que ce raz de marée s'étala sur 80 000 kilomètres de tissu, deux fois le tour de la terre, en

passant par les montagnes (à skis) et par le sommet des vagues (sur les planches de surf).

Chouchou des années 70, le K-way a ensuite passé de mode. Il est devenu terne et plus banal. La malchance s'en est mêlée. Au moment où la société K-way habitait d'argent le porteur de la flamme aux Jeux olympiques d'Albertville en 1992, un incendie ravageait son usine et son siège social. Un jour sans pluie qui annonça des jours sans pain. Mais aujourd'hui K-way joue les Phoenix.

De nouvelles lignes se préparent pour 1997 avec des couleurs fluo ou insolites - vert et orange -, une coupe près du corps, à la mode. Des stylistes réputés redessinent le bon vieux vêtement pour le ramener sur les territoires de l'enfance. Publicis affiche ses affiches pour le printemps 1997. Bientôt un K-way « new look » descendra dans la rue comme une gourmandise, un bonbon pour cieux gris. Et l'on chantera avec Brassens : « Parlez-moi de la pluie, et non pas du beau temps car le soleil qui lui fait grincer les dents ». Le petit imper en boule à le don pour réconcilier Jupiter et Cupidon, quand il pleut fort sur la grand-route, au bois de mon cœur, ou « sur le pont des Arts ».

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Butagaz



★ Entreprise familiale fondée en 1965 par Léon-Claude Duhamel, la société K-way a été rachetée en 1992 par une banque d'affaires italienne, la Sopaf. Elle réalise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs et emploie une centaine de personnes.

La Banque du Japon relativise ses exigences de redressement de la gestion des banques nippones à l'étranger

TOKYO de notre correspondant La Banque du Japon s'efforce de minimiser la signification des instructions qu'elle a données à une dizaine de banques nippones de mieux contrôler leurs opérations à l'étranger.

L'importance accordée par le Financial Times (Le Monde du 8 août) à l'initiative de la banque centrale a appelé une mise au point indirecte du gouverneur, Yasuo Matsushita : au cours de sa conférence de presse régulière, mercredi 7 août, il a déclaré que cette demande se situait dans le cadre des opérations habituelles faisant suite à une inspection périodique. Il s'est contenté de préciser qu'après l'inspection des

filiales new-yorkaises des banques nippones un certain nombre de points nécessitant un meilleur contrôle avaient été relevés. Le gouverneur de la banque centrale n'a pas révélé le nom des banques concernées, ni les problèmes que présentaient leur gestion.

LAXISME

L'inspection de la Banque du Japon (BoJ) a été entreprise à la suite de la découverte, en septembre 1995, de transactions illégales sur les bons d'Etat, couvertes par la direction, auxquelles se livrait la filiale de la Banque Daiwa, à New York. Celle-ci s'est d'ailleurs vu retirer sa licence d'exercice par les autorités améri-

caines. Il est vraisemblable que la BoJ cherche à éviter qu'un autre scandale de cette ampleur se reproduise. L'inspection aurait porté non seulement sur les activités bancaires, mais aussi sur celles des départements de titres.

Un redressement de la gestion des banques nippones, qui, selon la presse anglo-saxonne, ferait courir un risque à l'ensemble du marché financier mondial, n'est qu'un aspect de la crise du système financier japonais. Les scandales qui le frappent révèlent des malversations, et également, plus gravement peut-être, un laxisme dans les mécanismes de contrôle des autorités.

Des réformes à la fois du statut de la banque centrale et du minis-

tère des finances sont à l'ordre du jour. Mais elles ne progressent guère. Actuellement à l'examen, une révision de la loi définissant son statut envisage de donner une plus grande indépendance à la Banque du Japon.

« QUATRIÈME POUVOIR »

Mais une telle réforme se heurte à des oppositions : l'émergence de ce que le quotidien économique Nihon Keizai nomme un « quatrième pouvoir » reviendrait à priver l'exécutif des prérogatives dont il dispose actuellement. Une réforme du ministère des finances semble encore plus difficile, le débat sur cette question aggravant les divergences entre les partis de la coalition.

Annoncé le 6 août, le projet de la commission gouvernementale chargée de la réforme du ministère des finances préconise le regroupement de la direction des affaires bancaires, boursières et des finances internationales, ainsi que la création d'un organisme de surveillance plus indépendant que l'actuel service, qui dépend de la direction des affaires générales.

Ce projet est loin d'avoir l'aval du Parti libéral démocrate (PLD), principale force de la coalition, qui est hostile à toute réforme susceptible de réduire les pouvoirs du ministère des finances et qui a demandé la mise sur pied d'un nouveau groupe de travail.

Philippe Pons

تحت إشراف من الأصل

■ LA BOURSE DE TOKYO a repris de la hauteur, jeudi 8 août, après deux séances de vif recul. L'indice Nikkei a finalement gagné 253,72 points à 20 731,31, soit un gain de 1,24 %.

■ LE DOLLAR s'échangeait à 107,94 yens, jeudi en fin d'après-midi à Tokyo, en hausse par rapport à sa cote en fin de journée mercredi à Tokyo (107,41 yens).

■ L'OR a ouvert en baisse, jeudi 8 août, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 387,95-388,25 dollars contre 388,00-388,30 la veille en clôture.

■ LE MONTANT DES LIQUIDITÉS nettes investies dans les fonds de placement américains en actions a chuté à 3,5 milliards de dollars (17,5 milliards de francs) en juillet.

■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont progressé, mercredi, sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis a gagné 29 cents, à 21,42 dollars.

LES PLACES BORSIÈRES

Fragile progression à Paris

LA BOURSE DE PARIS qui avait ouvert en hausse fléchissait rapidement, jeudi 8 août, à la Bourse de Paris. En progression de 0,24 % au début des échanges, l'indice CAC 40 ne gagnait plus que 0,04 % à 1997,56 points dix minutes plus tard.

La veille, la Bourse de Paris a tenté de retrouver, sans succès, son équilibre en fin de séance, en dépit des difficultés du franc sur les marchés des changes. En repli de 0,03 % à l'ouverture mais de 0,60 % par la suite, l'indice CAC 40 avait fini à 1996,74 points en recul de 0,13 % par rapport à mardi.

Le gouvernement a présenté mercredi ses objectifs pour le budget 1997 : stabilisation des dépenses en 1997 au niveau de 1996 en francs courants mais diminution si l'on tient compte d'une inflation prévue de 1,6 % l'an prochain. Le déficit public devrait être ramené à 3 % du PIB en 1997 contre 4 % cette année, soit l'objectif fixé par le traité de Maa-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



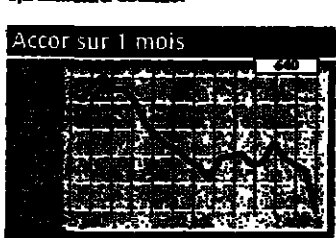
tricht pour parvenir à la monnaie unique. Ces intentions n'ont toutefois pas convaincu les milieux financiers qui redoutent notamment que la politique d'austérité

mette en péril toute velléité de reprise de l'activité à l'automne. L'apathie de l'activité, ces derniers mois, a conduit notamment à une aggravation du chômage.

Accor, valeur du jour

SEANCE MOYENNE, mercredi 7 août, à la Bourse de Paris, pour Accor qui a terminé la journée en recul de 2,74 %, à 640 francs, dans un volume de 138 180 titres échangés. Les opérateurs estiment que l'action a pâti de la dernière recommandation effectuée par Merrill Lynch : le courtier américain a abaissé sa recommandation. Il a fortement révisé en baisse ses prévisions de résultats sur 1996 et 1997, en raison du contexte déflationniste qui prévaut en France et

en Allemagne dans le secteur hôtelier. Le bénéfice 1996 devrait être de 1 milliard de francs contre 1,2 milliard estimé.



Rebond à Tokyo

APRÈS DEUX SÉANCES de net recul, les valeurs nippones ont rebondi, jeudi 8 août, à la Bourse de Tokyo. Au terme des échanges, l'indice Nikkei est repassé au-dessus des 20 500 points, gagnant 253,72 points à 20 731,31 points, soit une avance de 1,24 %.

La veille, Wall Street a également terminé en hausse, repassant en clôture au-dessus des 5 700 points, se retrouvant ainsi à 60 points de son dernier record, grâce à des achats amorcés à nouveau dans la haute technologie dans l'après-midi. L'indice Dow Jones a gagné 22,56 points, soit 0,4 % à 5 718,67 points, son niveau le plus haut en clôture, depuis le 2 juillet.

En Europe, la Bourse de Londres a progressé, poussée par des résultats d'entreprise encourageants et par la hausse de Wall Street. Pour la première fois depuis mai, l'in-

dice Footsie des cent principales valeurs est parvenu à dépasser le seuil des 3 800 points. En fin de séance, il a gagné 22,56 points par rapport à la veille, soit une progression de 0,6 %, pour atteindre à 3 811,1 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a également gagné du terrain, l'indice DAX s'appréciant de 0,37 % à 2 531,89 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 07/08	Cours au 08/08	Var.
Paris CAC 40	1996,74	+0,04
New York DJ	5718,67	+0,4
Tokyo Nikkei	20731,31	+1,24
Londres FTSE	3811,1	+0,6
Francfort DAX	2531,89	+0,37
Bourse de Madrid	2531,89	+0,37
Bourse de Rome	2531,89	+0,37
Bourse de Berlin	2531,89	+0,37
Bourse de Amsterdam	2531,89	+0,37
Bourse de Bruxelles	2531,89	+0,37
Bourse de Paris	2531,89	+0,37
Bourse de Tokyo	2531,89	+0,37
Bourse de Hong Kong	2531,89	+0,37
Bourse de Singapour	2531,89	+0,37

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones	07/08	08/08
Alcoa	60,50	60,87
American Express	45,12	45
Allied Signal	62,75	61,37
AT & T	55,25	54,72
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75
Boeing Co	92,12	90,75
Caterpillar Inc.	69,62	69,12
Chevron Corp.	58,37	59,50
Coca-Cola Co	49,37	49,25
Diney Corp.	58,25	58,87
Du Pont Nemours & Co	82,62	82,37
P.F. McGraw-Hill	10,75	10,75

RÈGLEMENT
MENSUEL

JEUDI 8 AOUT

Liquidation : 23 août
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 10h15CAC 40
PARIS

-0,04 %

CAC 40 :
1995,89VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours

%

Compensation
(1)

B.N.P. (L.P.)

C.L. Lyonnais (L.P.)

Renault (L.P.)

Rhône-Poulenc (L.P.)

Saint-Gobain (L.P.)

Thomson S.A. (L.P.)

Accor

AGF-Assur. France

Al. Liquide

Alcatel Alsthom

Axa

Adm.

Ball Inverness

Banc. Paribas (Cie)

Baz. Ind. V&S

Bertrand Fabre

BIC

BIS

B.N.P.

Bolloré Techno.

Bouygues

Café

Cap Gemini

Carbone Lorraine

Carrefour

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

Castrol

CREDIT LOCAL

Cred. Lyonnais C

Cred. National

C.S. Signaux (CSE)

Dassault

Dassault Aviation

Dassault Electron

Dassault Systèmes

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

CREDIT LOCAL

Cred. Lyonnais C

Cred. National

C.S. Signaux (CSE)

Dassault

Dassault Aviation

Dassault Electron

Dassault Systèmes

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

CREDIT LOCAL

Cred. Lyonnais C

Cred. National

C.S. Signaux (CSE)

Dassault

Dassault Aviation

Dassault Electron

Dassault Systèmes

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL Le match avancé Marseille-Lyon ouvre, vendredi 9 août, la saison 1996-1997 du championnat de France. Jusqu'au samedi 24 mai, vingt clubs de division 1 vont se rencontrer pour désigner le successeur d'Auxerre. Le championnat de division 2 débute samedi 10 août. ● LE MONDE DU ballon rond cède de plus en plus à

la logique commerciale et s'efforce d'engranger des bénéfices. La vente des droits de retransmission télévisée des matches ou d'objets aux couleurs du club est en progres-

sion, mais les budgets ont toujours du mal à tenir la comparaison avec l'étranger. ● L'INTERSAISON n'a pas été marquée par un grand nombre de transferts dans l'Hexagone. Mais

l'exode des joueurs s'est poursuivi et amplifié pendant la trêve. Une trentaine de nouveaux départs ont été enregistrés, que ne compense pas la venue d'étrangers.

Le départ d'une trentaine d'acteurs de la saison passée laisse planer de nombreuses incertitudes sur une compétition où s'affrontent des clubs toujours à la recherche de rentrées financières pour équilibrer leur budget

Le championnat de France s'ouvre sur fond d'exode des joueurs

Le départ d'une trentaine d'acteurs de la saison passée laisse planer de nombreuses incertitudes sur une compétition où s'affrontent des clubs toujours à la recherche de rentrées financières pour équilibrer leur budget

« C'EST QUI CELUI-LÀ ? » Samedi 10 août, la plupart des supporters qui auront repris le chemin des stades n'auront plus à s'interroger sur l'identité des troupes fraîches recrutées pendant leurs vacances. Avec quelques années de retard sur leurs homologues anglais, les footballeurs



DIVISION 1 évoluant en France vont pouvoir afficher leur patronyme dans le dos de leur maillot. En revanche, finis les numérotages farfelus puisque les joueurs devront conserver toute la saison le même numéro, quel que soit le poste occupé. Autre nouveauté, plus difficile à observer des tribunes : l'apparition d'un logo LNF (Ligue nationale de football) sur l'épaule droite des joueurs.

Ces innovations vestimentaires n'auraient que peu d'intérêt si elles n'étaient révélatrices d'une logique commerciale qui envahit peu à peu l'univers du ballon rond. Numérotation, logo et flocage personnalisés sont le fruit de la nouvelle commission marketing de la LNF, dirigée par Jean-Pierre Hureau, le président du Havre. A la volonté d'attirer le public à mieux s'y retrouver

s'ajoute la détermination des instances nationales du football à combler le retard pris par les clubs professionnels en matière de marchandage.

Ainsi, s'achève l'assainissement des bilans des clubs, exigé par Noël Le Graët, le président de la LNF, il s'agit aujourd'hui de passer à la vitesse supérieure et de songer à engranger des bénéfices. Les clubs français ont souffert de la force de frappe financière de leurs homologues étrangers sur le marché des transferts, qui sera dos le samedi 10 août à minuit. Une trentaine de nouveaux joueurs et techniciens français ont préféré les salaires et les avantages fiscaux proposés hors des frontières.

DIX-HUIT CLUBS EN 1997

Dans l'Hexagone, en revanche, le chassé-croisé est demeuré, pour la deuxième année consécutive, très calme. Les principaux animateurs en ont été les Girondins de Bordeaux, exsangues à l'issue d'une fin de saison tumultueuse, qui se sont notamment attachés les services de Jean-Pierre Papin, et l'Olympique de Marseille, à la conquête d'un nouveau défi après deux ans de purgatoire en deuxième division.

L'exode massif des fleurons du football français suscite des interrogations sur la qualité du cham-

pionnat à venir. Sur les quatre équipes engagées en coupe Intertoto, cet été, seuls les Guingampais disputent encore leur ticket pour le premier tour de la coupe de l'UEFA. Strasbourg, Rennes et surtout Nantes, demi-finaliste de la Ligue des champions la saison passée, ont sombré face à des clubs modestes.

La lutte en division 1 risque pourtant d'être féroce, surtout en bas de tableau, puisque s'ouvre le dernier championnat à vingt clubs. Les impératifs de plus en plus contraignants des compétitions européennes et la préparation de la Coupe du monde en 1998 ont poussé la Ligue à alléger le futur calendrier, tout en gonflant les in-

quiétudes des plus petits budgets. Au printemps, quatre clubs, au lieu de deux, rejoindront l'échelon inférieur, et seuls dix-huit resteront au plus haut niveau national.

Dans ce contexte de plus en plus élitiste, en France et en Europe, les clubs nationaux, s'ils veulent tenir leur rang, vont devoir développer leurs finances. L'argent du marchandage devient d'autant plus important que la part des subventions publiques va diminuant. Si Manchester United a amassé, en 1995, 190 millions de francs grâce aux ventes de maillots et babioles en tout genre, les clubs de l'Hexagone n'ont récolté que 20 millions, dont les deux tiers pour le Paris Saint-Germain.

Il faudra pourtant patienter pour rattraper le temps perdu. L'accord signé par la Ligue et la société spécialisée Licensing Services (SLS), filiale de Walt Disney, est pour le moment en sommeil. La société américaine souhaitait commercialiser, en plus de la licence LNF, la gamme des produits de l'ensemble des équipes professionnelles.

PAS DE SOLUTION JURIDIQUE

Or la loi française s'y oppose. Déjà, le 23 août 1995, la cour d'appel de Paris avait suspendu un contrat d'exclusivité conclu entre la LNF et Adidas, qui devait équiper la première et la deuxième division jusqu'en l'an 2000.

Dans l'attente d'une solution juridique, une douzaine de clubs de première division - les autres ont toujours un contrat en cours avec un équipementier et bénéficient d'une période transitoire - devront se contenter de promouvoir des maillots ou d'autres produits sous leurs couleurs, mais uniquement frappés du sigle LNF. Ensuite, ils pourraient choisir SLS pour commercialiser leur propre gamme de produits (porte-clés, maillots, écharpes...), ornés du nom de leurs sponsors. Toutefois, les quelques clubs, comme Lens ou le PSG, qui possèdent déjà un label continueront, s'ils le désirent, à mener une

politique commerciale indépendante.

Cette saison, les chaînes de télévision demeureront donc les principaux financiers du football français. Dès lors, la polémique sur le gâteau des droits de retransmissions télévisées s'est encore amplifiée. Lors du dernier conseil d'administration de la Ligue, vendredi 2 août, René Ruello, président du Stade rennais, a dénoncé l'accord entre la Ligue et Canal Plus, aux termes duquel la chaîne diffusera, dès le 3 septembre, l'intégralité des rencontres de première division en paiement match par match, grâce à un décodeur sur CanalSatellite.

La charge de René Ruello fait écho à celle déjà lancée il y a quelques semaines par le Nantais Robert Budzynski et par l'Auxerrois Guy Roux, selon lesquels l'accord ne rapporte pas assez d'argent aux clubs. Noël Le Graët campe pour l'instant sur ses positions et ne songe pas à renégocier la hausse l'accord avec Canal Plus. Mais le lancement, en décembre, du bouquet numérique de TPS (Télévision par satellite), présidé par Patrick Le Lay, devrait suffire à raviver le lancinant feuilleton de l'argent dans le football français.

Fabrice Tassel

Marseille et Monaco, terres d'accueil

Dans le championnat de France qui débute ce week-end, deux clubs ont profité des avantages de l'arrêté Bosman qui a interdit la limitation du nombre des ressortissants communautaires dans les clubs de l'Union européenne. Marseille possède ainsi dans ses rangs deux Italiens, un Allemand, un Anglais et un Irlandais, en plus de deux étrangers hors-UE (le nombre de ces derniers est toujours limité à trois).

L'équipe de Monaco est, elle, en mesure d'aligner deux Belges, un Ecossais et un Danois, en plus de trois non-ressortissants. Mais de nombreux autres clubs - dont Nice, Rennes, Strasbourg, Metz et Paris - sont entrés plus timidement dans la brèche récemment ouverte. Une vingtaine de joueurs d'autres pays de l'Union participent cette saison au championnat de première division.

Les supporters marseillais sont prêts à tout accepter, pourvu que l'OM gagne

MARSEILLE

Pascal est fier d'être marseillais. Après deux saisons passées à feindre l'enthousiasme en accueillant Le Mans, Dunkerque ou Lorient, il retrouve, vendredi 9 août, la première division et des adversaires à la hauteur de la folie bleue et blanche qui envahit la ville. Depuis 1959, l'OM a déjà goûté douze fois à la deuxième division, mais restera, « pour l'éternité », la première équipe française à avoir remporté une coupe d'Europe.

L'arrivée de huit nouvelles têtes, dont l'ancien Nantais Reynald Pedros, ne provoque pas de débats. Déjà, le meneur du groupe des supporters de l'association marseillaise trop puissante (MTP), a proposé, pour le match d'ouverture contre Lyon, de brandir les drapeaux des sept nationalités représentées, « pour montrer le cosmopolitisme qui unit Marseille ». Inutile d'évoquer un recrutement qui laissera sans doute sur le

banc de touche Marc Libbra ou Hamada Jambay, artisans de la remontée dans l'élite, puisque « les minots, on s'en fout, seule la victoire compte, même avec quatre Bosniaques ».

Gérard Gili, entraîneur, ne parle pas pointu, et Marcel Dib, le gignard bombardé directeur sportif, a vu le jour dans le quartier de Saint-Marcel : avec des marseillais aux commandes de l'équipe, rien ne devrait arriver. Ces deux-là sauront forger un groupe de onze « Olympiens » sommés de gagner, en marquant de l'oreille s'il le faut.

Mais qui détiennent les clés de la maison ? Voilà ce qui inquiète vraiment les amateurs. Les bars de supporters bruisent de rumeurs sur un quatuor formé de Noël Le Graët, le président de la Ligue nationale de football, Canal Plus, Robert-Louis Dreyfus, le président d'Adidas, et Jean-Claude Darmon, l'argentier du football français. L'histoire des « financiers qui ne croquent plus dans la soupe marseillaise » flatterait

presque les fans massés près du terrain d'entraînement de la Commanderie, s'il n'y avait la crainte de voir les « Parisiens dans nos murs ».

ROBERT-LOUIS DREYFUS PRÉSIDENT ?

Le nom d'un nouveau président devrait être bientôt dévoilé. « Il y a de fortes chances pour que Robert-Louis Dreyfus soit le président d'un directoire composé de deux ou trois membres », explique Jean-Michel Roussier, le directeur général de l'OM, sans que l'entourage du président d'Adidas confirme l'information. Le patron de la marque aux trois bandes, par ailleurs équipementier officiel du club, entrerait ainsi en son nom propre dans le capital d'une future société anonyme à objet sportif (SAOS), qui prendrait le relais de l'actuelle société d'économie mixte (SEM), présidée par Jean-Claude Caudin, maire de Marseille.

L'arrivée de Robert-Louis Dreyfus comme actionnaire de l'OM n'a cependant

fait encore l'objet d'aucun contrat signé, mais seulement d'un échange de lettres d'engagement selon lesquelles l'industriel a promis d'investir entre 120 et 160 millions de francs dans les cinq ans à venir et de rembourser les collectivités locales.

Robert-Louis Dreyfus souhaiterait s'entourer de plusieurs partenaires. Quelques noms circulent à l'hôtel de ville, dont celui de SHRM, une entreprise marseillaise de restauration, et Gempius, une société spécialisée dans la fabrication de cartes à puce. En revanche Canal Plus, fréquemment cité, ne sera pas actionnaire. « Nous signerons vendredi un contrat d'exclusivité, pour le championnat et la coupe d'Europe, d'une durée de cinq ans avec Canal, indique Jean-Michel Roussier. Sans entrer dans le capital du club, cette chaîne sera notre partenaire le plus important, lorsque nous serons européens. »

R. T.

Les Français à l'étranger

Vingt-huit joueurs

« sélectionnables », en équipe de France, qui évolueront en D1 lors de la saison 1996-1997, sont répartis :

prochaine saison à l'étranger :

● ESPAGNE (12). FC Barcelone :

Laurent Blanc (Auxerre) ; Espagnol

Barcelone : Nicolas Ouedec

(Nantes) ; La Corogne : Jérôme

Bonissel (Montpellier) ; Michaël

Madar (Monaco) ; Corentin Martins

(Auxerre) ; Alicante : Gaëtan Fuard

(Bordeaux) ; Celta Vigo : Daniel

Dutuel (Bordeaux) ; Richard Dutruel

(Paris SG) ; Rémi Garde (Strasbourg) ;

Philippe Thyss (Strasbourg) ; Athletic

Bilbao : Bixente Lizarazu

(Bordeaux) ; Villarreal (D2) : Bruno

Alicante (Montpellier) ;

● ITALIE (7). Juventus de Turin :

Zinedine Zidane (Bordeaux) ; Inter

Milan : Youn Djoedjef (Paris SG) ;

Milan AC : Christophe Dugary

(Bordeaux) ; Sampdoria Gênes :

Oumar Dieng (Paris SG) ; Pierre Laligle

(Lens) ; Parme : Daniel Bravo (Paris

SG) ; Lilian Thuram (Monaco) ;

● ANGLETERRE (3). Chelsea :

Frank Leboeuf (Strasbourg) ;

Swindon Town : Frédéric Darras

(Bastia) ; Carlisle United (D2) ;

Stéphane Pourmewatchy (Guéngon) ;

● SUISSE (3). Servette Genève :

Cyril Pouget (Metz) ; Neuchâtel

Xamax : Jean-Pierre Cyprien

(Rennes) ; Ljazić Sandjak

(Saint-Bienne) ;

● ALLEMAGNE (2). Hubert

Moenchengladebach : Hubert

Fournier (Guingamp) ; Karlsruhe :

Marc Keller (Strasbourg) ;

● CHINE (1). Shanghai : Clément

Garcia (Gueugnon) ;

S'ajoutent à cette liste trois départs de

joueurs français « non

sélectionnables » : Jacques Songo'o

(Metz) à La Corogne, en Espagne ;

Samuel Ipatov (Nice) au Torino, en

Italie ; Joël Titihi (Martigues) à

Southampton, en Angleterre.

Lors de la saison 1995-1996, 15 joueurs

français « sélectionnables » venus de

D1 évoluèrent à l'étranger.

ANGLETERRE : Eric Cantona

(Manchester United) ; David Ginola

(Newcastle) ; ECOSSE : Gilles

Rousset (Heart of Midlothian) ;

ESPAGNE : Franck Passi

(Saint-Jacques-de-Compostelle) ;

ITALIE : Marcel Desailly, Patrick

Vieira (Milan AC) ; Didier Deschamps

(Juventus Turin) ; Jocelyn Angloma

(Torino/Inter Milan) ; Christian

Karenbou (Sampdoria Gênes) ; Alain

Boghossian (Naples) ; JAPON : Basile

Boli (Urawa Red Diamonds) ; Franck

Durix (Nagoya) ; SUISSE : Thierry

Bonalair (Neuchâtel Xamax) ;

Philippe Verriyusse, Antoine

Kombouaré (Sion).

La course en solitaire du « Figaro » a pu partir

LES 42 CONCURRENTS de la 27^e édition de la Solitaire du Figaro ont quitté Penros-Guirc (Côtes d'Armor) mercredi 7 août. Initialement prévu mardi, le départ de cette course avait été reporté de vingt-quatre heures en raison d'un avis de fort coup de vent. Les navigateurs doivent doubler le cap Lizard pour rallier Dublin, terme de la première étape, où l'arrivée est prévue dans la nuit de vendredi à samedi. Parmi les engagés figurent Franck Cammas, Michel Desjoyeaux, Alain Gautier, Jean Le Cam et Philippe Poupon, le vainqueur de l'édition 1995, qui, à quarante et un ans, vise un quatrième succès. Le parcours, long de 1 531 milles, est réparti en quatre étapes dans l'océan Atlantique. De Dublin, les monocoques (des monotypes Bénéteau de 9,14 mètres) doivent gagner Saint-Nazaire, puis rallier Gijon en Espagne, avant de terminer la course au Crocsty (Morbihan), où l'arrivée est prévue jeudi 29 août.

DÉPÊCHES

ATHLÉTISME : aucun record n'a été enregistré lors de la réunion d'athlétisme qui s'est déroulée, mercredi 7 août, à Sestrières, en Italie. Deux médaillés d'or seulement participaient à la réunion. La désertion de certaines vedettes des Jeux olympiques d'Atlanta, telles que l'Américain Carl Lewis, le Canadien Donovan Bailey, le Namibien Frankie Fredericks, la Bulgare Stefka Kostadinova, ou encore la Jamaïcaine Merlene Ottey, a nué considérablement au succès de cette 8^e édition. La fatigue des athlètes rentrant d'Atlanta explique le niveau décevant de cette réunion. La Ferrari F355 cabriolet offerte à tout athlète auteur d'un record du monde a donc regagné son garage en attendant d'être remise en jeu l'année prochaine. - (AFP)

FOOTBALL : le Slavia de Prague, demi-finaliste de la coupe UEFA la saison écoulée, s'est incliné lourdement (5-0) face au Grasshopper de Zurich, en match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions. Göteborg, vainqueur 3-0 de Ferencváros, et Glasgow Rangers, qui a battu le champion de Russie Vladikavkaz, semblent avoir de bonnes chances de qualification avant les matchs retour, qui auront lieu le 21 août. Les huit vainqueurs de ce tour préliminaire rejoindront huit clubs, dont Auxerre, qualifiés d'office pour la Ligue des champions.

LE CAIRE

de notre correspondant « Le mystère de la petite pyramide. » C'est ainsi qu'un archéologue a décrit la découverte fortuite d'une statue inachevée de Ramsès II près de la pyramide de Mykérinos, dans la nécropole de Guizeh au sud-ouest du Caire.

Une sorte de défi à l'espace et au temps, car c'est la première fois que l'on trouve une statue du grand pharaon du Nouvel Empire dans la nécropole de l'Ancien Empire.

C'est le hasard qui a joué le premier rôle dans la découverte. Dans le cadre du projet de « nettoyage » de la nécropole de Guizeh, les ouvriers déblayaient le sable et les cailloux autour de la pyramide de Mykérinos (2 600 ans av. J.-C.).

Après avoir dégagé une fosse située au pied de la face ouest où, un siècle et demi plus tôt, on avait trouvé un cercueil de bois au nom de Mykérinos et le squelette d'un voleur de tombes du Moyen Age, peut-être frappé par « la malédiction des pharaons », les ouvriers se sont attaqués à la face sud de la plus petite des trois pyramides.

Nul ne s'attendait à trouver quelque chose dans une fosse qui n'avait rien révélé lors des travaux

effectués en 1837. Pourtant, les pelles ont soudain heurté un objet massif et solide. Une statue ressemblant un peu à une représentation inachevée de frères siamois a été déterrée. Elle est composée d'une tête et d'un buste de Ramsès II pharaon, ainsi que d'un Ramsès II avec les attributs du dieu Hor-Ikhti.

Les statues jumelles n'ont ni bassin ni jambes mais un simple bloc dégrossi. Grande de trois mètres et demi et pesant quatre tonnes, la statue est taillée dans du granit rose d'Assouan (850 km au sud du Caire).

OFFRANDE OU MYSTIFICATION

Si elle n'a rien de spectaculaire et ne porte ni texte ni inscriptions, la statue n'en passionne pas moins les égyptologues. En effet, elle aurait normalement dû se trouver près de Thèbes, où, dans le meilleur des cas, à Memphis, une vingtaine de kilomètres plus au sud.

C'est là que furent trouvées deux statues colossales du plus grand bâtisseur de l'histoire d'Egypte, dont celle qui se dresse, depuis plus de quarante ans, place Ramsès près de la gare du Caire.

Qu'est venue faire la statue à cet endroit ? Ramsès II a régné il y

a 3 300 ans, alors que la nécropole de Guizeh remonte à 4 500 ans. L'égyptologue Zahi Hawas, directeur de la région des Pyramides, estime qu'elle pourrait avoir été transportée pour être présentée comme offrande au sphinx de Guizeh considéré, à partir du Nouvel Empire, comme le dieu Harmakhis (« Horus-dans-Phorizon »).

Quant à savoir pourquoi la statue est inachevée, le professeur Hawas pense que le grand roi devait tout simplement être mort avant que les ouvriers ne finissent leur travail. Des explications qui ne satisfont pas tous les archéologues dont certains se demandent s'il ne pourrait pas s'agir d'une « mystification » remontant au siècle dernier.

Quoi qu'il en soit, la terre d'Egypte continue à être un paradis pour les archéologues, puisqu'une équipe égypto-britannique vient de découvrir près de Chérbine (nord-est du delta) un temple construit par le roi Nectanébo I, le fondateur de la dernière dynastie indigène (- 380/- 342 av. J.-C.) avant l'invasion des Perses, puis celle d'Alexandre le Grand.

Alexandre Buccianti

DANS LES RUES DE PARIS

Les fortes senteurs des marchés d'Asie

Au sud du treizième arrondissement, les enseignes invitent à pénétrer dans les magasins où s'étalent des denrées propres à flatter les yeux et les narines

LA CITÉ a beau avoir été baptisée les Olympiades - chacune des tours de vingt à trente étages déclinant le nom d'une ancienne ville olympique -, le périmètre délimité par l'avenue d'Ivry, la rue Nationale et le boulevard Masséna, au sud du treizième arrondissement, ne fait pas dans le grandiose. Même si l'image eût été plaisante, s'agissant d'un microcosme extrême-oriental, ce triangle-là n'a rien d'un triangle d'or.

Ce quartier chinois de Paris n'est guère comparable aux Chinatown de San-Francisco ou de Manhattan. On ne trouve ici ni cabines téléphoniques laquées, ni échoppes de souvenirs, l'art de la cuisine ne se pratique pas dans la rue et l'on y croise fort peu de touristes en mal d'exotisme. A l'exception des enseignes, omniprésentes sans agressivité, la discrétion prévaut parmi des habitants qui semblent s'être fixés comme règle de ne pas avoir d'histoires pour essayer d'être heureux.

Ce souci du quant-à-soi et cette absence de folklore ne sont pas sans inconvénient pour qui souhaite découvrir des lieux. L'histoire singulière qui s'écrit ici reste pour lui presque aussi indéchiffrable que les idéogrammes de l'Europe journal, quotidien chinois d'inspiration taïwanaise, vendu, par piles entières, dans le tabac-presse-PMU au pied de la Tour Ancone, face au métro Porte-d'Ivry, dont 85 % des habitants sont asiatiques.

PLANCHE DE SALUT

Et ce n'est pas en parcourant la version française de *The New York Times*, le mensuel *d'Information et de culture française* que l'on en découvre plus sur « les mystères de la France jaune », selon le titre de une. Les contes et légendes, aux relents malsains de rumeurs, qui courent sur le quartier chinois et concernent l'emprise qu'exerceraient les triades ou autres réseaux occultes sur une population de réfugiés - où les Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens, le plus souvent d'origine chinoise, prédominent -, ont donc un bel avenir devant eux.

A l'Association des résidents en France d'origine indochinoise (AROFI) qui, au milieu du gigantesque parking souterrain, dispose d'un salle de méditation où l'encens se consume devant un Bouddha comblé d'offrandes fruitières, les interlocuteurs potentiels affirment ne pas parler français. Au local de la puissante Amicale des Tchouh (du nom d'une région de la province de Canton), Tuong, un réfugié vietnamien de quarante-cinq ans, qui vient de terminer une partie d'échecs chinois, hésitera avant de livrer quelques bribes de son expérience.

A Saigon, qu'il a fui, il était vétérinaire et ici son diplôme n'a pas de valeur. Son pays lui est aujourd'hui interdit mais il explique que s'il obtenait la nationalité française, il pourrait y retourner pour y travailler et envoyer de l'argent à sa femme et à ses deux enfants, étudiants à Paris. Une immigration à l'envers en quelque sorte. A Paris, à défaut d'exercer son métier, il bricole dans le mi-

lieu de la restauration qui reste la planche de salut de beaucoup d'exilés d'Asie. Retour à la case nourritures, terrestres, liant et épiceur des quartiers « étrangers ».



Parce qu'ils ont la matière première sous la main - ou, plus exactement, sous le pied puisque l'approvisionnement continu par trains entiers ou semi-remorques s'opère en sous-sol via les mal nommées rue du Disque et du Javelot -, les restaurants d'ici servent, paraît-il, la nourriture du *far east* la plus authentique. En s'attablant chez les Frères Tang - empereurs incontestés de la distri-

assainie, on ne se sera pas davantage par l'œuf de cent ans qui ne fait pas son âge, sa couleur réglisse ne changeant pas grand-chose à une saveur d'œuf dur sans mayonnaise. Peut-être aurait-il fallu essayer le « poisson d'amour vivant cuit », préférable sans doute au même animal mort et cru.

« CITÉ MYSTÉRIEUSE »

Le canard et les travers de porc laqués réconciliés avec la carte des frères Tang mais le rapport calories-prix est sans doute bien meilleur avec les grands bols de soupes aux pâtes de riz ou aux



vermicelles qu'on peut également aller déguster - on pourrait dire prendre un *pho* (prononcer po) - dans l'un des estaminets de l'esplanade.

Faute de guide, en déambulant dans la « cité mystérieuse », on se balade le nez au vent et on se laisse forcément guider par les odeurs. Ainsi, doit-on inmanquablement se retrouver dans l'une des moyennes surfaces ou supérettes qui font la singularité du quartier dès lors qu'on n'y trouve à peu près rien de ce qui garnit les rayons et autres linéaires des services ordinaires hexagonaux. Mais tout le contraire. « Pa-

ris store » et « Tang Frères » sont les deux enseignes concurrentes du secteur, mais la renommée des seconds, qui diffusent des produits venus d'Asie dans toute l'Europe, est bien plus grande.

L'envie d'en savoir plus sur ces entrepreneurs Laotiens risque de se heurter à une résistance molle. Au siège de l'avenue d'Ivry, on vous prie de téléphoner pour prendre rendez-vous et au téléphone on vous demande d'envoyer un fax pour poser vos questions. Les relations extérieures ne sont pas le fort des princes de l'import-export.

Sur le seuil des supermarchés,

on peut être saisi par le parfum des durians, gros fruits verts hérissés de pointes dont l'intérieur, d'un magnifique jaune d'or, se déguste très mûr. Cette odeur douceâtre et un peu rance qui flotte sur tous les marchés d'Asie est généralement redoutée par les Européens, chez lesquels elle va jusqu'à provoquer des haut-le-cœur. Mais à l'intérieur de ces immenses boutiques, plutôt pagayennes, il y a assurément de quoi flatter les narines, les pupilles et les papilles du plus sédentaire et du moins curieux des Parisiens.

Concombres amers, liserons d'eau, combayes, choux chinois, gombos, infinies variétés de boulettes à la viande, au poisson, aux légumes destinées à être frites ou cuites à la vapeur, langues de canard, poissons-sabres, carpes, tilapia, rambutans, lichis, fromages de soja, pâtes de porc roulées dans des feuilles de bananier, boissons à la gelée d'herbe, nougats mous et gâteaux secs.

Dans les allées, derrière les Cadie, les comportements des chalandiers diffèrent évidemment fort peu de ceux des consommateurs européens. Sans doute observent-ils plus de soin, d'attention, de délectation anticipée chez les acheteurs qui semblent participer à une sorte de cérémonie. On vient de très loin pour s'approvisionner dans le treizième et ce sont parfois des montagnes de sacs et de palettes qui s'entassent sur les trottoirs en attendant la voiture ou la camionnette qui viendra se ranger en double file pour le chargement.

R. B.

Robert Belleret

Le purgatoire de Wilson Li

SON RESTAURANT s'appelle joliment *L'Oiseau de paradis* mais Wilson Li, qui a occidentalisé son nom en quittant Chongqing, dans la province de Sichuan, en Chine populaire, a aujourd'hui l'impression d'avoir été renvoyé au purgatoire, sans toutefois jamais avoir connu l'enfer, contrairement à beaucoup de ses compatriotes. Il a le blues, Wilson. Les effets de la crise économique sur la clientèle sont tels que tout en servant jusqu'à une ou deux heures du matin le midi, il dispose d'une immense terrasse sur l'esplanade, le soir, il propose des dîners en musique où les chanteurs amateurs sont les bienvenus - il ne parvient plus à réaliser un chiffre d'affaires correct et l'oiseau y a déjà laissé des plumes.

Sur la douzaine de salariés qui y travaillent lorsqu'il a racheté l'établissement à un Thaïlandais, voilà deux ans, il n'a pu en conserver que « quatre ou cinq ». « Les gens d'ici n'ont plus de quoi s'offrir le restaurant. Et puis tout est très compliqué, très bureaucratique, en France, les prélèvements des im-

pôts et de l'URSSAF sont trop lourds... », se lamente cet adepte du libéralisme, exilé depuis huit ans, qui s'est d'abord lancé dans l'import-export vers la Chine avant d'opter pour la restauration.

Pour acquiescer un fonds de commerce, Wilson confirme que les membres de la communauté ont recouru à un système de prêt - variante de la tontine, baptisée la « hui » - qui ignore les banques et fonctionne, entre parents, amis et relations, sur le principe de la réciprocité : tu m'aides à acheter un commerce, je t'aiderai à t'installer.

Wilson Li nous a offert le thé au jasmin et dit prendre plaisir à bavarder. Pourtant, il ne se découvre guère. Craintes d'en dire trop ? De se faire remarquer ? D'être piégé ? Comme Tuong, comme les salariés de la société Tang, il fait preuve d'une réserve confinant à la frilosité. Alors, il se contente d'évoquer la saturation du secteur, la concurrence trop rude. Rien que sur la dalle des Olympiades, on dénombre une dizaine

de restaurants asiatiques pour une seule pizzeria. Depuis des années, comme la plupart des Chinois qui s'expatrient, Wilson Li a travaillé sans compter ses heures ni sa peine. Les affaires marquant le pas, il s'interroge. Les loisirs, il ne connaît point. Sa famille est restée en Chine et il semble avoir renoncé à la retrouver un jour. La France, il ne l'a jamais visitée.

Bien que la vie quotidienne y soit, à ses yeux, « plutôt agréable » - il reproche juste à des jeunes « du voisinage » de se livrer à des « trafics » et de provoquer régulièrement des descentes de police -, Wilson Li pense de plus en plus sérieusement à quitter le treizième arrondissement. Parce qu'il ne fréquentait que ses voisins de la diaspora, il maîtrise difficilement le français et commence à se rendre compte que la vie en circuit fermé et un refus radical d'assimilation mènent peut-être à une impasse. En forme de triangle.

R. B.

Robert Belleret

VENTES

Lampes à pétrole

L'HISTOIRE des lampes à pétrole commence vers 1860 après qu'un avocat new-yorkais ait eu l'idée d'orienter les recherches de sa compagnie pétrolière vers l'utilisation de cette huile minérale comme source d'éclairage. Distillé et purifié, le pétrole lampant marque un progrès considérable sur l'huile et les bougies. Inodore, il n'empêche pas, produit une lumière plus vive et se révèle meilleur marché. Après cette découverte, « la fièvre de l'huile » s'empare de l'Amérique et, en 1880, New York compte 317 compagnies pétrolières.

A cause des éléments volatils présents dans la composition du pétrole, les lampes qu'il alimente sont équipées d'un système prévu pour éviter le contact de la mèche et de la flamme, nécessitant un appel d'air pour refroidir la vapeur et éviter une volatilisa-

tion trop rapide. Pour obtenir ce refroidissement, un tube en verre, maintenu par une gaine de laiton à laquelle il se fixe, est muni d'un renflement à la hauteur de la flamme, appelé cheminée. L'intensité de la lumière se règle par une petite molette latérale qui actionne la mèche trempant dans le réservoir.

UNE VARIÉTÉ IMMENSE

Le système technique est toujours le même, mais les réservoirs et les pieds des lampes offrent une variété immense de formes et de matières. Les plus simples, d'un seul bloc que l'on tient par une anse, sont en laiton, en faïence ou en fer. Complètes avec leur tube d'origine et en état de marche, ces lampes se négocient à partir de 400-500 francs.

Sur les modèles plus élégants, un pied ou une base supporte le réservoir à panse arrondie. C'est là qu'on trouve des matériaux très divers : porcelaine, verre, cristal, bronze, albâtre, etc. Les prix

varient selon la beauté du décor et des matières (avec une plus-value pour le bronze et le cristal), l'état de conservation et les dimensions.

Les lampes importantes présentent presque toujours un travail très soigné, réalisé avec des matériaux choisis. Les amateurs disposent d'un choix très large, entre 800 et 3 000 francs, mais les lampes les plus recherchées peuvent dépasser 5 000 francs, par exemple des vases ou des potiches du XVIII^e siècle en porcelaine de Chine ou du Japon que l'on a ensuite adaptés à l'usage du pétrole, ou encore des lampes à plusieurs becs de lumière.

Fabriquées à partir du Second Empire, les lampes à pétrole reflètent tous les styles en vogue à l'époque, du gothique à l'Empire : décors célèbres des grandes faïenceries, bases en bronze sculptées de rocaille ou de motifs néoclassiques, colonnes en albâtre ou en marbre supportant un chapeau. A la fin du siècle, l'Art nouveau impose ses volutes et

arabesques et voit apparaître un métal léger, le régule, couramment utilisé pour les lampes.

Dans les grandes villes, l'électricité prend peu à peu le relais du pétrole, mais celui-ci reste la principale source d'éclairage dans les campagnes, bien après la guerre de 1914-1918, puisqu'il existe de nombreuses lampes « Arts déco » ornées de motifs géométriques ou stylisés.

Pour éclairer une pièce par le plafond, sont également assez courantes et se vendent à partir de 500 francs pour les modèles rustiques en faïence ou en cuivre montés sur une tige en laiton torsadé, accompagnés d'un abat-jour en toile peinte.

Très appréciées, les suspensions en opaline avec abat-jour assorti valent au moins 1 500 francs, mais les plus belles, à plusieurs lumières, peuvent atteindre 5 000 à 6 000 francs.

Catherine Bedel

ANTIQUITÉS

● Fleumeur-Bodon (Côtes-d'Armor), château de Kerduel, 100 exposants, entrée 25 francs, du vendredi 9 au lundi 12 août. Vendredi de 9 à 20 heures, les autres jours de 10 à 20 heures.

● Arzac (Gironde), Espace Abatilles, 40 exposants, entrée 20 francs, du vendredi 9 au lundi 12 août, de 10 à 19 heures.

● Granville (Manche), salle du Héral, 20 exposants, entrée 20 francs, du vendredi 9 au dimanche 11 août, de 10 à 19 heures.

● Aurillac (Cantal), halle Lescapilliers, 35 exposants, entrée 20 francs, du samedi 10 au lundi 12 août, de 10 à 19 heures.

● Rivedoux (Charente-Maritime), salle des fêtes, 30 exposants, entrée 15 francs, samedi 10 et dimanche 11 août, de 9 à 19 heures.

● Monpazier-en-Périgord (Dordogne), place Corbieres, 50 exposants, entrée libre, samedi 10 et dimanche 11 août, de 9 à 19 heures.

● Carantec (Finistère), salle du Kelenn, 30 exposants, entrée 20 francs, du samedi 10 au lundi 12 août, de 10 à 19 heures.

● Chabris (Indre), parc Touran-

gin, 40 exposants, entrée libre, samedi 10 et dimanche 11 août. Samedi de 14 à 19 heures, dimanche de 9 à 19 heures.

● Guérande (Loire-Atlantique), salle Jean-Baptiste, 40 exposants, entrée 25 francs, du samedi 10 au dimanche 11 août, de 11 à 20 heures.

BROCANTES

● Saint-Vallier-de-Thiery (Alpes-Maritimes), 40 exposants, du vendredi 9 au dimanche 11 août.

● Dinan (Côte-d'Armor), au pied du château, 80 exposants, du vendredi 9 au dimanche 11 août.

● Orange (Vaucluse), Palais de la Foire, 100 exposants, du vendredi 9 au dimanche 11 août.

● Mussidan (Dordogne), 50 exposants, samedi 10 et dimanche 11 août.

● Thenon (Dordogne), 100 exposants, samedi 10 et dimanche 11 août.

● Riec-sur-Belou (Finistère), 45 exposants, samedi 10 et dimanche 11 août.

● Saint-Vincent-de-Tyrosse (Landes), 35 exposants, du samedi 10 au dimanche 11 août.

temps orageux en montagne

MOTS CROISÉS



ABONNEMENTS EXISTE MOND

ABONNEMENTS EXISTE MOND

لَعْنَةُ مِنَ الْأَصْلِ

Temps orageux en montagne

UNE DÉPRESSION assez creuse se rapproche des Britanniques. Elle apportera des nuages et un peu de pluie dans le nord-ouest de la France. Les autres régions conserveront un temps agréable vendredi malgré un voile de nuages de plus en plus présent. Des orages de chaleur devraient se déclencher sur les Pyrénées et les Alpes en fin de journée.

La journée se passera le plus souvent sous les nuages en Bre-

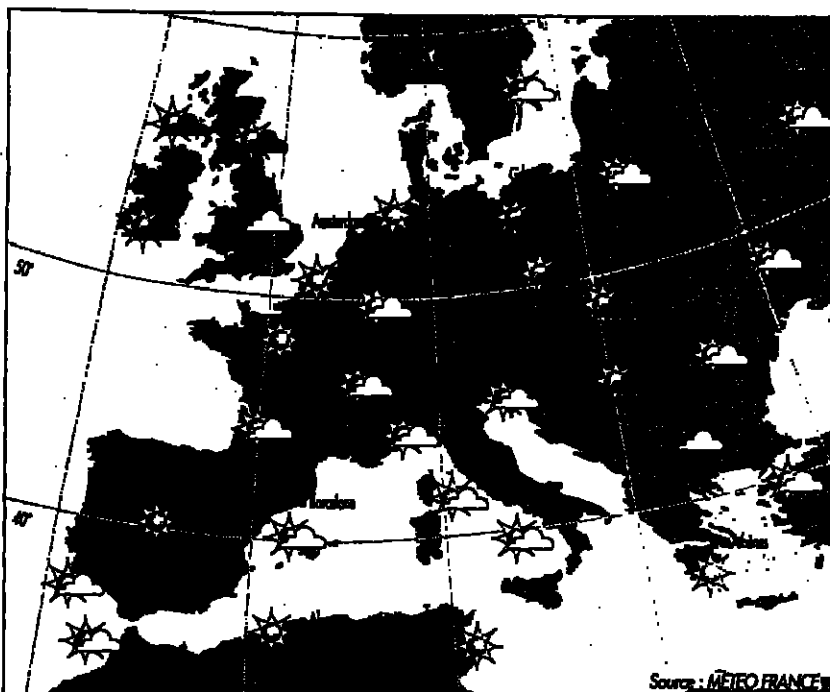
tagne, Normandie et dans les Pays-de-Loire. De petites pluies se déclencheront de temps à autre mais seront insuffisantes pour arroser réellement les sols desséchés. Quelques timides éclaircies apparaîtront dans le Finistère. Le vent de sud-ouest se lèvera en cours d'après-midi sur les côtes bretonnes. Il se renforcera en soirée. De la Vendée au Nord-Pas-de-Calais, le voile nuageux sera assez discret aux premières heures du jour. Il s'épaissira ensuite, mais pas suffisamment pour gâcher réellement la journée.

Plus au sud, après une très belle matinée, le soleil déclina, en cours d'après-midi, des côtes aquitaines au Massif central au profit d'un voile nuageux de plus en plus épais. Les nuages finiront par donner des ondées en soirée. Bien présents dès le matin, les nuages pourront donner des averse à partir de la mi-journée sur les Pyrénées.

Dans le reste du pays, des Ardennes à l'Alsace et de la Bourgogne à la Méditerranée, l'impression de beau temps dominera sans mal. Le soleil balayera rapidement les rares bancs de brumes ou de nuages bas du petit matin. Il se maintiendra généralement jusqu'au soir en plaine. On se méfiara toutefois d'une évolution orageuse localisée sur certains sommets des Alpes. Les reliefs du Jura et des Vosges auront également tendance à se charger de nuages en fin d'après-midi.

Les températures garderont un bon niveau, les thermomètres afficheront généralement des valeurs comprises entre 25 et 30 degrés du nord au sud au meilleur de l'après-midi. La chaleur sera plus atténuée en Bretagne et le long des côtes de la Manche où il fera tout de même 20 à 23 degrés en cours d'après-midi.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 9 août vers 12h00



TEMPÉRATURES du 7 août

GRANDE	27/18
LYON	24/15
LIÉGEOIS	24/15
LYON	24/15
MAIRIE	24/15
NANCY	24/15
NANTES	24/15
NICE	27/21
PARIS	24/15
PAU	24/15
PERPIGNAN	24/15
PORTO-PT	24/15
RENNES	24/15
STRASBOURG	24/15
TOULOUSE	24/15

TOURS 23/10

ALGER	33/23
AMSTERDAM	17/12
ATHÈNES	34/23
BAGDAD	36/28
BARCELONE	27/20
BELGRADE	28/16
BERLIN	24/16
BOMBAY	28/26
BRASILIA	31/21
BRUXELLES	24/16
BUCAREST	30/19
BUDAPEST	24/16
BUENOS AIRES	24/16
CARACAS	34/24
LA CAIRE	32/24
LIÈGE	19/15

CHICAGO 32/21

COPENHAGUE	24/16
DAKAR	33/23
DIJON	24/15
DUBLIN	18/13
FRANCFORT	24/10
GENÈVE	24/14
HANOI	33/22
HELSINKI	17/8
HONGKONG	32/28
ISTANBUL	30/23
JERUSALEM	32/27
KIOTO	18/10
KINSHASA	31/20
LE CAIRE	32/24
LIÈGE	19/15

LISBONNE 29/17

LOS ANGELES	24/18
LUXEMBOURG	24/11
MADRID	32/14
MARRAKECH	34/19
MEXICO	25/13
MILAN	24/15
MONTREAL	30/19
MOSCOW	15/7
MUNICH	18/15
NEW DELHI	35/27
NEW YORK	27/25
OSAKA	32/20
PARIS	24/15
PRAGUE	22/10

PRETORIA 14/5

RABAT	22/17
RIO DE JANEIRO	30/19
ROME	30/19
SAN FRANCISCO	17/12
SANTIAGO	12/10
SEVILLE	30/19
ST-PETERSBURG	20/12
STOCKHOLM	22/14
SYDNEY	19/8
TENEBREUSE	22/21
TOKYO	24/21
TUNIS	34/24
VARSOVIE	25/11
VIENNE	27/20

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Débats arides

APRÈS onze jours, la conférence de la paix, réunie au palais du Luxembourg, semble sur le point de commencer ses travaux. Cette période a été employée à des discussions d'apparat et à des discussions de procédure. Les uns et les autres étaient sans doute nécessaires ; mais on se demande s'il fallait si longtemps et des échanges de paroles parfois si pénibles pour décider, finalement, que les recommandations votées à la majorité simple auraient moins de poids que celles qui obtiendraient les deux tiers des voix. Le simple bon sens imposait cette différence.

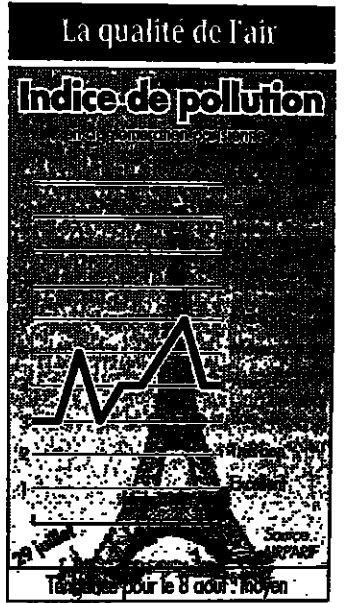
Comme à l'ONU, les débats de procédure, que le grand public peut juger arides, recouvrent le plus souvent des oppositions foncières. La dispute sur la majorité se présente d'abord comme une querelle entre grandes et petites nations, celles-ci se prononçant pour la majorité simple alors que le projet des quatre « Grands » optait pour les deux tiers. Mais on vit bientôt que les petites se groupaient en réalité derrière les grandes, qu'Anglo-Saxons et Russes se faisaient face dans ce litige.

L'acharnement d'une telle discussion ne traduit pas tant l'importance de son objet que les dispositions des parties. Chacune n'a pas seulement le souci - ce qui serait naturel - de faire triompher ses vues. On se bécote devant l'adversaire, on le soupçonne, on l'accuse. Il y a deux jours l'altération Byrnes-Molotov fut le signe révélateur de cet état d'esprit. Elle alla bien au-delà des problèmes en cause, soulevant celui de la liberté de la presse et évoquant les deux conceptions contraires de la démocratie.

Cela nous rappelle qu'il n'y a plus guère de questions aujourd'hui, si précises, si restreintes qu'elles paraissent, qui ne se déroulent sur cette grande toile de fond. Les problèmes ne s'en trouvent pas simplifiés.

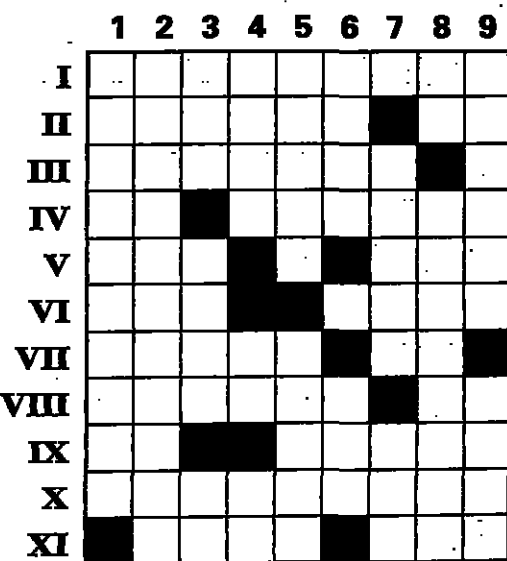
(9 août 1946.)

Prévisions pour le 9 août vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6883



HORizontalement
1. Femme participant à une partie carrée. - II. Utile pour celui qui veut commander. Une personne. - III. Est fournie par une fève. - IV. On de profondes racines. Sortes de poires. - V. Qui est comme un blanc. Certain est mère. - VI. Compagnon de prophète. D'orange heures, c'est une lila.

VERTICALEMENT
1. Rhizopages. - 2. Où l'on peut trouver un bon air. - 3. N'est pas fleur bleue. Fit l'appel. Partie de dames. - 4. Déclaration. Métal d'un blanc bleuâtre. Lie. - 5. Fait entendre des plaintes. Entre le Valais et la Savoie. - 6. Coule dans une lie. Laisse un bon morceau. - 7. Du pouce à l'auriculaire. Est rond. - 8. Note. Rend très attirant. - 9. Lutte contre l'Idolâtrie. Perpétue le souvenir d'un ancien lieu d'aisance.

SOLUTION DU N° 6882

Horizontalement
I. Romfesse. - II. Hules. - III. Dasein. - IV. Zester. Sa. - V. Os. Trinité. - VI. Paie. Nebo. - VII. Hulle. Is. - VIII. Ere. Clé. - IX. Griseis. - X. Eut. Rapt. - XI. Saens. Sec.

Verticalement
1. Rhizopages. - 2. Ou. Esa. Rua. - 3. Nids. Héite. - 4. Flateurs. - 5. Léser. Leers. - 6. Esérine. Râ. - 7. Ne. cps. - 8. Sensibilité. - 9. Aloses.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** United Airlines va étendre son service de liaisons rapides à six villes de l'ouest des États-Unis. Dès le 31 octobre, Shuttle by United effectuera, au départ de San Francisco, des vols sans escale à destination de Boise (Idaho), Salt Lake City (Utah), Santa Barbara (Californie), Eugene (Oregon), Medford (Oregon) et Spokane (Washington). - (Bloomberg.)

■ **GRÈCE.** Un fort séisme a été enregistré dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 août dans le nord-ouest de la Grèce, près de la frontière albanaise. Il n'y a pas fait de victimes mais a provoqué d'importants dégâts matériels. - (AFP.)

■ **SINGAPOUR.** En juin, période propice aux déplacements des habitants de Singapour en raison des vacances scolaires qui commencent au début du mois, la compagnie Singapore Airlines a transporté 1,005 million de voyageurs, ce qui représente une hausse de son trafic passagers de 14,1 % par rapport à juin 1995. - (Bloomberg.)

■ **CASINOS VOLANTS.** Plusieurs compagnies aériennes, en tête desquelles Singapore Airlines, Swissair et British Airways, se sont associées pour protester contre la décision des États-Unis d'interdire les jeux d'argent (poker, roulette, black jack) à bord des avions des compagnies américaines et des compagnies étrangères opérant à l'arrivée ou au départ des villes américaines. Elles estiment que cette mesure enfreint le droit international. L'association, vieille de deux ans, regroupe également Air New Zealand, All Nippon Airways, Japan Airlines, Japan Air System, KLM, Lufthansa, Qantas et TAP Air Portugal. - (AP.)

PARIS EN VISITE

Samedi 10 août

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 heures, rue d'Arcole (Paris autr.).

■ **LE SENTIER** et la cour des Miracles (50 F), 10 h 30 et 14 h 30, 3, place des Victoires (Frédérique Jannet).

■ **L'ANCIEN ENCLOS SAINT-LAURENT** et son quartier (60 F), 11 heures, sortie du métro Châteaud'Éau (Vincent de Langlade).

■ **DU QUARTIER LATIN** au Forum des Halles (50 F), 11 heures, place Saint-Michel, devant la fontaine (La Parisienne).

■ **MARAIS** : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 11 h 30 ; la peinture française du XVIIIe siècle, de Poussin à Le Brun, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE 5e ARRONDISSEMENT** : énigmes, coutumes et légendes (40 F), 14 heures, angle du boulevard Saint-Germain et du boulevard Saint-Michel, devant le square (Sauvegarde du Paris historique).

■ **LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE** (55 F), 14 h 30, au pied des marches de l'Opéra-Bastille (Europ expro).

■ **L'HÔTEL POTOCKI**, siège de la chambre de commerce (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, 27, avenue de Friedland (Isabelle Hanlier).

■ **MUSÉE CARNAVALET** : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30,

23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN** (35 F), 14 h 30, entrée angle des rues Balard et Saint-Charles (Ville de Paris).

■ **AUTOUR DE LA PRISON DE LA SANTÉ** (60 F), 15 heures, sortie du métro Glacière (Vincent de Langlade).

■ **LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

■ **LE CIMETÈRE DU MONTPARNAISE** (37 F), 15 heures, 3, boulevard Edgar-Quinet (Monuments historiques).

■ **L'HÔTEL D'ÉVREUX**, dans l'ensemble de la place Vendôme (37 F), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ **L'HÔTEL DE SAGAN**, ambassade de Pologne (carte d'identité, 55 F + prix d'entrée), 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Paris et son histoire).

■ **L'HÔTEL DE SOUBISE** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

■ **JARDINS DE NATION À DAUMESNIL** (50 F), 15 heures, angle de la place de la Nation et de la rue Fabre-d'Églantier (Emilie de Langlade).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 15 heures, en haut du funiculaire (Paris autr.).

■ **LE QUARTIER MOUFFETARD** (50 F), 15 heures, sortie du métro Monge, côté place Monge (Paris passé, présent).

JEUX

LE MONDE

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.com
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 44-08-78-30
Index et microfiches : (1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-08-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,29 F/min)
Le Monde est édité par la SA Le Monde, gérée par un conseil d'administration et un conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications ISSN : 0395-2037 n° 37 457.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex, PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morin

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08
Tél : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE POLAR AU FÉMININ

VIENT DE PARAÎTRE - 13 F

FESTIVAL. L'intercélétique de Lorient rassemble, chaque année, des centaines de milliers de participants venus de tous les horizons du monde celtique (Bretagne, Irlande,

pays de Galles, Galice...). Concerts et manifestations diverses se déroulent dans une atmosphère joyeuse pour célébrer la langue, les musiques, les traditions celtiques

jours bien vivantes après des siècles de répression. **LE MINISTRE** de la culture irlandais, Michael D. Higgins, s'est déplacé pour assister au festival qui marque également la fin de

l'« Imaginaire irlandais », série de manifestations culturelles qui, depuis le printemps, ont permis de faire connaître en France les artistes de l'île. **LE CHANTEUR** Gilles Ser-

vat a rendu un émouvant hommage à Glennmor, chanteur écossais et poète, grande figure de la culture bretonne, qui est mort au mois de juin dernier.

Lorient célèbre une « celtitude » européenne et l'antimondialisation

Le 26^e Festival intercélétique rassemble plusieurs centaines de milliers de spectateurs jusqu'au 11 août. Il démontre le dynamisme d'une culture et de traditions pourtant longtemps humiliées et bannies

LORIENT
de notre envoyé spécial
Le son de la bombarde, « espigle et triomphale », comme l'écrivait le poète breton Xavier Grall, est algèbre, dit-on volontiers, algèbre ou nasalard. La bombarde est un instrument à vent de la famille des hautbois, à deux anches, qu'on retrouve en Afrique du Nord sous le nom de ghaita, et qui, sous sa forme tempérée, est devenu un instrument de musique de chambre au XVIII^e siècle, mais qui, dans sa version populaire, est resté extrêmement puissant, tonique et pénétrant.

En fait, c'est un engin proprement redoutable, qui perce les murailles, les double-vitrages des hôtels les mieux dotés, où l'on vous propose, en même temps que la clé de la chambre, une paire de boules Quies, en vain, parce que la bombarde vient sous trois épaisseurs d'oreillers vous percer le tympan, avec l'air d'un vilainetiquin. Le couple biniou-bombarde est l'ornement inévitable de la Bretagne, il est omniprésent, insistant, têtu, et, à défaut d'être gracieux, il est très entraînant.

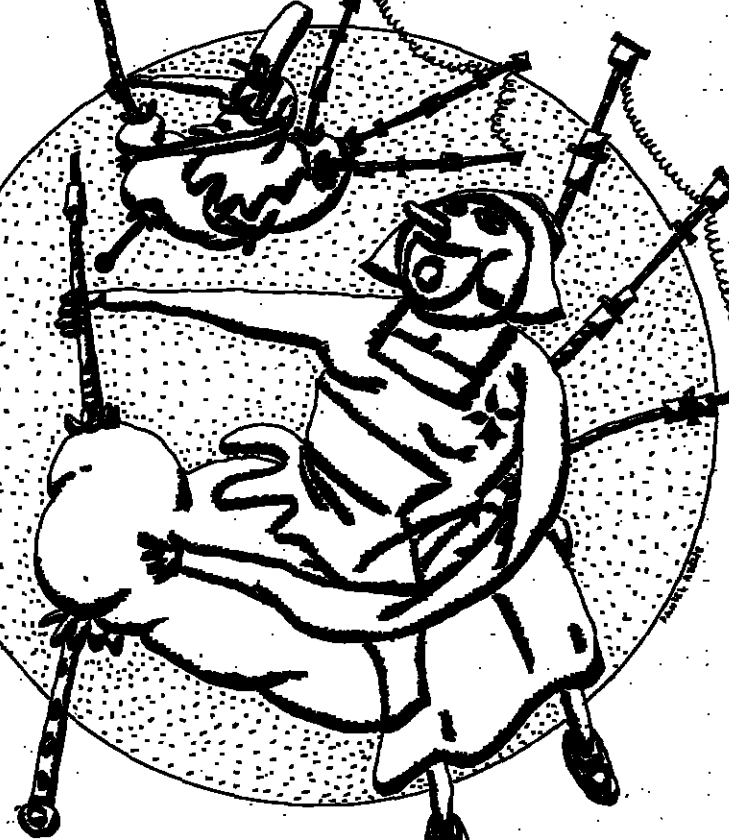
Le 26^e Festival intercélétique de Lorient (FIL) est en passe de battre des records, dépassant les résultats de l'an dernier, où l'on avait attendu et vu 3 500 musiciens, accueilli 300 000 festivaliers (plus qu'Avignon, avec beaucoup moins de subventions), et dégagé 60 millions de francs de retombées financières pour la ville. Après des siècles d'humiliations diverses, la celtitude porte beau. Fini le temps où il était urgent d'être français comme tout le monde, où il fallait aérer les esprits comme les

bocages, où il était interdit de parler breton, de porter ou donner un prénom breton, de mettre un autocollant breton sur sa voiture, sous peine d'amende, où les Bretons faisaient un gros complexe de ploucaille, où Bécassine était l'archétype de la bonne bretonne, importée, comme aujourd'hui les Portugaises.

« Ma grand-mère, qui a cent un ans, se souvient Jean-Pierre Pichard, cinquantenaire, secrétaire général du FIL, et auteur d'un ouvrage indispensable, *Le Whisky sans peine*, aux éditions Coop Breizh, m'a raconté qu'en venant à Paris elle avait rangé sa coiffe pour ne pas être ridiculisée avec ses signes extérieurs de bretonnitude... »

La génération précédente était encore victime d'un sentiment d'infériorité que le pouvoir central, Paris, les rois et les républiques, avaient pris soin d'entretenir. Il y avait des fêtes de Cornouaille, un festival de Brest, avec championnat des bagadoù (un bagad, au pluriel des bagadoù, est une troupe de musiciens, généralement composée de cornemuses, bombarde et tambours), des petits rassemblements de Bretons un peu déprimés, tournés vers le passé, les valeurs d'« avant », et surveillés par les renseignements généraux.

Un jour le festival de Brest a trouvé que son déficit (80 000 francs) était insupportable et a fermé ses portes. L'année suivante, le festival redémarrait à Lorient, avec les



DESSIN DANIEL AZÉLÉ

mêmes manifestations, mais un autre état d'esprit, moins conservateur, plus ouvert. Jean-Pierre Pichard y prend part dès le début : « Mon idée était que le festival devait s'ouvrir sur l'étranger, s'appuyer sur des cultures celtiques qui ont le droit d'être celtiques aux yeux des Parisiens,

puisqu'elles sont étrangères. Je voulais aussi étendre le festival à d'autres formes d'expression, au folk, aux arts plastiques, à la littérature, et utiliser des technologies modernes. Avant il suffisait d'être un pur Breton, et tant pis si les micros portaient. Aujourd'hui, ça ne suffit plus. »

Les étrangers sont très ouverts et présents au FIL, avec une forte proportion d'Italiens du Nord, comme Michele Crosti qui couvre l'événement depuis quinze ans pour la Radio Popolare de Milan. C'est que les Italiens du Nord étaient celtiques, jusqu'à l'invasion romaine au I^{er} siècle avant J.-C., comme la majorité de l'Europe était celtique, des ancêtres des Parisiens, les Parisii, en passant par les Belges, les Helètes, autres peuples celtiques.

La puissance de Rome a occulté la celtitude, renvoyée ainsi à l'obscurité vaguement inquiétante du monde païen. La ville de Venise, dernier peuple à avoir tenu tête à César, a même fêté les deux mille ans de l'arrivée des Romains. On fait tout de même remarquer que la croix celtique existait des milliers d'années avant l'ère chrétienne en France, et que la Trinité n'est pas responsable de Jean-Marie Le Pen, ni la Bretagne, qui ne lui donne pas beaucoup de voix.

En revanche, les Bretons, comme les Alsaciens, ont voté en force pour Maastricht. Avec un certain flegme, la celtitude défend la diversité des cultures, le respect des singularités et des langues, s'élève contre la mondialisation, le libéralisme Thatcherien, l'invasion américaine par le Coca, les McDonald's (celui de Lorient est quand même au plus bel emplacement commercial de la ville...), la non-écoute pour chiens, les feuilletons télévisés, etc. Comme l'exprime Jean-Pierre Pichard, « la

culture précède l'économie dans ce genre de phénomène. Selon le marketing américain, le principal obstacle à la pénétration des produits made in USA en Europe, c'est la diversité des cultures ».

Le monde celtique cependant semble ignorer les frontières. On parle encore gaélique en Nouvelle-Écosse, au Canada. Le plus grand festival celtique américain est à Milwaukee (Wisconsin), presque aussi important que celui de Lorient, suivi des festivals de Washington et de Dallas. Même l'US Air Force a ses joueurs de cornemuse. Il y a des cornemuses partout, en Louisiane, dans l'armée du roi Hussein, dans l'armée égyptienne, sur les dromadaires à Oman... Lors de la dernière quinzaine bretonne à Shanghai, les organisateurs de festu-noz ont vu les Chinois danser la gavotte dans des boîtes de nuit jusqu'à une heure avancée.

On passe ainsi sur l'autre versant de ce terme ambigu de celtitude, forgé d'après celui de « négritude ». La celtitude est, pour sa part, sombre, un sentiment triste et nostalgique, celui d'un peuple vaincu, à qui on a pris sa terre, ses droits, sa langue et la plupart de ses usages. Pour sa part la plus claire et positive, c'est l'émotion d'appartenir à une collectivité culturelle qui dépasse les frontières des nations, qui peut prétendre résister aux grands bouleversements économiques et culturels lancés par l'Amérique. C'est ce qui permet aussi depuis des années de voir danser ensemble, à Lorient, les Irlandais du Sud et ceux du Nord.

Michel Braudeau

Gilles Servat chante en plusieurs langues sa patrie, le breton

Le barde de Locoal-Mendon présente à Lorient son nouvel album, « Sur les quais de Dublin »

LORIENT
de notre envoyé spécial
Entre Gilles Servat et le Festival intercélétique de Lorient, c'est un peu une vieille amitié. L'un et l'autre ont pris leur envol en même temps. Depuis que la manifestation existe, le chanteur s'y produit régulièrement. Le soir du 6 août, entouré de six musiciens et de nombreux invités, il a présenté au Parc des expositions, seul lieu de la ville susceptible de pouvoir recevoir son vaste public, un spectacle ambitieux et de qualité, reflet de son dernier album *Sur les quais de Dublin* (Columbia).

Si ces dernières années Gilles Servat, l'un des hommes-céles de la vague bretonne des années 70, traînait quelques faiblesses, il a désormais retrouvé sa verve créatrice. Lorsque d'une voix chaude et grave il scande : « Ne jamais se soumettre et désirer toujours/Nourrir des utopies et manger des chimères/Aimer l'intensité des instants éphémères... » (*Les Derniers Rayons*), on sent le souffle de l'écrit traverser la salle. Grande émotion également quand surgissent des ensembles la voix et sur un écran le visage de Glennmor, dont il interprète ensuite l'un de ses textes les plus célèbres, *Kan bale nevenoe*.

« **CULTURE TELLEMENT VASTE** »
Le public ommette cet hommage au chanteur, écrivain et poète décédé le 18 juin. Un ami de Gilles Servat, celui qui lui a donné l'audace et le courage de se lancer. Glennmor fut l'une des figures majeures de la culture bretonne, « une culture que je fréquente mais dont j'ai tout à apprendre », rectifie Servat quand on l'érige en porte-parole. « Je suis partie prenante dans son expression mais je n'ai pas la prétention de la représenter. Elle est tellement vaste ! Par exemple, j'ai commencé à travailler avec un bagad il y a deux ans. Jusque-là, je connaissais très superficiellement la musique de ces ensembles. »

A l'instar de Dan Ar Braz pour

L'Héritage des Celtes, Gilles Servat a fait intervenir un bagad sur son dernier album. Celui de Locoal-Mendon, son village, qu'il a convoqué pour le concert de Lorient. Quand un essaim de cornemuses, bombarde et batteries s'empare de la scène, la musique prend soudain une force impérieuse, saisissante. Outre le bagad de Locoal-Mendon, il a aussi invité l'épateur guitariste Jacques Pellet et Ronnie Drew — une voix aux profondeurs abyssales — ancien chanteur des Dubliners, tous les deux présents sur le dernier disque.

Même s'il apprend le breton seulement à l'âge de vingt-cinq ans (« Mes parents, nés à Nantes, ne le parlaient pas », précise-t-il), dès le début de sa carrière il s'en montre l'un des plus ardents défenseurs et se réjouit de voir à quel point le statut de celui-ci a

changé aujourd'hui : « Il n'y a pas si longtemps, on vivait encore sur le souvenir des années 40. La langue bretonne était assimilée aux nazis, aux collabos. Tout cela s'est heureusement modifié. Maintenant, il existe des écoles bilingues. Il en faut-il plus ! »

D'UNE LANGUE À L'AUTRE

Adeptes déclarés du bilinguisme, Gilles Servat ne se prive pas du plaisir de passer d'une langue à l'autre dans une même chanson, incitant parfois son public à chanter le refrain en breton et se réservant les couplets en français. Il utilise aussi le gaélique et l'anglais, appris pour faire plaisir à ses amis irlandais. Ceux du Connemara, un endroit perdu et paisible où il aime se retirer pour écrire (son deuxième roman, *La Navigation de Myrdhin*, est récemment paru aux éditions Atalante). « C'est

presque un rapport d'amour avec un coin, une île à laquelle on accède à marée basse avec un cimetière sur la plage. Un pays où on se retrouve face à la nature, terrible, forte. » Un pays où l'on prend la mesure du désirable, où l'essentiel éclipse les frivolités.

Avec le temps, les rugosités de la rébellion se sont émoussées. Le verbe est devenu moins vif. Mais il reste toujours chez Servat une flamme insoumise. Avec une rageuse conviction, il déploie comme un étendard les mots de Pex Jakez Hélias : « Le breton est ma patrie. Tout le reste est géographique. » (*Ar bre zong eo ma bro*).

Patrick Labasse

★ *Sur les quais de Dublin* : 1 CD Columbia, Col 48 41 51 2. Gilles Servat en concert à l'Olympia, le 19 novembre.

M. Higgins, ministre, poète et partisan

de notre envoyé spécial

Le ministre de la culture irlandais, Michael D. Higgins, était présent à Lorient où s'est achevé l'« Imaginaire irlandais », un ensemble de manifestations conçu il y a deux ans par François Mitterrand et Mary Robinson, présidente de la République d'Irlande (*Le Monde* du 16 mars 1996). Danses, concerts, lectures, expositions de tableaux, notamment ceux de treize femmes peintres réunies à Lorient par une galerie de Galway, Deborah Evers, étaient au programme.

Il n'est pas rare qu'on rapproche M. Higgins de Jack Lang. Non pour le physique, M. Higgins est de petite taille, le crâne ceint d'une longue frange de cheveux blancs, la voix perchée, l'œil impédon derrière les lunettes, le geste vif, emporté par son propos, mais pour ses idées et son ardeur à les défendre. M. Higgins, qui est né en 1941 à Limerick, a été maire de Galway, député du labour, puis porte-parole et enfin pré-

sident du même parti de 1978 à 1987 avant de devenir ministre en 1993, met à défendre la culture irlandaise la même fougue que Jack Lang a opposée au GATT et à vouloir protéger l'exception culturelle, en matière de cinéma notamment.

Michael D. Higgins a l'avantage sur beaucoup de ses collègues dans le monde d'être non seulement le ministre de la culture, mais aussi celui de la radio et de la télévision et de la défense de la langue. Il est à l'origine de la création d'une chaîne de télévision dédiée au gaélique, qui est, au-delà du symbole, la langue quotidienne des Irlandais de la côte ouest. « Nous pouvons créer des emplois, développer l'audiovisuel dans cette région, nous devons surtout montrer qu'il n'y a pas que l'anglais sur les ondes. C'est une affaire politique, sans aucun doute, c'est aussi une affaire culturelle. Les Irlandais ont le droit d'avoir accès à leur culture propre et d'être en contact facilement avec les cultures européennes, pas seulement celle de Londres. »

Attaqué dans une partie de la presse par ceux qui verraient d'un oeil placide les écrans irlandais envahis par les productions nord-américaines les plus ordinaires, M. Higgins a fermement appelé chaque acteur de la vie culturelle, des producteurs aux artistes, à s'engager personnellement dans ce combat pour la dignité et l'indépendance. « Si l'histoire ne retiendra que les uns et les autres ont fait leurs petites affaires et ont plié bagage... Il sera difficile d'accepter une seconde fois au cours de ce siècle l'idée que les intellectuels « ne savaient pas ». Souvenez-vous, pendant la montée du fascisme, les intellectuels « ne savaient pas ». Je le dis publiquement, nous sommes au cœur d'un débat très grave sur la culture. Et que des hommes politiques puissent ignorer la culture dans leur programme et dans leur action est profondément inacceptable. C'est pourquoi il est urgent que tous les intellectuels prennent part au débat culturel. »

Le ministre est par ailleurs l'auteur de deux recueils de poèmes, *The Beauty* (1990) et *The Season of Fire* (1993).

Jean-Jacques Lerrant

M. B.

Louis Pons, ou l'art d'aménager les restes

LOUIS PONS, « Etat des lieux » (1964-1996). Dessins et montages. Centre d'art contemporain de Noyers-sur-Serein, Yonne. Jusqu'au 15 septembre, tous les jours de 11 heures à 19 heures. Le catalogue contient des textes de Pons et une étude de Gilbert Lascault.

Ils sont quelques singuliers dans l'art actuel à travailler sur le déchet, l'épave, et à les choisir comme matériaux de la création. Les uns, pour signifier leur mépris des valeurs convenues et charger d'une force philosophique l'incertitude des choses abandonnées. Les autres, pour exalter leur propre pouvoir en réinventant existence et qualité aux objets de rebut qu'ils ont collectés. Louis Pons est de ceux-ci qui, depuis 1959, compose des reliefs, des boîtes, des reliquaires en maillots, dans une invention souvent ironique, le hasard et le désordre de ses trouvailles.

L'exposition qui lui est consacrée au Centre d'art contemporain de Noyers-sur-Serein, dans une maison médiévale, montre

les sources et l'unité d'un art de visionnaire. A Marseille, où il a accompli un parcours parallèle à celui de Fred Deux, Louis Pons commença sa carrière comme dessinateur dans les journaux issus de la Résistance. Quelques caricatures rappellent Gervais et les grotesques d'inspiration romantique. Un lavas semble un hommage à Constantin Guys. Les grands dessins postérieurs, d'une écriture serrée comme celle d'un graveur, marquent le départ vers le fantastique avec des créatures nées des combinaisons de l'encre, du magma des trames enchevêtrées.

Quand il abandonne le dessin pour les assemblages, Louis Pons continue les explorations de l'obscur, saisissant dans la provocation des déchets l'occasion d'engendrer quelques monstres composites empruntant au rat, au poisson, à l'oiseau : une fameuse bas-fonds nourrie des cauchemars, que la glu, les clous, l'emballage de ficelles transforment en ménagerie diabolique subtilement apprivoisée.

L'imaginaire de Louis Pons fonctionne selon la logique surréaliste des accouplements incongrus à partir de l'« ignominie » des rebuts dont il fait moisson. Avec beaucoup d'art, il joue du délabrement, des couleurs mêmes de la décrépitude, non sans une distance humoristique comme en témoignent les titres qu'il donne à ses œuvres.

Il n'évite pas toujours le charme anecdotique, le trait où le trop d'esprit, mais, le plus souvent, ses accumulations macabres agissent comme de beaux exorcismes. Ils dégagent une énergie vitale comme certaines statues nègres du culte des morts. Une de ses œuvres majeures est faite d'une vieille couverture dont les préciosités molles, semées de fleurs, ont la grâce d'une allégorie du printemps et de l'amour. Comme Louis Pons écrit aussi, on peut méditer deux de ses aphorismes : « La décharge publique, un musée qui a raté son coup », et : « Mieux vaut un cauchemar bien à soi que le rêve d'un autre ».

Jean-Jacques Lerrant

لوكاز من الأصل

Reims s'interroge sur les différents visages de Clovis

Le 15^e centenaire du baptême du roi franc entre histoire et visite papale

La capitale du champagne est déjà prête à faire face à une invasion touristique. Trois expositions et un spectacle, intitulés « Clovis et la naissance de la France »

peinent à combattre le soupçon de prosélytisme, d'autant que la visite de Jean Paul II aura lieu pendant le colloque international d'histoire.

REIMS

de notre envoyé spécial
Clovis est de retour à Reims. Pour un vrai-faux anniversaire, quinzième centenaire d'un baptême dont chacun sait que ni la période retenue (l'affaire se passait à Noël et non à l'équinoxe de septembre) ni l'année ne correspondent. La justification du millésime tient désormais dans la commémoration du centenaire précédent. Mais cette manifestation, intitulée « XIV^e centenaire du baptême de Clovis et de la France », menée par l'Eglise en pleine affaire Dreyfus, et où l'on exalta « La France soldat de Dieu », n'apparaît, ni du point de vue historique ni du point de vue politique, comme le meilleur repère à invoquer.

Les visiteurs ont mis en vente leur cuvée du baptême de Clovis (105 francs environ pour un premier cru). Les épiciers ont monté en vitrine la moutarde Clovis (au vin provenant de Champagne), disponible en mignonnettes (24 francs). Mais, en dépit de la proximité des cérémonies, le guerrier mérovingien suscite toujours

comme si les travaux d'une centaine de chercheurs pouvaient offrir une sérénité contrepesante scientifique aux déploiements de foule prévus. Reims propose trois expositions et un spectacle : « Clovis et la naissance de la France ». L'emploi de la conjonction, censé mettre à l'abri de toute accusation partisane, est contredit par le prosélytisme du spectacle, qui renvoie un siècle en arrière, d'autant plus curieusement qu'il apparaît en décalage avec l'Eglise. Les paroissiens de la cathédrale ont en effet installé une bande dessinée de leur confection qui narre en douze stations la très vertueuse vie d'un Clovis au visage christique. L'image d'un druide avec serpente devant un feu de tous les diables est ainsi commentée : « Chrétien, Clovis laisse à chacun la liberté de suivre sa religion. » Le roi vainqueur tend la main à nos ancêtres-les-Gaulois. Analysant *La Bataille de Tolbiac* (Ary Scheffer, 1837) où Gaulois et Francs se battent côte à côte, peinture qui ouvre l'exposition consacrée à Clovis au Musée des beaux-arts, Pierre Vaisse relie la scène à la thèse du comte de Boulainvilliers,

siècle dernier. Pour les premiers, qui considèrent Vercingétorix comme le père de la nation, prime l'épisode du vase de Soissons dans l'histoire mérovingienne, pour les autres, qui se retrouvent en Clovis, c'est, évidemment, le baptême.

SAINT OU SOUVERAIN ?

Le conservateur du Musée des beaux-arts de Reims, Véronique Alemany-Dessaint, a écumé musées et églises pour dresser un inventaire des représentations du roi franc du IV^e siècle à nos jours et en rassembler les pièces majeures. Elle a notamment passé en revue les 54 000 tableaux exposés aux Salons de 1815 à 1850, pour n'en trouver que douze concernant Clovis. Au XVII^e siècle, il est moins populaire que Charlemagne, Saint-Louis, Jeanne d'Arc, Duguesclin, Bayard, François I^{er} ou Henri IV. Plus tard, « c'est moins Clovis que l'on célèbre que le roi ou l'artiste, estime Véronique Alemany-Dessaint.

Constantement, la figuration bête entre le saint et le souverain. Il est un Clovis *imperator* paraissant rendre la justice sous un arbre (Natoire, 1736), un Christ entrant à Jérusalem (Robert-Fléury, 1837), un bourgeois entouré de ses peurs (Sorg, 1858). En pleine vague orientaliste, on le retrouvera même dans son bassin, entouré d'un harem, au milieu d'un quelconque office impertinablement saint Remi (Rigo, 1859, commande de l'Etat).

L'art contemporain ignore Clovis, qui ne demeure qu'un sujet de vitrail, à coups de copies naïves (il y a environ quatre cents paroisses dédiées à saint Remi), exception faite de l'œuvre de Chagall (qui l'appelle Clovis). Sur les affiches annonçant les manifestations rémoises, Clovis est une silhouette floue, bleue ou rose, psychédélique, mixte de Christ et de chanteur pop. La bécasse peinte qui annonce dans un style analogue l'exposition du Musée des beaux-arts donne, elle aussi, sa vision contemporaine du guerrier : dans le profil tourné vers le ciel se mêlent les souvenirs de Guevara et de Castro.

Jean-Louis Perrier

L'art techno est arrivé

Avant-garde ou engouement ? Il est prudent de ne pas conclure

« Global Techno II », passage de Retz, 9, rue Charlot, 75003 Paris ; tél. 46-04-37-99. Du mardi au dimanche, de 12 heures à 20 heures ; jusqu'au 15 septembre.

Par « techno », il faut entendre – qui l'ignore encore ? – une musique de danse électronique créée aux Etats-Unis et en Europe dans les années 80. Mais par « techno », il faut entendre aussi – c'est le but d'une exposition que de le démontrer – un mouvement plus large et presque le mot de passe d'une génération de plasticiens autant que de musiciens. Une avant-garde techno ? La chose n'est pas dite en ces termes dénués, bien que le sentiment s'impose d'une cohérence et d'un début d'organisation d'un artiste aux autres, d'un pays aux autres, entre France, Grande-Bretagne, Etats-Unis. Comme il se doit désormais, Internet assurera les liaisons entre groupes. Et, comme il se doit encore, tout cela se veut moderne, technologiquement irréprochable et virtuel à l'occasion.

Que serait donc l'art techno, tel qu'il se révèle ? A première vue, il se caractérise par la diversité de ses moyens et son goût affirmé pour tout ce qui est d'aujourd'hui, qui peut aller jusqu'à la fascination la moins critique ou la satire. Les salles du passage de Retz contiennent donc, pêle-mêle mais disposés adroitement, une vaste collection de moniteurs pour vidéos, d'assemblages d'objets, d'affiches, de dessins, d'installations et même de peintures.

Tous traitent du moment contemporain de manière directe ou indirecte. Cet « aujourd'hui » ne saurait être qu'urbanisé et se vivre dans des métropoles ou leurs banlieues. Les allusions à la signalétique urbaine, au design et à la mode abondent, sous forme de photographies, d'objets et de vêtements, ceux qu'il faudrait porter comme autant de signes de reconnaissance. Cet « aujourd'hui » raffole de la communication, de tout ce qui se branche, se connecte, se ramifie, se répercute, se superpose et se développe en réseaux.

EXALTIATION ET DÉNONCIATION

Il s'exprime allégoriquement dans les tableaux de Peter Malley, vastes schémas géométriques que l'on croirait limités d'un plan de montage pour microprocesseurs. Il s'exprime littéralement par la présence de bornes multimédia avec CD-ROM et d'ordinateurs connectés à Internet. Entre ces deux pôles, les solutions intermédiaires jouent du mélange des genres, de la citation, du pastiche, de l'allusion évidente ou codée. Les plus intéressantes sont aussi les plus distancées, pastiches télé de Pierre Huyghe, peintures délibérément idiotes de Philippe Mayaux, vidéos froidement burlesques de Xavier Veilhan.

Leur présence a pour effet de faire osciller l'exposition entre l'exaltation d'un âge nouveau et la dénonciation de cette utopie qui n'en finit pas d'échouer et de renaître. Le discours techno lui-même, tel qu'il se diffuse par l'intermédiaire des reportages documen-

taires ajoutés au terme du parcours pour l'édification du visiteur, en appelle à la communion, à la fraternité, sinon à l'hyposse collective. Il est étrange que, sous ce même label, s'exposent des œuvres ironiques à l'opposé de ces sermons légitimes.

Il n'est pas moins étrange d'observer que l'art techno suit à la trace le pop. Ce dernier, issu d'une révolution industrielle, hésitait entre l'adoration de la consommation et sa dénonciation, entre le culte de l'objet moderne et la dérision de la dite modernité, entre Liechtenstein et Oldenburg, entre Rosenquist et Warhol. Il se pourrait que les transformations de la société contemporaine suscitent un mouvement comparable, tout juste à ses débuts. Photographie et vidéo se sont substitués au collage et à la sérigraphie, quoique l'image publicitaire demeure la référence première. Les installations d'objets réels extraits de leur contexte ont pris la place des copies fabriquées en plastique et en plâtre, mais la ville reste le grand sujet. Stupeur et refus alternent, comme ils alternaient déjà.

Ce n'est là qu'une comparaison, rien de plus. Elle ne veut rien démontrer, ni que l'on se trouve en présence d'un phénomène de clonage artistique, ni que l'art techno est promis à la même gloire et à la même longévité que le pop art, ni que l'exposition actuelle est la première d'un phénomène de grande importance. Simplement, elle intrigue, elle séduit par endroits, elle agace à d'autres.

Philippe Dagen

La nécessaire réécriture d'« Oberon » de Weber

La nouvelle production salzbourgeoise de cet opéra tente de renouer avec l'esprit d'un festival moins pris d'assaut qu'autrefois

OBERON, de Carl Maria von Weber. Mise en scène : Klaus Metzger. Décors : Klaus Kretschmer. Costumes et marionnettes : Robert Dufveman. Avec Martin Benrath/Robert Gambill (Oberon), Edith Clever/Kirsten Dolberg (Titania), Jane Eaglen (Rezia), Chris Merritt (Hunon), Dagmar Peckova (Fatima), Geert Smits (Scheramin), Orchestre Philharmonia, Sylvain Cambreling (direction).

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Le Festival s'est ouvert le 20 juillet avec le traditionnel *Jedermann*, de Hofmannsthal, et la *Deuxième Symphonie* de Mahler, dirigée par Gilbert Kaplan, puis la reprise du *Raké's Progress*, de Stravinsky, signée Peter Mussbach et Sylvain Cambreling : malgré une distribution parfaite (Upshaw, Hadley, Peterson), il ne remplit pas le Kleines Festspielhaus : pour la majorité des spectateurs musicaux, les places les plus chères (plus de 2 000 francs pour les opéras) demeurent vacantes jusqu'au dernier moment.

Première nouvelle production de l'été, l'Oberon de Weber est un hommage à la vraie tradition du Festival (Bruno Walter l'avait monté en 1932/1934). Créée au Covent Garden en 1826, cette fée d'après Planché, difficile à mettre en scène comme à chanter, reprend les caractéristiques du *singspiel* allemand en les adaptant au goût anglais du mélange des genres, dramatique et burlesque : la partition miraculeuse mais compositrice souffre d'un furet mal ficelé : le chevalier franc Hunon de Bordeaux, condamné par Charle-

magne à aller tuer à Bagdad l'homme qui est assis à la gauche du calife Haroun Al Rachid et à épouser sa fille Rezia, verra ses amours avec elle contrariées par la dispute d'Oberon et de Titania.

Si le XIX^e siècle s'accommodait de cette intrigue alambiquée, le nôtre l'accepte moins aisément. Mahler s'en était inquiété, tirant de la partition orchestrale la matière de mélodrames pour les grands moments non composés de l'action, rétablissant ainsi une continuité dramatique absente. A Salzbourg, Martin Mosebach a réalisé la réécriture complète du livret non chanté : supprimant personnages et épisodes secondaires, il magnifie la joute entre les deux esprits, qui s'amusent des humains comme de marionnettes qu'ils protègent et mettent à l'épreuve tout à la fois.

Joué par les seuls – et formidables – Edith Clever et Martin Benrath, le spectacle trouve une unité nouvelle, mais le texte coupe toujours autant l'atmosphère musicale. D'autant qu'en alignant les solistes de chant au front de scène, Klaus Metzger leur

refuse toute vie, laissant les deux acteurs confrontés à la troupe merveilleuse des Marionnettes de Salzbourg chargée d'évoquer toute l'imagerie médiévo-orientale : instants de théâtre pur et instants de magie délicieusement enfantine.

C'est d'autant plus sensible que Sylvain Cambreling, avec sa précision et son regard analytique, manque du grand souffle romantique requis, et que le chant n'est guère éblouissant. Loin du souvenir d'un Helge Roswaenge, d'une Lotte Lehmann, Chris Merritt est à bout d'une voix usée et inexpressive. Et l'imposante Jane Eaglen, au matériau vocal immense mais encore bien brut, à l'aigu souvent bas, bombarde le fameux air « *Ocean, du Ungeheuer* ». Seuls l'Oberon chanté de Robert Gambill, la joie Fatima de Dagmar Peckova et les superbes Chœurs de Vienne offrent leur part d'émotion à un spectacle raffiné, mais qui demeure plus une curiosité qu'une réhabilitation définitive du dernier ouvrage de Weber.

Pierre Flinois

Mozart et les autres

Salzbourg 1997 : un programme sans concessions à tels chefs en renom. Voilà ce qu'a annoncé Gérard Mortier : Mozart d'abord. Trois nouveautés : *Mitridate*, par Jonathan Miller et Roger Norrington, *L'Enlèvement au sérail* (Abou Salem/Marc Minkowski), *La Flûte enchantée* (Dohnanyi) et deux reprises : le somptueux *Lucio Silla*, de Peter Mussbach et Sylvain Cambreling, et la légendaire *Clémence de Titus*, de Karl Ernst Hermann et Gustav Kuhn. En parallèle, quatre chefs-d'œuvre : *Pelléas et Mélisande*, de Debussy (Robert Wilson/Cambreling), *Wozzeck*, d'Alban Berg (Claudio Abbado/Peter Stein), *Le Grand Macabre*, de György Ligeti (Peter Sellars/Ena Pekka Salonen) et la reprise du *Boris Godounov*, de Moussorgski, dirigé par Valery Gergiev.

Le Monde cet été

Nouvelles vagues

Nos correspondants à l'étranger ont rencontré des jeunes qui sont déjà des acteurs de la vie sociale et culturelle dans leur pays.

jusqu'au 17 août

Le piéton des Balkans

Un journal de voyage de François Maspero.

du 19 au 24 août

L'Amérique de la deuxième chance

Sylvie Kauffmann dessine un autre visage de la société américaine à la veille de l'élection présidentielle.

du 26 au 31 août

Séries noires en série

Des nouvelles inédites signées Thierry Jonquet, Daniel Picouly et Marc Villard.

chaque vendredi (daté samedi) jusqu'au 23 août

هكذا من الأصل

AVANT-GARDE
OU SIMULACRE ?
Polémique sur
la « Revue de littérature
générale »
des éditions POL
page 20



CORRIDA
Ce monde
qui disparaît
page 21

Le Monde LIVRES

VENDREDI 9 AOÛT 1996

PORTRAIT
Tristan Tzara
page 24

L'AUTRE ISLAM
Des souff
aux marabouts,
une histoire
du mysticisme
musulman
page 22



Léon Bloy, la colère du Pauvre

On ne connaissait,
jusqu'à présent, que la
version du « Journal »
éditée par les soins
de l'écrivain. Moins
édifiant, plus humain,
son « Journal inédit »
permet de retrouver
l'écriture de houle
et de lave de ce
perpétuel insoumis

Léon Bloy n'est pas Amiel, et lorsqu'il écrit (et publie) son *Journal* il ne se soucie nullement d'établir la courbe des températures et des états de son âme, de donner à lire quelques secrets de son moi profond, ou encore de démontrer combien sont multiples et intéressants les détours empruntés, jour après jour, par le cœur humain. Retranscrite - à l'instar des Goncourt, de Jules Renard ou de Léautaud - tout ce qui lui passe devant le regard ne le préoccupe guère plus : travers des contemporains, anecdotes assassines sur la vie des lettres, occasions pour mots d'esprit bien balancés... Nous sommes loin également des examens de conscience de Gide ou même des aide-mémoires de Claudel. Non, d'emblée le propos, qui fait la sin-

Patrick Kéchichian

gulière grandeur de cette œuvre, est (implicitement) tout autre : spirituel autant que littéraire, il relève de ce qu'on appelait, dans les maisons d'éducation catholique - que d'ailleurs ce converti autodidacte ne fréquenta jamais - d'un mot devenu lourdement péjoratif : l'édification.

Mais édifier qui ? D'abord soi-même. Au travers de mille tribulations littéraires, presque toujours liées à sa survie matérielle et à celle de sa famille, entre les lignes du compte très exact qu'il tient de ses journées - messe et communion quotidiennes, écriture, quête toujours recommandée de moyens de subsistance, courrier énorme... - Léon Bloy cherche (et trouve) le modèle absolu auquel il veut correspondre. Cette figure est celle du Pauvre - le Pauvre des Béatitudes transposé dans les banlieues d'une société industrielle qui écarte ses indigents et protège ses nantis. Écrire, être écrivain, c'est plier son être propre, le conformer à ce modèle, ne l'abandonner à rien sinon à Dieu, écarté enfin, ou vilipendé, tout ce qui vient gêner cette farouche ardeur mystique : telle est la tâche que s'est fixée le converti - celui que son Dieu a retourné comme un gant. Pour Bloy, bien au-dessus de la sincérité, sentiment bien pusillanime et tarte à la crème des diaristes, il y a la vérité qui dilate le désir, la loi qui rend libre.

Ce *Journal* a ainsi son « héros », qui n'est pas, ou pas totalement, le moi de l'écrivain, même si, dans ces pages, ce moi pèse de tout son poids de sang et de colère. Incarnation du créancier éternel, assumant ce rôle d'une manière consciente et volontariste, l'auteur du *Sang du Pauvre*, au nom de cette figure christique qu'il imite, réclame son dû à son débiteur éternel - le Riche, le Bourgeois. D'une manière sauvage, Bloy, par sa dialectique du

Pauvre et du Riche, qu'il développe jusqu'à ses dernières conséquences, par son symbolisme de l'Argent, anticipe certaines pages de Péguy.

En ces années 1892-1895, Léon Bloy s'achemine vers une cinquantaine forte, une pleine maturité littéraire.

Après des années très noires et passablement déboussolées, qu'on croirait imaginées par quelque romancier naturaliste, après plusieurs liaisons qui ont pour point commun la mort et la folie, le mariage - en 1890, avec Jeanne Molbech, protestante danoise qui embrasse bientôt un catholicisme tout aussi



Août 1901 : Léon Bloy en famille, au Ker Saint-Roch

ardent que le sien (1) - donne peu à peu à l'homme de lettres une certaine stabilité affective. Seulement affective : cette « sortie » du naturalisme (Bloy prononce en mars-avril 1891, à Copenhague, une série de conférences intitulée « Les Funérailles du naturalisme ») n'atténue pas, bien au contraire, l'impétuosité illuminée et fervente de Bloy. Avec constance, cet insoumis perpétuel continue de tremper sa plume dans l'encre la plus flamboyante, la plus corrosive ; grand inquisiteur devant l'éternel et devant son siècle, il s'extingue lui-même de ses excès verbaux : « J'ai ainsi, s'il plaît à Dieu, m'exaspérant de plus en plus, prodigué une carresse tous les six mois et dix mille claques chaque jour, sourd à toute prudence comme à toute crainte. »

Les directeurs de journaux, même lorsqu'ils partagent ses très catholiques convictions, s'effraient des outrances de Bloy et s'empressent de renvoyer l'entrepreneur graphomane. Après *Le Chat noir* et l'éphémère aventure du *Pai* en 1885 (2), le *Gil Blas*, où il publie des critiques puis, à partir de 1892, les nouvelles qui deviendront *Sœur de sang* et *Histoires désoyables*, est la dernière publication qui accueille les articles de « l'entrepreneur de démolitions » ; il sera congédié en 1894. Sur le plan littéraire, il y a eu, en 1887, la parution du roman *Le Désespéré*, qui formera, avec *La Femme pauvre* dix ans plus tard, le grand diptyque autobiographique de Bloy. Dans la littérature française de cette fin de siècle, ces deux romans constituent comme

une formidable excoissance, une sorte de débordement, de houle, de lave incandescente ; et ils demeurent toujours aussi irrécupérables !

1892 donc. C'est l'année où paraît *Le Salut par les Juifs*. Ce livre, qui passera d'ailleurs presque inaperçu et dont la lecture peut encore fortement heurter la sensibilité du lecteur, est au cœur de la spiritualité bloyenne ; il est, sous une forme difficile à déchiffrer, l'approche de son secret le plus intime. L'ouvrage, bref, écrit entre juin et septembre, constitue en outre la première grande lecture catholique moderne du mystère d'Israël, loin de l'antisémitisme d'un Drumont, contre lequel l'ouvrage est écrit. A propos de ce livre, l'écrivain avouera, en 1905 à Raïssa Mar-

tain, qu'il « représente, en un raccourci étonnant, des années de travaux, de prières et de douleurs, qui ont été tout à fait hors de mesure (3) ».

En cette même année 1892, Léon Bloy commence, sur de grands registres de comptes, à rédiger son *Journal*. Il ne l'interrompra que quelques mois avant sa mort (3 novembre 1917). En 1898, il en publie, sous le titre *Le Mendiant ingrat*, un premier volume, qui couvre les années 1892-1895. Six autres paraîtront dans les années suivantes, et un dernier posthume. Jusqu'à aujourd'hui, les lecteurs de Bloy ne connaissent que cette version éditée par les soins de l'écrivain (4). Grâce au travail de Pierre Glaudes et Michel Malicet, un premier volume (il y en aura deux autres) de ce *Journal inédit* est donc révélé.

En effet, à mettre en regard les deux versions, on prend très vite conscience du réaménagement considérable du texte auquel Bloy s'est livré pour sa publication : non seulement en termes de longueur - 1 500 pages contre à peine 200 pour *Le Mendiant ingrat* - mais surtout pour ce qui est de la substance même du texte et du projet littéraire du diariste. C'est un passionnant chantier d'études comparées qui s'ouvre ainsi. A notre connaissance, il n'en existait aucun de cette ampleur et de cette nature. Et il n'intéressera pas seulement les bloyens, mais aussi les amateurs ou les spécialistes des littératures autobiographiques et intimes (5).

Qu'on ne s'attende pas à prendre Bloy en défaut, ou en contradiction avec lui-même. Il ne s'agit pas davantage, d'une version à l'autre, de dissimuler son vrai visage, ou de le farder. Certes, le *Journal inédit* insiste sur quelques péchés bien vénéralisés - le goût de l'absinthe par exemple, ou des stations prolongées dans les cafés. Mais si les traits de Bloy se trouvent ainsi mieux rendus, plus tremblants et proches, plus réels, la voix reste la même : tonifiante, emportée, résolument intolérante, péchant sans cesse par excès... Les remaniements des suppressions : à la fin du *Mendiant ingrat*, qui marque le terme de cette terrible année 1895, apostrophe de douleur - où meurent les deux petits garçons de Bloy, André et Pierre -, quelques pages admirables ont été ajoutées : elles ne sont pas moins tremblantes d'avoir été écrites après coup.

« Tout ce qui arrive est adorable, parfaitement adorable, et je suis brûlé de larmes... », écrit Bloy, recré de souffrances, à son ami le peintre Henry de Groux. Phrase effrayante si l'on veut, folle, inadmissible peut-être... Signe cependant de cette dilatation du désir et de cette non-retenue de soi qui donne sens à l'œuvre comme à la vie - à la vocation - de ce grand « pèlerin de l'absolu ».

(1) Les très belles *Lettres* à la fiancée de Bloy ont été rééditées au Castor asuel en 1990.

(2) Les cinq numéros du *Pai* ont été réédités en fac-similé chez Obsidiane en 1990.

(3) Sur ce sujet, voir notamment le livre de Jacques Petit, *Bernanos, Bloy, Claudel, Péguy. Quatre écrivains catholiques face à Israël* (Calmann-Lévy, 1972).

(4) Quatre tomes dans le cadre des *Œuvres complètes*, publiées par Joseph Ballery et Jacques Petit, entre 1936 et 1963, au Mercure de France.

(5) Ce travail a déjà commencé : voir le troisième numéro de la série *Léon Bloy* dans la *Revue des lettres modernes*, préparé par Pierre Glaudes et intitulé *Journal intime, Journal littéraire, l'année 1892* (éd. Lettres modernes, 218 p., 200 F.).

JOURNAL INÉDIT
tome I (1892-1895)
de Léon Bloy.
Édition établie par Michel Malicet et Pierre Glaudes.
L'Age d'Homme, 1 500 p., 350 F.

Au grand bal des poètes

Le Chat noir : un cabaret et une revue où se mêlèrent illustres et inconnus

LES POÈTES DU CHAT NOIR
Choix et présentation
d'André Velter.
Coll. « Poésie/Gallimard »,
504 p., 63 F.

Le Chat noir a misé sur seize ans, puis il est mort. Seize ans, de 1881 à 1897, à l'enseigne du film ténébreux, la poésie parisienne s'est réunie le soir dans un cabaret pour dire ses œuvres et les a imprimées dans un hebdomadaire placé lui-même sous l'invocation de l'animal du diable. L'histoire est connue, ne serait-ce qu'à cause de son pittoresque montmartrois, de Bruant, de l'affiche de Steinlen et des anecdotes qui ont couru sur Rodolphe Salis, fondateur de l'établissement, et sur les soirées qu'il organisait, canularsques et loufoques.

A cette légende, André Velter consent quelques pages dans sa préface, mais affirme à juste titre que l'essentiel du Chat noir est ailleurs : dans la rencontre de Cros et de Verlaine, de Mallarmé et d'Alfred Assolant, de Villiers de l'Isle-Adam, de Samain et de Richpin, de Moréas et de Banville. Tous les poètes du moment se sont côtoyés dans la salle et la revue. Ils y ont croisé

des peintres et des musiciens dont ils ont ou n'ont pas compris les convictions. Ils y ont vu s'asseoir Bloy et Zola, Valéry et le prince Jérôme Bonaparte. Leurs idées se sont affrontées, toutes sortes d'idées de toutes origines, anarchistes et chrétiennes, naturalistes et symbolistes, les unes parodiées ou anéantissant les autres et réciproquement. Autrement dit : Le Chat noir fut ce qui manque à notre aujourd'hui bien comme il faut et dont rêve Velter, « un lieu qui n'existe plus, où se seraient côtoyés poètes de renom, compositeurs, musiciens, dessinateurs, paroliers, dramaturges, monologues ».

Considérée du point de vue de l'histoire littéraire, la liste des auteurs du Chat noir laisse donc rêveur : il n'y manque aucune figure majeure du dernier quart du siècle, si ce n'est Laforgue. La table des matières de l'anthologie lui ressemble : elle cultive l'incongruité, elle refuse les commodités d'un classement par écoles. Elle accueille dans la plus extravagante promiscuité un par-

fait inconnu et une gloire des lettres françaises. Elle rapproche Gabriel Vicaire et Henri Beauclaire, les pasticheurs hilarants des *Délices d'Adoré Flopette*, de plusieurs de leurs victimes, à commencer par Mallarmé, dont la *Prose pour des Esseintes*, revue par leurs soins, finit sur ce quatrain :

Mais ils disent le mot : Chou-
[chou,
- Né pour du papier
[de Hollande,
Et les voilà seuls,
[dans la lande,
Sous le trop petit
[caoutchouc !
De tels détournements abondent, les auteurs du Chat noir ayant eu pour premier soin de mettre à l'épreuve leurs prédé-

cesseurs afin de se libérer de toute influence. Ils parodient et donnent dans l'outrance, poussant à son paroxysme quelque rhétorique avant de l'abandonner. Si la décence ne l'interdisait, on citerait le sonnet *Philosophie* d'Edmond Haraucourt, bouffonnerie scatologique et post-bugolienne. On se rabattra sur les vers ultra-baudelairiens et macabres que Maurice Rollinat se donne pour épigraphe :

C'est le roi du mauvais sort.
Ce fou dont le cadavre dort
L'affreux sommeil de la matière,
Frémit pendant sa vie entière
Et ne songe qu'au cimetière.
A moins que l'on ne préfère le
symbolisme exacerbé à la Pon-

chon :
Sphinx aux yeux d'émeraude,
[angélique vampire,
Elle rêve sous l'or cruel de ses
[frisons ;
La rougeur de sa bouche est
[pareille aux tisons.

Ses yeux sont faux, son cœur
[est faux, son amour pire.
Ponchon, Haraucourt et Rollinat plus encore se révèlent versificateurs fort habiles à user des rythmes les plus courts autant que des plus amples. Virtuoses, ils tirent parti des contraintes que leur imposent les règles du sonnet et de l'acrostiche. C'est du reste l'un des seuls points communs entre tant d'auteurs disparates : ils jouent avec la langue, les assonances, les rimes acrobatiques, les enjambements les plus risqués et les à-peu-près. Ils jouissent du mot et des sons sans se refuser aucun plaisir. C'est là le second enseignement du Chat noir, voluptueux autant que libre - d'autant plus libre qu'il fut plus voluptueux.

Philippe Dagen



« Livres de poche »

Revue ou parodie de littérature générale ?

Au printemps 1995, les éditions POL proposaient le premier numéro de la « Revue de littérature générale ». Originale et dense, cette publication faisait sensation dans le monde un peu endormi des revues. Alors que paraît la deuxième livraison de la « RLG », son projet et son ambition sont contestés

La parution, l'an dernier, du premier numéro de la *Revue de littérature générale* (RLG), sous-titré « La Mécanique lyrique », avait constitué une sorte d'événement. Dans le monde un peu léthargique des revues générales de littérature ou de poésie, quelque chose de peu courant, et même d'a contre-courant voyait le jour. Cela aurait pu rester sans lendemain, tant l'énergie et les moyens développés semblaient grands. Tant l'enthousiasme et la déception guettaient... Cette énergie, on la trouvait d'abord du côté des deux animateurs, Olivier Cadiot et Pierre Alféri, des concepteurs graphiques, artistes de l'ombre, qui donnaient à l'objet son identité visuelle. De l'éditeur enfin, POL, Artois-nous un instant sur ce dernier point. Il arrive encore que des maisons d'édition accueillent sous leur marque et financent une ou plusieurs revues. Mais on sent bien qu'elles le font un peu contraintes et forcées, presque par philanthropie, même souvent de quelque motif tactique, parce qu'un certain prestige reste attaché à cette activité de mécène, et aux sacrifices afférents.

Dans le cas de POL et de la RLG - dont la deuxième livraison, « Digest », aussi passionnante que la première, vient de paraître -, les choses sont radicalement différentes. Par son poids et sa présence, la *Revue*, en effet, ne ressemble guère à une d'annexe et ne constitue visiblement pas une sorte d'appendice dans l'activité générale et habituelle de la maison. Le prix, 50 francs, est comme le symbole d'un acte volontaire, résolu, militant, un bel affront, de plus, fait à la toute-puissante loi du marché. Il y a là, dans ces pages serrées et joueuses, intelligentes mais ne cédant pas à l'esprit de sérieux, un rappel et un développement de ce que défendent et illustrent les éditions POL. Et les idées, les vraies idées sur la littérature - qui, et cela

Un contre-courant salutaire

est bien normal, se discutent (lire ci-contre) - ne sont pas si fréquentes du côté des éditeurs ! De quelques idées s'agit-il ? Et en quoi une revue en est-elle le support privilégié ? Il faut d'abord constater que le temps des *Théories d'ensemble*, comme *Tel quel* avait pu, en son temps, en proposer, est bien révolu. Le repli, ou au contraire l'affirmation individualiste, ne sont pas un fantasme : on travaille à présent pour soi, à son seul bénéfice ; les groupes et les écoles, ces vieilles lunes, ont vécu ; une certaine forme de militantisme littéraire n'a plus cours ; la communauté (même d'idée) est perçue comme une survivance de type spiritueliste.

C'est un peu tout cela que réinventent la RLG et ses concepteurs. Sans lourdeur (malgré le poids réel des numéros...), ni esprit de conquête, en se tournant en tous sens, en réfléchissant sur chacun des sens. Pas du tout en reprenant le modèle des grands anciens, non plus en se posant comme les tenants de quelque néo-modernisme flamboyant, comme des théoriciens, ou des commissaires politiques composant un nouveau credo de la littérature qui aura bientôt valeur de loi. Non, c'est en instituant le mouvement et la vélocité comme mode d'être et de penser, et d'écrire, en libérant ce que les âmes avaient parfois figé, en appliquant des savoirs et des techniques, des arts et des modes d'expression et en parlant pour une manière de théâtre non-euclidien de la rencontre des différences, que les ani-

mateurs de la RLG s'avancent. Et il leur faudrait beaucoup perdre de cet esprit pour tomber dans le maniérisme ou la rhétorique.

Plus encore que « La Mécanique lyrique » l'an dernier, « Digest » donne à voir ce qu'on peut bien désormais appeler l'esprit de la RLG, comme on disait l'esprit de la NRF. Dans un sens très différent il est vrai. L'ampleur de ce cahier (49 sections ou textes sur quelque 500 pages) désempare évidemment toute idée de compteur. Le sommaire reflète un joyeux éclatement : de James Agee à Marcel Proust, William Faulkner, Jacques Roubaud, Jude Stefan, Claude Ollier, Christian Prigent ou Gustave Flaubert... Qu'il suffise donc de dire que l'ensemble de ce cahier obéit à une logique du montage, du remoi et du tissage, de la surface qui lutte contre la finesse profonde - logique dont quelques clefs sont données par Cadiot et Alféri dans les dernières pages, qui prennent, sans lourdeur ni excessive volonté de système, valeur de manifeste provisoire : « L'énergie motrice de l'écriture fut si souvent pensée en termes négatifs qu'il s'est développé une sorte de vulgate du "manque" propre à la France littéraire. (...) Notre petite sélection du "reader's digest" n'est pas destinée à défendre des livres ou à illustrer une théorie générale. (...) Il s'agit plus simplement de donner quelques exemples de constances, pour la lecture et l'écriture... »

Finalement, c'est au désir de mettre en scène et en mouvement la littérature que répond le projet de la *Revue générale de littérature*. A la juxtaposition somnolente ou hiérarchique de textes, la RLG oppose, sous les espèces de la mobilité et du jeu, une nouvelle définition du lyrisme : « Plutôt qu'un affect ou un ton particulier, le "lyrisme" est une affectivité première de l'écriture qui lui donne sa tension... »

Patrick Kéchichian

Dans l'univers confidentiel des revues littéraires, le succès rencontré l'an dernier par le numéro un de la *Revue de littérature générale* avait fait sensation. Compte tenu de l'aspect rébarbatif de la plupart des textes publiés, l'explication la plus souvent avancée fut le rapport quantitatif très avantageux de cette publication : plus de quatre cents pages pour seulement 50 francs. Il était inévitable qu'une telle anomalie éditoriale suscite des jalousies. La preuve venait d'être apportée qu'avec un marketing judicieux, une revue aux ambitions théoriques élevées pouvait créer l'effet. En soi, c'était une excellente nouvelle. Après avoir salué la performance, profitons de la parution du deuxième numéro de la *Revue de littérature générale* pour dire franchement tout le mal que nous pensons de son contenu.

Cette nouvelle livraison confirme les principales orientations du numéro précédent. La présence de nombreux textes de type aveugle - comme on en voit un peu partout dans les écoles d'art - et les incassables caprices typographiques auxquels se livrent les auteurs de la revue - comme si leur but était de pétrifier et de rendre inutilisable tout ce qu'ils touchent (nous y reviendrons) - donnent le sentiment désagréable que cette publication est faite davantage pour être feuilletée, à la manière d'un catalogue, que pour être lue. Passé ce premier écran, on ne peut être que frappé, à la lecture des textes eux-mêmes, par l'absence de dimension critique de la revue - absence compensée, il est vrai, dans ce numéro comme dans le précédent, par toutes sortes de boucliers théoriques et par un certain nombre de cautions prestigieuses, d'alibis marginaux ou de « pré-textes » à peine antérieurs.

On ne s'intéresse jamais de trop près aux questions de technique et de forme. Mais pourquoi réduire

Un simulacre d'avant-garde

Par Jean-Hubert Gaillois, Sylvie Martigny et Oumma Nemon

systématiquement les grandes inventions de langue à de simples procédés et trouvailles ? Pourquoi abaisser les auteurs à cette figure triste, dans l'atmosphère déprimante d'une sorte de concours Lépine de l'expérimentation littéraire, où Lautréamont devient un « nécessaire plagiare » et Pound un auteur de « collages polyculturels » ? On assiste en fait à une entreprise de nivellement (revendiquée par les rédacteurs de la *Revue de littérature générale*) d'autant plus fallacieuse qu'elle rabat les uns sur les autres des pratiques qui n'ont pas connu un égal développement.

Quand la mise en page se fixe un but au-delà des ciseaux et de la colle, cela donne les ouvertures magnifiques d'Arno Schmidt dans *Soir bordé d'or* (finement commentées par son traducteur, Claude Riehl). Ouvertures hélas immédiatement murées par un montage infantile de textes de Bakhtine et du même Arno Schmidt. On ne comprend pas cette vengeance contre ces deux auteurs. Qu'ont-ils fait de mal ? Pourquoi cette inutile cruauté graphique au lieu de nous laisser associer librement ? On pense à ce que disait Rosellini : « Tout l'art d'aujourd'hui devient chaque jour plus infantile (...). C'est ou la plainte ou la cruauté... »

Les néo-icônoclastes de la *Revue de littérature générale* ont une hantise - ce qu'ils appellent ironique-

ment « la vraie vie du dehors » - et une dent contre ces « ex-icônoclastes » que sont Sollers et Denis Roche. Il est vrai que la poésie de ce dernier se donne, dès l'avant-propos de son premier recueil, *Récits complets*, un point de départ cherchant à concorder « avec quelques-uns de ces instants qui donnent la vie gagnante » (c'est nous qui soulignons), et lorsqu'il ouvre « latéralement » le poème, c'est pour « pousser la clôture électrique vers une herbe plus verte ». De même, la nouvelle façon d'écrire de Kerouac a moins pour projet la déprédation syntaxique que la rapidité, l'emportement, l'enthousiasme. La force qui projette Kerouac comme marmite sur les bateaux, pompiste dans une station-service, chroniqueur sportif, serre-frein aux chemins de fer, assistant-scénariste à la XX^e Century Fox, serveur dans un débit de limonade, cueilleur de coton, guetteur de feux de forêt, c'est cette même force qui lui permet de découvrir la « prosodie propulsive » de *Sur la route* puis des *Souterrains*, un livre « improvisé » en quinze jours. Hélas, les auteurs de la *Revue de littérature générale* ont également une hantise de « l'inspiration », à leurs yeux un « concept bourgeois », mais qui a tout à voir avec le souffle. Est-ce pour cette raison qu'à les lire on sent si rarement passer le vent du boulet ? On a perdu le dehors, le réel, le monde, la nature, l'hétérogène, et on trouve ça normal. Il ne reste que manierisme et rhétorique sans fin.

On pourrait presque croire, en relisant cette revue, à une parodie réussie d'avant-gardisme littéraire, d'autant plus pince-sans-rire que l'on ne peut jamais être certain que son humour n'est pas involontaire.

Jean-Hubert Gaillois et Sylvie Martigny dirigent les éditions Trigram. Oumma Nemon est l'auteur de *On a parangé chez Trigram* en CD.

Quelques probabilités de bonheur

LA PERSPECTIVE AMOUREUSE de Claude Mourthé. Ed. du Rocher, 210 p., 110 F.

PAYSAGE CHANGEANT de Claude Mourthé. Ed. Le Castor Astral, 90 p., 78 F.

Est-ce parce qu'ils se sont « désaccoutumés l'un de l'autre » que l'amour n'est plus ce qu'il était ? Pour répondre à l'inévitable question, Claude Mourthé fait vivre plusieurs couples dont les parcours, pour être différents, les confrontent aux mêmes dilemmes et vicissitudes. La première qualité de son roman est d'apporter une note originale à un sujet banal. Par l'écriture - images brèves alternant avec des « plans séquences » -, la variété des situations, un regard tantôt débauché, tantôt cruel pour, en final, un renouveau qui lui rappelle que le bonheur n'est pas forcément aléatoire - encore faut-il qu'il soit partagé et surtout, dit, Plus que l'habitude, « le silence détruit la vie ».

Aléatoire ! L'épithète est le titre d'une des nouvelles aux paysages changeants. Cette femme seule dans une voiture écoute-t-elle Mozart en attendant son mari, et détourne-t-elle les yeux d'un dragueur, ou écoute-t-elle Bach, une sous son manteau, en attendant d'une caresse depuis les allées du bois de Boulogne ? Mourthé joue avec brio de cette incertitude et de tout ce qu'il peut y avoir de hasardeux, aussi bien dans une imagination créant une histoire que dans la vie. Brèves, éloquentes, empreintes comme le roman d'un humour discret mais parfois féroce et d'une sensualité que traduit la délicatesse des mots, ces nouvelles sont en tout point séduisantes et rappellent que l'art du genre, dont on dit tout et son contraire, est de saisir des moments de vies pour offrir un moment d'agréable lecture.

Pierre-Robert Leclercq

Petite reine de la nuit

Jean Ristat enfourche Pégase et dérape avec humour hors des pistes cyclables

LE DÉROULÉ CYCLISTE de Jean Ristat. Gallimard, 136 p., 145 F.

Jean Ristat a un grand vélo dans la tête. L'enfourcher, c'est monter à cru Pégase et gravir le plus haut des cols, là où les mots mûroient en rayons avant le précipice des sensations insolentes. Jean Ristat a écrit un texte rare qui déclenche des vertiges subtils. Le *Déroulé cycliste* est sous-titré « roman ». L'écrivain souligne ainsi le caractère insaisissable de son poème intime, pudiquement emballé dans le balancement d'une versification déclamatoire et astucieuse. L'humour se déhanche et nous distrait de l'hermétisme apparent d'une mécanique savante de haute précision.

Soulagé de toutes les chaînes qu'impose la raison fatale, Jean Ristat n'a pas de détail, en équilibre vibrant sur sa petite reine de nuit qui chante l'érosion, niché, taquin, dans un entrelacs de rimes, d'associations, de synonymes, d'échos, un jeu fort habilement concocté pour succéder à la peur des grands routins. Un lueur de lune. En rappel de la mélancolie, les images du sexe escaladent les abîmes. L'écrivain tient ferme guidon et plume. Avec lui, nous comptons les jours et les heures d'une expérience personnelle métamorphosée par la manipulation savante des sons. « Le poète n'est rien d'autre qu'un mangeur de syllabes », écrit Jean Ristat dans une préface où l'alchimie de son écriture est si magistralement (et humblement) révélée qu'elle met le critique en pèdi, au défi de changer de vitesse tant le réel est exacerbé par l'intensité poétique mais aussi filtré par la visibilité de la prosodie.

Jean Ristat veut rompre avec un passé de fascination. Il a longtemps jonglé avec des formes littéraires qu'il décomposait avec jubilation afin d'en recréer les rouages et les

mécanismes : « J'ai consacré ma vie à une politique de recensement et de déconstruction des genres littéraires : l'épique, l'épique, l'épique, le roman par lettres, la tragédie, etc. Cette archéologie ne va pas sans mise à plat, c'est-à-dire parodie, plagiat, détournement, renversement... » Imaginez une machine précise que le regard et l'oreille captent en abondance, un équilibre éclaté de mots égaux dont Jean Ristat canalise les flûtes comme on capture la nostalgie afin de lui couler les crocs. En quatorze séquences (guidon, selle, cadre, roues...), il invente les différentes parties d'une bicyclette tout-terrain, celle de l'adolescent qui dévalait des routes d'espoir - Pasolini roulant dans la campagne du Frioul - font sauter les mirages d'une solitude agacée de rêves. En ouverture de chaque chapitre, un brouillon déplié en étoile les mots-clés qui émaillent le poème. Le lecteur doit s'élever de la machinerie souterraine et respirer à l'air libre. Trois mots pour nous rassurer, et c'est le plus tonique des tissages entre vie et mort : « Au tombeau le corps pourrit livres recousus (...) La volée impétueuse des chevaliers... »

« Je ne suis pas à une contradiction près et je n'ai rien tant que la liberté ». Les trois coups du tonner de rideau répètent les perceptions multiples d'un voyeur qui entrouvre des portes mais cache le désir au fond de ses prunelles. La pompe à vélo suggère la forge, l'avortement aspire d'autrefois mais aussi le labyrinthe du coma (« Tubes et tuyaux une turbine de mica »). Les images se succèdent dans le défilement onirique du temps. Les rouils des cuisses et le piston des mollets, la plante du bas-ventre, la vague de l'échine sont enfin récupérés en haut lieu par la conscience du poète, qui freine avant que la potence se rouille et que « la manivelle argentée des roues se brise ».

Hugo Marsan

Un peu d'encre sur beaucoup de silence

UN DIMANCHE APRÈS-MIDI DANS LA TÊTE de Jean-Michel Maulpoix. Mercure de France, 76 p., 85 F.

LA POÉSIE MALGRÉ TOUT de Jean-Michel Maulpoix. Mercure de France, 220 p., 120 F.

Fragment, entre prose et poésie, « mélanges », essais dans la même tonalité discrète, un peu mélancolique, les ouvrages assez brefs de Jean-Michel Maulpoix rassemblent les traits incertains d'un *Écrivain imaginaire* (1) et laissent entendre une parole intimiste, jamais grandiloquente. L'auteur a repris son deuxième livre, *Un dimanche après-midi dans la tête* (POL, 1984), qui repart dans une version recomposée. Ainsi ces pages, qui, selon Maulpoix, « ne sont ni d'aujourd'hui ni d'hier (...), s'inscrivent définitivement dans la ferveur et la vacance d'un très lointain dimanche ». Ce premier « essai de voix », au plus près, au plus juste, est un retour « vers l'enfance à pas de loup ». Pas trop de paroles dans ces souvenirs, juste « un peu d'encre sur beaucoup de silence ».

Dans *La Poésie malgré tout*, Maulpoix a regroupé préfaces, articles, textes de conférences. Prédant treize brèves études sur des poètes, de Baudelaire à Jarry, des réflexions plus générales sont regroupées sous un titre qui reprend celui de la conférence de Mallarmé sur Villiers de l'Isle-Adam : « Sait-on ce que c'est qu'écrire ? » Cette « jalouse pratique », Maulpoix évoque dans son propre langage, nostalgique et vibrant : « Un poème, c'est-à-dire presque rien, juste quelques mots qui s'ordonnent et s'équilibrent, mais où se rejoue, comme au premier matin, la fable de la présence : une aube où le langage secoue sa propre nuit, un jour où paraît la lumière qui continuera longtemps d'advenir... »

Monique Petitillon

(1) Mercure de France, 1994.

L I V R A I S O N S

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **DANS LA LUMIÈRE INACHEVÉE**, de Pierre Dhainaut. Un choix de textes écrits en trente ans de création poétique, souvent remaniés, et accompagnés d'inédits récents : Pierre Dhainaut a composé, plutôt qu'une anthologie personnelle, une sorte de poème unique, en dix mouvements. Cette poésie habitée par le souffle, par la marche, accompagne comme un vaticane le rythme ample d'une vie, son évolution et ses détours, de la sérénité au doute. La tendresse et le deuil, l'angoisse ou l'écoute fraîche qui fait naître les mots justes : cette parole fraternelle, généreuse, sait prendre « le risque de la confiance » (Mercure de France, 240 p., 130 F.).

● **LA MAESTRA**, de Venus Khoury-Ghata. A Mexico, Emma Chattelhorre, qui passe ses journées allongée sur une chaise longue, dans le jardin de l'hacienda de son mari, Miguel Cuervas, se voit atteinte d'une leucémie. Elle décide soudain de partir très loin, seule, de fuir vers la montagne et ne s'arrête que dans le dernier village muette, avant la sierra Madre. Grâce à sa sensibilité à l'écrit et à sa maîtrise de la langue, Venus Khoury-Ghata rend très émouvante la quête d'intégration à un monde ancestral et terrien d'une femme condamnée qui tente d'oublier son mal en se dévouant aux autres et trouve même la force d'apaiser les vieux conflits entre les habitants. Venus Khoury-Ghata réussit à concilier une tension narrative forte et un lyrisme légendaire - avec notamment, la fable du *ceiba*, qui, un jour, pourrait prendre le mauvais sang d'Emma dans ses branches et lui faire don de sa sève. On ne doit pas « mourir » dans *La Maestra*, mais « reculer dans la vie » : à l'image de ce livre poignant et lumineux (Actes Sud, 170 p., 98 F.).

● **LA JEUNE FILLE EN BLEU**, de Jean-Paul Goux. Dans un square, un professeur de lettres donne rendez-vous à une étudiante pour lui parler littérature... Dépassant l'argument, qui ressemble fort à un cliché, Jean-Paul Goux nous restitue le soliloque d'un homme plongé dans l'expectative. D'une situation concrète, nous glissons lentement vers des fantasmes de découvertes fulgurantes pour suivre les rêveries que la jeune fille inspire. Tantôt drôles, parfois cruelles, ces méditations repoussent la véritable rencontre, sortes d'égarements poétiques qui ravivent notre désir de lecture et composent un puissant hymne à la beauté d'une femme naissante. Pour son dixième roman, Jean-Paul Goux nous livre un récit sur l'attente, un moment où la réalité et le songe s'interfèrent (Champ Vallon, 128 p., 80 F.).

● **DRIEU LA ROCHELLE, ÉCRIVAIN ET INTELLECTUEL**, sous la direction de Marc Dambre. En décembre 1993, peu après la publication polémique du *Journal 1939-1945* de Pierre Drieu La Rochelle (Gallimard, 1992), un colloque international s'est donné pour tâche de traiter, en toute rigueur, pluralisme de vues et indépendance, des rapports de l'écrivain avec littérature et fascisme : « Esthétisation de la politique » (Jean-Pierre Morel), esthétique littéraire de la désinvolture (Luc Resson), de la désillusion (Francine Dugast-Portes), relations d'amitié avec Jacques Audoubert et quelques romanciers qui en firent un personnage de roman, etc. Une quinzaine d'études en tout font de ces actes sur Pierre Drieu La Rochelle une intéressante étape de la réflexion universitaire sur l'histoire des intellectuels de ce siècle... (Presses de la Sorbonne nouvelle, 287 p., 140 F.).

Commandez vos livres par Minitel

هكذا من الأصل

Conte cruel des Carpates

Une petite ville peuplée de fantômes terrorisés, la monotonie, l'oppression...
Un absurde ordinaire, celui du Hongrois Adam Bodor

LA VALLÉE DE LA SINISTRA
d'Adam Bodor.
Traduit du hongrois
par Emilie Molnos Malaguti,
avant-propos
de Jean-Luc Moreau,
Robert Laffont, coll. « Pavillons »,
216 p., 129 F.

Les mauvaises fêtes font les meilleurs contes. Pas les plus gais, mais ceux qui vous donnent le frisson. Telle cette Vallée de la Sinistra, qui lorsque vous l'avez lue continuera à vous obséder, comme un voyage rêvé dans des contrées sauvages où l'on n'arrive pas forcément de bon gré et dont on peut ne jamais sortir. Avec la conviction d'avoir affaire, avec le Hongrois Adam Bodor, à un écrivain d'une originalité incontestable, capable de restituer, par l'intensité de l'écriture, un absurde parfaitement surréaliste et quotidien.

Une région d'un bout du monde, d'un milieu du monde, au cœur de l'Europe, haute vallée de Transylvanie, autrefois hongroise, aujourd'hui roumaine. Adam Bodor est né là, en 1936, dans cette ville qui reste pour lui Kolozsvár (rebaptisée Cluj par les Roumains après le traité de Trianon). Une zone à la fois frontalière et enclavée, quelque part dans les Carpates, entre l'Ukraine, la Pologne, la Roumanie, peuplée de fantômes terrorisés, nourris de pommes de terre gelées et d'alcool détrempé. Mais le mystère vient moins des paysages de pluie, de boue, de neige que de la perversion que les hommes y ont installée.

Le narrateur, Andrei Bodor, dont nous ne connaissons en fait jamais la véritable identité, et auquel l'auteur a donné son propre nom pour pseudonyme, arrive un jour dans le secteur de Sinistra dans le but secret de retrouver son fils adoptif disparu dans cette zone inaccessible, fermée, en proie aux fièvres et soumise à l'autorité d'une femme colonel à la réputation ter-

rible, Coca Mavrodin, qui commande une petite armée de gardes-chasses déformés, chargés d'empêcher tout étranger d'entrer comme de sortir sans autorisation spéciale. « Il n'y aura personne pour te demander d'où tu viens. N'en parle pas toi-même. Si on te le demande, raconte n'importe quoi. »

Quinze chapitres qui s'emboîtent comme les pièces d'un puzzle, sans chronologie, sans explication, sans psychologie, sans rationalité... Est ainsi recomposée l'aventure d'Andrei qui commence par se faire engager comme ramasseur d'aillettes et de champignons, avant d'être veilleur de cadavres, puis flic auxiliaire, s'adaptant peu à peu jusqu'à devenir, sans douleur, un rouage de l'oppression.

Une contrée où les habitants portent des noms et des prénoms qui évoquent toutes les langues, tous les peuples, toutes les religions de ce coin d'Europe, dont on ne dit jamais qu'ils sont incarcérés, mais qui vivent une existence de sauvages primitifs dans une époque qui semble celle des mythologies et que trouble soudain l'arrivée d'un 4x4 Suzuki au volant duquel revient, des années plus tard, le narrateur, devenu, nous dit-il, citoyen grec. Un anachronisme dans ces lieux où la réalité elle-même est anachronique... Quelques marginaux vivent cachés dans des terriers humides et des cavernes pour échapper aux chasseurs de montagne et refusent d'en sortir. Parfois l'un d'eux réussit à s'échapper.

Dans la ville, pompeusement baptisée « Dobrin City », il y a un Nikifor Tescovina, le tenancier de la cantine de la zone protégée, qui est au courant de tout parce que des gardiens d'ours et des colonels viennent boire chez lui. Plus loin, Geza Hudra le météorologiste d'un âge certain, dont les cheveux vont jusqu'à terre et qui vit avec une fille, Bebe, juste pubère, la fille de Nikifor. Seules, les femmes ap-

portent une forme de tendresse, telle Aranka ou Elvira ou encore Connie Illafeld, alias Cornelia Illafeld, la maîtresse du fils adoptif, Béla Bundasian, parti un jour acheter du papier à musique en Moldavie et qui, une fois rayé des registres des prisonniers, ne supportera pas la liberté et préférera s'immoler par le feu. « Avant de s'immoler dans la rivière qui l'emporterait comme la cendre légère des lichens, il put voir s'agglutiner les curieux : leurs regards n'exprimaient qu'une vaine indifférence au sort de l'étranger. Sans doute fut-il à deux doigts de regretter son geste. »

L'auteur, après des études de théologie protestante à Kolozsvár, se dit aujourd'hui libre-penseur. Arrêté, il a passé plusieurs années en prison, avant de quitter la Transylvanie en 1982 pour s'installer en Hongrie, où il travaille actuellement comme rédacteur dans une maison d'édition. Certains de ses livres, publiés en Roumanie à partir de 1969, ont été traduits en roumain, anglais, norvégien, allemand. Un de ses récits, *La Dernière Frontière*, a été adapté au cinéma par le Hongrois Peter Gothar (voir l'article de Pascal Mérigeau dans *Le Monde* du 14 décembre 1995).

« La majeure partie de ma vie, je l'ai passée, grâce à la Providence, dans une situation quelque peu marginale, sur le plan tant social qu'existential », explique-t-il. Pour moi, la prison était inhérente à ma condition, et j'avais dû déployer des trésors d'ingéniosité pour y échapper. C'était dans l'ordre des choses, et je considère comme très enrichissantes les épreuves que m'imposèrent alors les circonstances. Ailleurs, ma vie aurait été monotone. C'est une chose stimulante que l'oppression. La monotonie, l'oppression, Adam Bodor ne les supporte pas, et pour le faire mieux comprendre, il a le talent de nous faire partager ce voyage cauchemardesque dans l'étrange et l'inhumain.

Nicole Zand

Cérémonies secrètes

L'écriture, la pêche : pour l'Américain Thomas McGuane, un même face-à-face avec soi-même et avec l'infini

L'ANGE DE PERSONNE
(Nobody's Angel)
de Thomas McGuane.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Anne Wicke,
éd. Christian Bourgois,
304 p., 130 F.

OUTSIDER
(An Outside Chance)
de Thomas McGuane.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Brice Mathieusent,
éd. Christian Bourgois,
358 p., 140 F.

Lorsqu'il écrit *L'ange de personne* en 1981, Thomas McGuane vient d'éprouver, après bien d'autres, l'incompatibilité fondamentale entre la vie à Hollywood et le travail de l'écrivain. Replié sur son ranch du Montana, il découvre combien l'écriture pardonne difficilement aux infidélités. De celui qui fut l'un des jeunes auteurs américains les plus choyés, elle exige qu'il fasse à nouveau ses preuves. En 1978, son quatrième roman, *Panama*, n'a convaincu qu'à demi. Alors, avec *L'ange de personne*, il prend plus de risques. Il ne cache rien de ce qui se passe : la grâce perdue, la difficulté de réconcilier les mots et les sentiments, une certaine lourdeur dans la démarche et d'insistantes dysharmonies dans un récit trop construit pour que le romanesque l'emporte à tout coup sur le scénario. Le cinéma n'a pas abandonné sa proie. Il est en creux, en attente.

Thomas McGuane est alors « en pleine dépression ». Un aveu surprenant sur les lèvres d'un roi des romans. « En une période brève, j'ai perdu mes parents, ma sœur, et j'ai divorcé dit-il. Je me sentais vaincu par la fatalité, un homme perdu. » Son personnage, Patrick Fitzpatrick (on retrouve la bonne ascendance irlandaise de l'auteur), est un dur relevé d'un knock-down inconnu dont on se demande à chaque ins-

tant s'il cherche autre chose que de retourner au tapis. Tankiste de carrière, il revient au pays, en disponibilité, après des années aux avant-postes de l'Occident. Et sans doute faut-il voir dans le tank, ce cerceuil ambulant et offensif, une image de l'Amérique d'où tente de s'extraire l'auteur.

Patrick Fitzpatrick porte le deuil de lui-même, avec « cette tristesse qui, comme le furet, mange cinq fois son poids par jour ». L'alcool nourrit sa nausée permanente, ses malades. Son havre est hanté par l'ombre de son père défunt. Hormis son grand-père, prêt pour le tournage du dernier des westerns, point de figure humaine. Restent les chevaux. Ils le réconcilient avec le monde. Il a des mots plus justes pour seller sa jument que pour déshabiller la femme qu'il aime. Tio, le mari de celle-ci, descendu du ciel, comme son père, lui dira son fait : « Je te vois comme un mec qui rejoint la Légion étrangère dans l'espoir de se faire tuer par les Arabes parce que son chien est mort. Et si tout marche bien et que le gars reçoit sa balle en plein désert, le chien reste le seul qu'on pleurera. »

C'est l'autre Thomas McGuane, le pêcheur, qui mène la barque dans *Outsider*. Sous ce titre (français) à contresens (quand le titre américain, *An Outside Chance*, qui jette hasard et destin au grand air, offrait tant de possibilités de traduction), sont rassemblées vingt-deux nouvelles, étalées sur autant d'années. Elles sont conduites, le plus souvent, d'un « je » ferme, depuis les hauts-fonds des Keys jusqu'aux torrents du Montana. C'est à remonter leur courant que l'auteur de *Rien que du ciel bleu* approche ce qui en constitue le sommet : la truite pêchée à la mouche. Malgré leur exotisme, leur rareté, la difficulté des prises, ni le tarpon, ni le requin de mer, ni la perche-mouton ne peuvent rivaliser avec elle. A cela deux raisons : l'initiation dès l'enfance et l'insertion

dans les saisons et les paysages du Nord-Ouest, où l'écrivain a refait sa vie.

Mais il en est une plus essentielle : le coussinage étroit entre pêcher la truite et écrire. Au cow-boy, le roman d'action, les jeux de scène, les arènes spectaculaires ; au pêcheur, le face-à-face avec soi-même et avec l'infini. « La pêche à la mouche se pratique seul, comme l'écriture », reconnaît Thomas McGuane. Et c'est l'état que le pré-*être*. Ressenti la paix devant la page blanche, cette élégante solitude, quand la liberté est totale. Tenter de rester là à attendre les mots venir, selon leurs voies propres, mystérieuses. La truite a quelque chose du mot. On la sent, vibrante, comme lui sur le bout de la langue, rebelle à la mouche (dont le choix est affaire de « morale »), et c'est toute une phrase en attente. La rivière s'offre en miroir à l'écriture, son parcours présente des « unités dramatiques à part entière », comme s'il n'y avait qu'à transcrire jusqu'aux interrogations sur la ponctuation finale.

Thomas McGuane avoue comme une faute de jeunesse, dont il reconnaît l'absolue vulgarité, l'accumulation des prises. Un néant devant « l'excitation de la remise en liberté », devant l'émotion de tenir l'animal dans sa paume avant de le rendre au courant, pour n'en garder que le récit. Pêcher est une « cérémonie » : recherche du silence, communion avec la nature, « abandon nécessaire et extatique à l'instant présent ». Parfois, la truite devient une idée, une « abstraction », qui frôle le divin. D'une certaine espèce, rayée, le catholique Thomas McGuane dira : « Les rares fois où nous en mangeons dans l'année ressemblent à des sacrements. » Les truites, vives et argentées, s'est-il aperçu un jour, ont la silhouette des anges de son enfance. De quoi alimenter son paradis après avoir côtoyé l'enfer.

Jean-Louis Perrier

Ce monde qui disparaît

Non, la corrida n'a rien de pittoresque. Silence en blanc et noir, murmures pressés.
Christian Courrèges dit tout cela, dans ses photos de toreros prises loin de l'arène

AUTOUR
DE LA TAUROMACHIE
photos de Christian Courrèges.
Textes de Charles-Henri Favrod
et Jacques Durand.
Ed. Imprimerie de l'Elan-Galerie
Beaudouin Lebon.
Disponible dans les librairies
et rayons spécialisés,
61 p., 150 F.

Ces gènes venues de la nuit des campagnes, ces trognes, un visage d'ange coulé et tracassé (joselito), des picadors aux ventres de barrique, un nain en costume de humières, c'est cela qui disparaît. Toute image de la corrida est l'image de sa disparition. Un jour elle aura disparu, comme les castres à Naples, les fantômes de l'île de Pâques, les aurores, ces champeuses fumantes du Béarn qui insultaient les morts d'un long cri venu des cavernes, ou l'amour qui s'envole de l'épaulé où il s'était posé : sans décret, ni raison et encore moins par logique européenne. Elle aura disparu comme disparaissent les choses, en changeant de dimension, dans une discrète catastrophe. Elles vont ailleurs. Le rythme spongieux de la télévision ne fait qu'accélérer le mouvement. La corrida aura disparu comme elle était venue, sans le moindre signe des dieux et des soleils.



C'est d'assez loin la plus dramatique des sciences inexactes. Elle n'a rien, mais rien, de pittoresque. On connaît son silence en blanc et noir, ses murmures pressés, les voix basses du callejón, quand le danger s'installe, par exemple. En ouverture aux photos de Courrèges, Jacques Durand est net : « Contrairement à sa réputation, à ses carapaces de fils d'or et ses micas, la corrida n'est pas pittoresque. Elle ne vocifère pas en technicolor. »

Par derrière, on le comprendra, le public se raconte l'histoire qu'il veut : il se dit qu'il aime les couleurs, le paso-doble, le bruit de la foule et les olés ! Mais il est trop bien placé pour savoir qu'au fond de son cœur de public, il ne saurait « aimer » ça — « aimer » comme on « aime » les êtres humains, le vin ou la musique. C'est autre chose, hélas, que l'amour, qu'inspire la

corrida, ni moins étendu, ni moins ravageur, ni moins subtil, mais vraiment autre. Si elle sert de paramètre à la vertu obligatoire, si elle est à ce point incorrecte, c'est qu'elle emporte avec elle son secret et le caméléon de ses morts à l'arène, ce train de mules qui sert à évacuer la dépouille des taureaux. Mais aussi, c'est qu'elle suggère les

simulacres les plus consternants (mises à mort privées entre tragiques troupiers, colliers taureaux dans leurs jeux de massacres, etc.). Chaque image de Courrèges dit cela en noir et blanc. De la corrida la plus pitoyable, un photographe peut tirer un reportage de « belles » images, de « belles » passes, de « belles » attitudes. Qu'est-ce qu'une « belle » corrida. Comme ils n'ont pas fini Platon ni

la Kant jusqu'au bout, un picador et un mayoral ne recourent jamais à cette référence à la « beauté ». Ils sont dignes et prudents. L'énigme la plus insensée, ce sont tous ces gens (on ne parle pas des professionnels qui ont une mission) assez égarés pour « prendre » des photos pendant une corrida. Pour quoi pas, tant qu'ils y sont, caméscopes les thèses, les enterrements et les nuits de noces ? Ce qui d'ailleurs commence de se faire...

Les photos de Courrèges sont prises en France ou en Espagne, sans décor, sans repère, avec les mêmes acteurs. Un œil simple reconnaît immédiatement les unes des autres. Après la Feria de Nîmes de cette saison, un grand débat a agité la presse d'Espagne, l'andalousie d'abord. Le public français a sauvé la corrida, certes, mais ses réactions continuent de laisser pantois.

Les images de ce livre sont comme il convient : posées, hors champ, à côté du champ de bataille, même pas en coulisse, en un non-lieu, ailleurs, comme si le photographe avait installé un studio à l'antienne dans l'hôtel des toreros, sur fond gris, en noir et blanc, d'une photographie soignée. C'est en cela qu'elles sont vraies, sèches, terribles. Carlos Migel (photo ci-jointe) est torero. Il toré dans des spectacles comico-taurins qui n'ont rien de haïssables. Ce sont des spectacles aussi durs à conduire que les corridas formelles. En plus, il faut faire rire volontairement. Pas mal d'instants des « vraies » corridas déclenchent un rire étrange. C'est dans les comico-taurins que se sont inventées les passes les plus stupides de la corrida (la *manoleína*, si goûtée du public) ou les plus gracieuses (la *chuelina*). Nombre de toreros — Espartaco parce qu'il était trop jeune — ont commencé par là. Rude école. Il n'y a pas de petit torero. Il est clair que Carlos Migel appartient à un monde qui disparaît.

Commandez
vos livres
par Minitel

36 15 LEMONDE

CONCOURS D'ECRITURE DE L'ETE

"Paroles de révolte"

Place cet été aux paroles en rupture, paroles du mouvement et de la rébellion, paroles de tous ceux qui osent se cogner aux interdits et aux stéréotypes.

MEMBRES DU JURY

Josyane Savigneau (Le Monde), Roger Dodoun (France Culture), Mehdi Belhaj Kacem (écrivain), Marie-Christine Bertrand-Darnis (24 heures du livre).

LES PRIX

1er Prix : Coffret Le Robert en 2 volumes du "Dictionnaire historique de la langue française" d'Alain Rey.

2^e ou 20^e Prix : Le dernier Platin (Le Monde Editions), "Mémoire des migrations" (Le Monde Editions), disques laser, cassettes, (France Culture).

EXTRAIT DU REGLEMENT

Art. 1 : Ce concours est destiné à récompenser une lettre inédite de langue française sur le thème "Paroles de révolte".

REGLEMENT DISPONIBLE AUPRES DE :

"24 heures du livre"

100 Grande Rue - 72000 Le Mans.

Tél : (16) 43 24 09 68 / Fax : (16) 43 24 02 66

Closure du concours le 31 août 1996

Proclamation des résultats pendant la manifestation des "24 Heures du Livre du Mans" 12 et 13 octobre 1996.

association 24 heures du livre

France Culture

Le Monde

L'exil comme condition d'existence

L'ERRANCE JUIVE
(Storia dell'ebraico errante)
(deux tomes)
de Riccardo Galimani.
Traduit de l'italien
par Maurice Darmon,
Diderot éditeur, 362 p. et 474 p.,
165 F. chacun.

Riccardo Galimani, naguère auteur d'un ouvrage remarqué sur le ghetto de Venise (Stock), a entrepris de reconstruire tout le passé juif autour de la notion d'« errance ». Plus que la persécution antisémite, c'est en effet l'errance qui, selon lui, confère à deux millénaires de pérégrinations leur véritable unité. Errance matérielle : dès le 1^{er} siècle de notre ère, deux juifs sur trois vivaient déjà en dehors de l'Israël biblique. Errance symbolique, puisque l'auteur conclut son ouvrage par ce qui apparaît comme la « mission » d'Israël dans les temps modernes : « Un monde qui veut et doit survivre a besoin de nombreux hommes errants, qui ne seraient point des fuyards de par le monde, mais dotés de cette qualité nouvelle, l'errance de l'âme et de la pensée. »

Ce récit érudite, qui commence au début de l'exil, avec la destruction de Jérusalem en 70 après J.-C., pour s'achever dans les années 20 de notre siècle, à l'aube de la destruction nazie, constitue une excellente initiation, et propose, au passage, quelques hypothèses nouvelles. Sur les débuts du christianisme, par exemple (les premiers judéo-chrétiens de Jérusalem auraient été des patriotes juifs, dont certains, même, auraient été proches des extrémistes zélotes) ; ou, plus près de nous, dans les années 40 du dernier siècle, une analyse détaillée de l'affaire de Damas, quand la diplomatie française s'ingéniait à exporter les calomnies médiévales de meurtres rituels dans le monde islamique.

Nicolas Weill

LES VOIES D'ALLAH
Les Ordres mystiques
dans le monde musulman
des origines à aujourd'hui
sous la direction d'Alexandre
Popovic et de Gilles Weinstein.
Payard, 711 p., 250 F.

L'autre de l'islamisme radical (ou « intégrisme » ou « fondamentalisme ») nous cache cette forêt immense qu'est l'univers de sens de l'islam : pour rendre justice au foisonnement des expériences mystiques qui l'ont structuré au quotidien depuis quinze siècles, vingt-six spécialistes ont parcouru les Voies qui ont mené des centaines de millions de musulmans vers Dieu, et leur ont aussi permis, en suivant divers maîtres spirituels, de construire leur identité sociale. Sauf erreur, pareille tâche était malaisée : ce que l'on nomme, faute de mieux, le mysticisme islamique – mais aussi le soufisme, le confrarisme, la dervicherie, le maraboutisme, etc. – constitue un monde infiniment complexe, qui s'adresse d'abord à des adeptes peu soucieux de partager avec le commun des mortels l'initiation ou le rituel qui les caractérisent.

Les militants islamistes qui défont aujourd'hui la chronique ont pour objectif l'instauration d'un État qui applique la charia – ou loi dérivée des textes sacrés de l'islam. Il s'agit pour eux d'imposer une norme de comportement « divine », censée garantir la justice sur terre. Dans un registre très différent, pour les soufis – ou mystiques – le lien fondamental est la *haqiqa*, la « vérité », la « réalité profonde dont seule l'union à Dieu ouvre la voie ». Cette expérience d'intimité avec le divin passe par divers exercices, une ascèse, qui s'effectue sous la conduite d'un guide spirituel – le *murshid* ou *pir* –, médiateur par excellence avec le sacré. C'est dire que ces musulmans-ci ne sont guère obsé-

Les chemins d'un « autre islam »

Une approche multiple et séduisante des expériences mystiques qui ont fait la richesse du monde musulman au fil des siècles



Derviches tourneurs au Soudan

dés par l'application de la charia – certains d'entre eux ayant pris avec la lecture de la Loi des libertés qui leur ont parfois valu persécution ou martyre.

Pourtant, dans l'ensemble, l'histoire des sociétés d'islam est celle du consensus qu'ont trouvé les docteurs de la Loi et les soufis : comme le note R.J. Lutzard, dans l'une des meilleures contributions de l'ouvrage, « les ordres ont besoin d'un islam qui se réduirait sans elles à un désert aride peuplé de juriconsultes ». Mais cet équilibre est instable et tout au long de ce siècle les militants islamistes ont incriminé ou pourchassé des soufis soupçonnés de polythéisme pour accorder trop d'importance aux saints et marabouts, plus accessibles à la piété populaire que le Dieu des Écritures.

Politiquement, le rôle des

confréries a été très contrasté, comme le documentent amplement les dix-sept chapitres qui décrivent « les ordres dans l'espace », apportant une masse d'informations fort claires sur l'influence des soufis dans la propagation de l'islam – qu'ils rendaient souvent attractif aux populations conquises en intégrant dans leur rituel des éléments chrétiens, hindouistes, etc. antérieurs. Cette souplesse dogmatique n'a pas empêché de nombreuses confréries de guerroyer aux frontières pour étendre l'islam pendant ses siècles d'expansion, ou de lutter avec acharnement contre la pénétration coloniale européenne des XIX^e et XX^e siècles – tandis que d'autres s'accommodaient volontiers de la domination des infidèles – d'autant que ceux-ci comprirent rapidement comment ils pouvaient utiliser certains cheikhs de confréries pour maintenir l'ordre chez les

colonisés. De la Chine à l'Afrique noire, à l'Asie centrale, aux mondes turc, persan, indien, indonésien, arabe, kabyle, le livre fourmille de données difficiles à trouver par ailleurs ; on regrettera un chapitre décevant sur le rôle des confréries parmi les populations musulmanes d'Europe occidentale – pourtant primordial, au Royaume-Uni notamment, et sans lequel on ne peut pas comprendre les développements de l'affaire Rushdie. À la multitude des Voies de l'islam confrérique correspond la multiplicité des approches de l'ouvrage : selon ses propres intentions, on sera déçu ou séduit par l'anthropologie, le politologue, l'islamologue, l'érudit froid ou le chercheur qui est aussi un initié. Mais contre la pensée unique, il était temps de donner la parole aux tenants divers de « l'autre islam ».

Gilles Kepel

Manœuvres blanches en Afrique du Sud

DEMAIN EST UN AUTRE PAYS
d'Allister Sparks.
Traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par Jean-Pierre Richard,
éd. Ifrane, 292 p., 130 F.

En février 1990, le président Frederik De Klerk, lorsqu'il légiféra l'ANC et rendit la liberté à Nelson Mandela, espérait en fait marginaliser l'ancien détenu et son mouvement. Son projet était de conclure, entre la formation gouvernementale, le Parti national (blanc), et l'Inkatha du chef zoulou Mangosuthu Buthe, une alliance qui aurait isolé l'ANC et son chef.

Allister Sparks, un des meilleurs journalistes blancs sud-africains, libéral bon sens, qui n'avait jamais cessé de s'élever contre l'apartheid, déçoit le double jeu de l'ancien président, ponctué d'entrevues secrètes, de voyages mystérieux et de contacts parallèles. De Klerk feignait longtemps en effet d'ignorer les menées criminelles de son établissement militaire-policier qui soutenait la guerre larvée que l'Inkatha menait au Natal contre l'ANC. *Demain est un autre pays* se présente ainsi comme un exercice subtil de démythification d'une histoire à l'eau de rose où le pouvoir blanc aurait joué franc jeu, sous les applaudissements (hypocrites ?) de la communauté internationale.

Nelson Mandela, qui n'était pas dupe, et le manifesta par quelques éclats, n'avait pas seulement à jouer les ombres que lui tendait le gouvernement De Klerk. Un autre danger le guettait, dans son propre camp. Tout en le révéral, la direction de l'ANC en exil pouvait craindre – et a craint effectivement pendant un temps – que son prestigieux leader ne se laisse séduire, ou tromper, par d'habiles négociateurs qui l'entouraient de précautions. Le retour de ses camarades exilés permit à Mandela de ressouder définitivement son mouvement.

Claude Wauthier

Itinéraires en Palestine et à Jérusalem

Politique chez Elias Sanbar, poétique chez Adonis ou Darwish, regards d'auteurs sur cette terre meurtrie

PALESTINE, LE PAYS À VENIR
d'Elias Sanbar.
Ed. de l'Olivier, 200 p., 95 F.

MULTIPLE JÉRUSALEM
Revue « Dédale »,
éd. Maisonneuve et Larose, n° 3-4,
printemps 1996, 620 p., 169 F.

On le sait à présent, entre la paix des braves et la paix des cœurs, il y a la paix des morts. Aussi, l'histoire avance à coups de symboles. La poignée de main entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, à Washington le 13 septembre 1993, devant les caméras du monde entier fut un geste symbolique, dont l'effet espéré était de faire tomber le mur de la méfiance et de la haine. Pour nombre de Palestiniens, il signifia : je vais retrouver ma maison, ma terre, mon pays, mes voisins... Comme si l'histoire s'était figée depuis ce jour de 1948 où des Palestiniens furent chassés de chez eux. La famille d'Elias Sanbar fit partie du lot. Expulsée, elle se réfugia au Liban. Elias avait un an.

Après quarante-six ans d'absence, il revient chez lui. Un beau thème de roman. L'exil a souvent inspiré les poètes et donné des œuvres intenses. Peut-être à cause de l'excellente traduction qu'Elias Sanbar a faite des poèmes de Mahmoud Darwish, on s'attendait à un livre de poète. *Palestine, le pays à venir* est un livre d'historien. De temps en temps, on tombe sur une émotion, un témoignage, un récit personnel, comme l'arrivée à l'aéroport de Lod, la recherche de la maison familiale à Jérusalem, le chapitre consacré à Jérusalem, où quand il rappelle l'une de ses conversations avec Mahmoud Darwish :

« Que ferons-nous toi et moi, lorsque nous serons vieux ?
– Nous serons assis près d'un figuier sur le parvis d'une maison en Palestine.

– Remarques-tu que les gens normaux répondent à ce genre de question en décrivant une activité, toi, tu me désignes un lieu ? Je dis « que ferons-nous ? » et tu entends « où serons-nous ? ».

Ces quelques lignes en disent plus long que le rappel des faits de l'histoire qu'Elias Sanbar avait particulièrement réussi dans le petit livre de la collection « Découvertes »-Gallimard, paru en 1994, *Les Palestiniens dans le siècle*. N'empêche, le récit est attachant, et on suit Elias pas à pas en cette terre où tout est politique, tout est tragique. Il arrive en pleine campagne électorale, une façon assez exceptionnelle de (re)découvrir un pays. Les murs et les pierres de Haïfa sont tels que les photos et les récits d'autres visiteurs les ont gravés. Elias Sanbar cherche le cimetière de ses grands-parents. Il découvre un terrain recouvert d'herbes folles et d'immondices. Une femme lui apprend qu'« ils » veulent le terrain. « Ils », ce sont des Israéliens qui veulent tout, la paix et les territoires, la colonisation et les félicitations des Nations unies.

Elias Sanbar est un homme attaché au droit et à la justice. Son voyage est un plaidoyer pour le partage, même si « la réconciliation impose de se faire violence ». Il demande aux Israéliens d'assumer leur « histoire palestinienne ».

« Chargée du poids des religions, terrain propice aux fantasmes des origines et du sacré, Jérusalem n'apparaît pas comme le principal obstacle à une approche rationnelle et laïque », écrit Elias Sanbar. Ville des villes, Jérusalem se situe au-delà de la géographie et du temps. Lieu de plusieurs mémoires qui se regardent et s'effacent, ville de traces et de passages, ville des écritures et d'une sainteté sans cesse disputée, Jérusalem ne peut être

une simple étape dans un tel voyage. Alors Elias Sanbar en parle en termes politiques. Ce n'est pas le cas de la cinquantaine d'écrivains, d'historiens, de poètes et d'artistes qui évoquent dans un remarquable numéro de la revue *Dédale*, dirigée par le poète tunisien Abdelwahab Meddeb. Cette Jérusalem multiple, terrestre, céleste, intérieure, rêvée, brillante, trop aimée, est une source d'une inspiration infinie.

Adonis pose la question : « Comment bâtir les cités de la poésie et de l'amour sans dériver Jérusalem de son illusion, de la poussière céleste et des restes des dieux ? » À quoi répond Yehuda Amichai : Jérusalem est la jumelle de Sodome, la misère corne du séquoïa l'épargnée de sa mort blanche. Pour Mahmoud Darwish « Jérusalem [est] en forme d'olivier saignant » ; Meddeb, en forme de poème par ce vers : *Le sabre plane sur la ville*.

La voix des poètes se mêle à celle des anthropologues, des philosophes et des grands voyageurs. La réussite de cet ensemble est dans l'aspect exhaustif et varié de cette invocation. Cette livraison de *Dédale* restera une référence sur la question que soit la solution qu'on trouvera pour le statut de cette ville pas comme les autres.

Abdelwahab Meddeb, le maître d'œuvre de cet ouvrage, nous a fait la grâce de ne pas inviter le discours politique à participer à cette célébration inquiète. Les poètes sont souvent les mieux placés pour désigner le chemin de la vérité et de la paix. Le politique n'est pas totalement évacué. Il est traité autrement. Dans son introduction Meddeb écrit : « Quant à l'extrémisme islamiste, il représente notre fascisme dans le sens où ses suppôts rêvent d'instaurer la pureté, l'unité, l'unicité, l'homogénéité dans un monde et une société par essence impurs, habités par la discordie, la contradiction et le divers. »

SOUVERAINETÉ, LÉGITIMITÉ DE LA MONNAIE
sous la direction de Michel Aglietta et André Orléan.
Association d'économie financière, Caisse des dépôts,
Paris, 420 p., 280 F.

L'ÉCONOMIE DÉVOILÉE
ouvrage dirigé
par Serge Latouche.
Ed. Autrement, n° 159, 110 F.

Il est des textes qui font honneur à la profession des économistes : tolérants, attentifs aux autres sciences sociales et à la philosophie, et, partant, d'une rare profondeur. On est loin ici de la scolastique du « monétarisme » basique, aigre penseur de la « rationalité » et bâtisseur de modèles au bois de sa langue. Michel Aglietta et André Orléan ont réuni dans un séminaire philosophiques, anthropologiques, historiques, sociologiques et même un psychanalyste, pour percevoir le social derrière le masque de la monnaie. Qu'ils se rassurent, Keynes réverrait Freud. Et qu'on nous pardonne : le résultat est un trésor. Non pas une synthèse, mais une recherche. Nous sommes dans des « Grun- drisse ». On y suit passionnément la naissance de la monnaie moderne et de l'espace économique séparé.

À l'origine, la monnaie exprime la totalité sociale, le lien de solidarité, de confiance et de croyance entre les hommes, entre ceux-ci et les dieux, entre les vivants et les morts. Dans la société Aréaré, aux îles Salomon, rien, sinon elle, ne peut y prétendre. Mais le rapport monnaie-totalité est autotélique : la première détermine la seconde et réciproquement. Le travail de symbolisation et l'autoréférence sont l'effet des pratiques rituelles, au moment du décès notamment. La monnaie représente et établit une pérennité.

Dans la société indienne comme chez les Aréaré, la monnaie a pour

fonction d'évincer la violence (on retrouve avec plaisir la thèse grandiose du bouc émissaire, déjà adaptée à l'économie monétaire par Aglietta et Orléan dans un remarquable ouvrage (1)). Mais ici, c'est le langage de la dette qui permet de penser la relation à la totalité. « L'homme est lui-même une dette. Il est constitué en dette. Il est endetté à l'égard des dieux, des ancêtres et du texte sacré que l'on appelle le Veda. » Cette notion de l'homme comme dette, c'est-à-dire comme un être qui ne s'appartient pas, donne à penser la communauté en négatif : ce vis-à-vis de quoi on est endetté. Ainsi surgit la relation d'appartenance.

Un pas de plus est franchi avec l'analyse du cens dans la Rome antique. La dette chez les Indiens braise le cercle des Aréaré, et donnait un sens au temps. Voici le moment de la mesure. Lors de la cérémonie du cens, la cité est reconstruite symboliquement et « tous ceux qui habitent le même pays apportent individuellement une pièce de monnaie fixe et variable selon qu'il s'agit d'hommes, de femmes ou d'impubères ».

La monnaie mesure la valeur des hommes. Le temps du salaire n'est plus très loin, ni celui où, à l'évaluation morale et publique des richesses, succédera celle de la sphère privée, par le commerce et le marché.

Ce retour aux sources de la monnaie – aux antipodes de la fable des manuels de la simplification de l'échange – fournit les bases d'une compréhension profonde de la légitimité monétaire inscrite dans la pérennité sociale.

Lorsque la sphère économique devient séparée, cette légitimité entre en contradiction avec la souveraineté politique. Elle devient, en quelque sorte, « illimitée » : l'accumulation d'argent n'a ni début ni fin, ni frontières. Le pouvoir, en revanche, demeure circonscrit, à l'image de Romulus intra-muros.

Derrière le masque de la monnaie

Deux ouvrages qui, avec l'aide des sciences humaines, pensent l'économie autrement que comme une fatalité rationaliste

Ainsi la macro-économie keynésienne est la tentative théorique de soumettre à nouveau la légitimité monétaire à la souveraineté politique. Comment ? Dans un principe de convertibilité et de banque centrale indépendante. Aglietta et Orléan situent très justement le débat économique le plus contemporain dans l'histoire et l'anthropologie.

Rendons à César son effigie et retournons à la scolastique : quelle est cette « science », « atemporelle », de la rationalité et de l'efficacité, de la computation des plaisirs et des peines, de la glorification des quantités, partout présente par ses savants, ses experts, ses Nobel ? L'économie. Qu'est-elle ? Une religion, dit Serge Latouche, au début d'un livre qui se veut une rencontre entre « mécréants et hérétiques », et qui fait le pari de parler en agnostique en restant au cœur du dogme.

Ce livre est fort plaisant, et parfois méchant. La méchanceté domine toujours du goût. Ceux qui veulent voir la nudité du roi seront ravis. Un peu moins ceux qui cherchent une spécificité économique non orthodoxe, malgré d'excellents articles sur l'écologie, l'utilitarisme, le marché, la confiance, ou encore l'économie souterraine. Car tel est le paradoxe : ce langage normatif qui se prétend science, incroyablement dominateur et impérialiste, n'a pas de territoire mais les recouvre tous, au nom de la rationalité et du contrat. Totalitaire et gris, il éclaire dans la multiplicité des couleurs des autres sciences humaines, qu'il prétendait unifier. Revenir à elles ? C'était le pari des auteurs précédents. C'est, sans doute, le souhait de Latouche.

« Sortir de l'économie », dit-il. Mais quel est l'extérieur de l'économie dans le village mondial ?

Bernard Maris

(1) *La Violence de la monnaie* (PUF, 1984).

لقد كان الأصل

Un juif de Prusse

La figure de Jacob Bernays traverse l'histoire de l'Allemagne au XIX^e siècle et pose la question centrale de l'assimilation

JACOB BERNAYS
UN PHILOLOGUE JUIF
Ouvrage collectif édité par John Gluckler et André Laks. Communications en anglais, allemand et français sans traduction avec des textes rares, posthumes ou inédits de Bernays, Presses universitaires de Septentrion, 370 p., 180 F.

Un israélite de mes amis, aussi libre penseur qu'on peut l'être, et avec cela scrupuleux tailleur... Pour moi, j'aime mieux me priver éternellement de porc que d'être obligé de croire aux dogmes de la Trinité et de l'Incarnation. A qui pensait Renan en écrivant ces lignes ? A un philologue allemand de renom, alors professeur à Bonn, avec qui il s'était entretenu en 1868 : Jacob Bernays. Wilamowitz, de son côté, traçait ce portrait dans une lettre : « Il était aussi libéré de tous les dogmes de sa religion que Spinoza, mais il observait scrupuleusement les prescriptions les plus extérieures, comme pouvait le faire un néo-pythagoricien - pour ne pas interrompre la continuité de la culture ».

Qui connaît Bernays aujourd'hui ? Peut-être sait-on qu'il était l'oncle de Martha, la femme de Freud et que ce dernier avait lu son mémoire sur la katharsis (la purgation) chez Aristote. Mais il a écrit bien d'autres ouvrages, et il était bien plus que cela, ainsi que le montre opportunément le livre collectif qui vient de lui être consacré. Les éditeurs ont même eu la bonne idée de joindre des pages inédites de Bernays, mais aussi celle, moins bonne, de ne pas les traduire en français.

Avec Jacob Bernays, c'est en effet une traversée, en finesse, de l'histoire de l'Allemagne au XIX^e siècle qui nous est proposée, avec, centrale et récurrente, la question de l'assimilation. On y croise Mommsen, qu'il a bien connu, Wilamowitz qui a été son étudiant, ou Treitschke et ses campagnes antisémites des années 1880. Bernays, c'était « un juif dans l'université prussienne » et « un homme d'un autre monde », pour reprendre le titre du long et passionnant texte, esquisse voudrait-on croire d'un livre à venir, dans lequel Jean Bollack suit toutes ces pistes. Né à Hambourg d'un père rabbin, talmudiste savant et disciple de Schelling, il reçut la meilleure éducation juive et classique (il connaissait huit langues), fit choix de la discipline alors reine, la philologie, vint à Bonn, soutint

pour entrer dans une grande nation - ils ne pourraient demeurer « en dehors de la chrétienté » tout en étant à l'intérieur de la nation allemande -, Bernays ne répondit pas, ou plutôt sa vie comme ses écrits n'avaient cessé de répondre qu'il était « en dehors » de la chrétienté comme de la nation allemande.

Cet homme des Lumières, quintessence de l'université humboldtienne, était animé par la conviction que « la grande tâche était de réunir la Bible et la culture gréco-romaine », « on pouvait maintenant la rejoindre, faire mieux que la réforme ». En amont des fondateurs de la philologie moderne, étant la seule Grèce, Bernays s'était choisi un maître en la personne de

Jacob Bernays (1824-1881).

Premier philologue juif de renom dans le domaine des études classiques (Grèce aristotélicienne comme Antiquité tardive), il fut le premier juif pratiquant à obtenir un poste universitaire dans l'espace allemand du XIX^e siècle. Voici les fruits du colloque universitaire qui célébra en 1981 à Tel-Aviv le centenaire de la mort du grand érudit.

brillamment ses thèses (ce fut la première habilitation d'un juif à Bonn) et s'imposa très vite comme un maître. Mais obtint une chaire, surtout après 1850, passait par la conversion. Aussi enseignait-il les humanités au séminaire juif de théologie de Breslau jusqu'en 1865, date à laquelle il put revenir à Bonn comme directeur de la bibliothèque

et professeur « extraordinaire » (il ne devint jamais professeur ordinaire).

Telle est dans sa sécheresse la non-carrière de cet homme qui se tint de plus en plus et doublement en retrait : de la communauté juive et de l'Allemagne célébrant son unification. A Mommsen, qui plaçait pour la tolérance à l'égard des juifs, tout en faisant valoir qu'il y avait « un prix à payer »

J.-J. Scaliger. Plus libre-penseur que protestant, ce dernier avait appelé l'histoire, c'était intéressé aux peuples de l'Orient et avait prouvé que la même méthode philologique valait pour les textes en hébreu comme pour les textes classiques. Si Bernays n'a rien publié sur la Bible, la Grèce à laquelle il s'est le plus intéressé est celle du IV^e siècle avant J.-C., présocratisme et déjà réorientée. Son dernier livre consacré à Phocion, condamné comme Socrate à boire la ciguë, est une parabole. Etouffé par la cité, le philosophe est tendu vers l'histoire future, celle qu'ouvre Alexandre, celle qui devrait (aurait dû) voir la rencontre de la Bible et de la culture grecque, celle enfin où, véritablement, il pourrait être aussi pleinement lui-même.

Des vertus de l'amnésie

L'historien américain Patrick J. Geary dévoile la formidable manipulation de la mémoire historique par les clercs de l'an 1000

LA MÉMOIRE ET L'OUBLI
DU PREMIER MILLÉNAIRE
de Patrick J. Geary.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-Pierre Richard, éd. Aubier, coll. « Histoires », 352 p., 140 F.

L'historien peut-il, sans soufre, entreprendre une histoire de l'oubli ? Peut-il sérieusement tirer argument des silences et des lacunes de sa documentation ? Pour surprendre qu'il soit, le débat n'est pas futile, puisque ce que l'on retient et qui devient mémoire, collective ou privée, n'est jamais gratuit. Par essence politique, la « memoria » poursuit des objectifs, travaille à la préservation d'un savoir qui fonde une culture spécifique. Mais elle est vulnérable, exposée aux dangers d'altérations décisives et volontaires.

Consultant les chroniqueurs des premiers siècles capétiens, nul n'a douté des ruptures radicales du XI^e siècle, prémices de la « renaissance » du XII^e siècle. Marc Bloch, avant Georges Duby et Richard W. Southern, a défini cette « mutation » de civilisation. Déjà remarqué par ses travaux sur *Le Monde mérovingien* et *Le Vol de reliques au Moyen Âge* (1), Patrick J. Geary vient rompre ce consensus, déjà écorné depuis deux décennies, pour porter le débat au cœur même de la méthodologie. Dans un essai provocateur, il reprend à la base l'information monastique qui a fondé notre conception du passé. Dépaysement garanti.

Les affirmations, sobres et plausibles, des clercs de l'an 1000, seraient-elles moins le constat résigné de la faillite d'un « *ordo mundi* » - avec l'heureuse relève due à la réforme de l'Eglise - qu'une formidable stratégie redéfinissant la notion même de passé, modèle pour le présent et justification pour l'avenir ? Dès la fin du IX^e siècle, la désintégration du mo-

dèle carolingien ébranle la conviction identitaire. Le souvenir se réfugie dans une mémoire du lieu, de la famille, de la région, et le double désir de connaître et de faire connaître son passé provoque la plus authentique des mutations du XI^e siècle : l'émergence d'un spécialiste de la mémoire, capable de reprendre la tâche ancestrale qu'assumaient les femmes au sein de la lignée. Ce sera le moine. Maître de l'écrit, le clerc entend confisquer le service de la mémoire. Il tira donc la survivance probable du rôle de ces « gardiennes de la vie et de l'âme des hommes », selon la jolie formule de Karl Leyser.

MISOGYNIE

Concurrentes occultées, les femmes sont désormais tolérées en tant que repère passif de transmission, mais jugées dangereuses dès qu'elles sont actives et soupçonnées d'introduire l'hérésie et la confusion, le trouble et la discorde. De toute façon trop instables pour qu'on leur abandonne le soin du salut. Cette misogynie monastique est moins celle d'un lieu ou d'un temps que la marque d'un enjeu bien plus profond : celui de l'autorité réelle, de la légitimité du pouvoir. Ainsi le monachisme réformé triomphant entend-il échapper à la domination d'un roi ou d'une famille, donc au ventre qui assure sa pérennité. On comprend mieux dans cette perspective idéologique les sulfureuses réputations de Constance d'Arles et d'Aliénor d'Aquitaine.

Pour asseoir cette souveraineté propre, il s'agit d'inventer un passé idéal, retrouvant, sélectionnant, interprétant les documents accessibles pour en livrer une version définitive. Complété par des faux, s'invente ainsi un passé de référence idéal, qui dissout le réel pour atteindre le mythe. Les cartulaires, copies intégrales ou notices résumées, qu'on a lus comme des té-

moignages juridiques et administratifs, ont aussi, par le choix opéré dans la compilation, une fonction sacrée. Il faut réformer le passé à la lumière des nécessités du présent. Paradoxe apparent, la multiplication des lieux d'archivage accélère la destruction des originaux, chaque établissement proposant « son » histoire, fabriquant « son » passé. La belle étude des monastères piémontais de Novales et bavaïrois de Benedikt Beuern amène Geary à conclure : « La mémoire de son passé était donc pour chaque institution la clé de sa capacité à répondre aux défis du présent, la perte de cette mémoire était le pire des dangers ».

Malheur donc aux amnésiques : faute d'avoir pu préserver le fil historique, le cours du temps est réinterprété, conjugué le mythe et le sacré pour inventer le « miracle » fondateur qui dispense de comprendre. Malheur aux vaincus aussi, dissous dans l'oubli, les carolingiens Charles III et Hugues d'Arles, comme le « tyran » bavarois Arnulf, dont le projet politique échoua ; ils disparaissent derrière la tradition d'une royauté idéalisée qui gomme leur propre image et ne retient que les formules qu'ils ont incarnées.

Peut-on aujourd'hui lancer des passerelles sur l'abîme ainsi creusé et redécouvrir des pans du passé sacrifié à la conception « utilitaire » qu'imposèrent les clercs des XI^e et XII^e siècles ? Peut-on lire « objectivement » ces pièces à conviction disparates, réagencées pour un enjeu plus ambitieux, plus élaboré, mais surtout d'une efficacité immédiate ? Pas plus que l'historien d'aujourd'hui ne peut les lire dans une optique mentale qui ne transmise la subjectivité de son temps. La leçon est frustrante, mais elle n'est pas mince...

Philippe-Jean Catinchi

(1) Respectivement : Flammarion, 1989, et Aubier, 1993.

Plaidoyer peu convaincant pour Belgrade

Kosta Christitch livre une analyse historique du conflit yougoslave, intéressante mais orientée et soumise à ses convictions pro-serbes

LES FAUX FRÈRES,
MIRAGES ET RÉALITÉS
YOUGOSLAVES
de Kosta Christitch.
Flammarion, 296 p., 130 F.

Notre éminent confrère du Point Kosta Christitch n'a jamais caché ses préférences pour les thèses de Belgrade dans l'atroce conflit qui a opposé le gouvernement de Milosevic aux autres républiques de l'ex-Yougoslavie. Aussi doit-on lui rendre hommage pour l'effort qu'il a fait dans son livre d'exposer son point de vue avec le souci d'un maximum d'objectivité compatible avec ses convictions arrêtées.

Ainsi, les chapitres consacrés à l'origine du yougoslavisme - qu'il qualifie d'« illusion admise et honorée » - sont très éclairants, de même est riche en renseignements son analyse des négociations laborieuses menées, pendant la première guerre mondiale, entre le gouvernement serbe réfugié à Corfou et les émigrés croates de Paris. Des négociations qui ont conduit à la formation de « l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes », baptisé plus tard Yougoslavie. Conduites sous l'œil bienveillant de la diplomatie de l'Entente, décidées à démembrer l'Autriche-Hongrie, ces négociations ont déjà révélé la difficulté d'une synthèse entre les aspirations serbes, qui tendaient à faire du nouvel Etat une extension de la Serbie, et celles des Croates et des Slovènes, qui visaient à en faire une version fédérative slave du Sud de la monarchie austro-hongroise, condamnée à la dissolution.

Le nouvel Etat comprenait en germe toutes les contradictions, dont l'aggravation, après l'échec du supranationalisme tchécoslovaque, a conduit au conflit actuel. Christitch - dont les sympathies, pendant les convulsions sanglantes de la deuxième guerre mondiale, allaient naturellement au général Mihailo-

vic, loyal au gouvernement de Zagreb, conduit par Tripalo et Savka Dabcevic, accusés de séparation, et les dirigeants libéraux du parti serbe, Nikolic et Kotcha Popovic. Faisant appel à l'armée, dont le poids politique ne cessa de s'accroître depuis lors, Tito décapita les partis serbe et croate, annulant ainsi l'unique chance d'une entente serbo-croate pour la « confédération de la Fédération », réclamée par le très modéré Bakaric, dont la position rappelait celle du leader paysan croate, Macek, à la fin des années 30.

La Constitution de 1974, malgré ses concessions apparentes à la décentralisation, n'a fait que renforcer les antagonismes entre les appareils dirigeants des républiques et la crise de la Ligue des communistes. D'après Christitch, ce sont les bureaucrates nationalistes croates, slovénes, musulmans, encouragés par l'Allemagne et le Vatican, qui portent la principale responsabilité de ce que ces antagonismes ont dégénéré en conflits armés, la partie serbe ne faisant que défendre le droit à l'autodétermination de sa nation.

En fait, ce droit était interprété à Belgrade comme le droit de l'Etat serbe d'unir en son sein tous les Serbes dispersés en Yougoslavie (à moins de conserver et de renforcer la position dominante de Belgrade sur toute la Yougoslavie). M'est-ce pas plutôt l'opposition acharnée de l'appareil fédéral central de Belgrade à toute solution confédérale - qui l'aurait privé de son « espace vital » - qui a transformé en séparatismes résolus les aspirations autonomistes des Croates et des Slo-

ènes ? Pas plus que sur les causes immédiates du conflit - où son parti pris devient évident - Christitch ne convainc quand il présente comme gagnants - et grâce à l'appui des Occidentaux, dont la France ! - les Croates de Tudjman, qui ont obtenu pour la Croatie l'indépendance

entre la direction communiste de Zagreb, conduite par Tripalo et Savka Dabcevic, accusés de séparation, et les dirigeants libéraux du parti serbe, Nikolic et Kotcha Popovic. Faisant appel à l'armée, dont le poids politique ne cessa de s'accroître depuis lors, Tito décapita les partis serbe et croate, annulant ainsi l'unique chance d'une entente serbo-croate pour la « confédération de la Fédération », réclamée par le très modéré Bakaric, dont la position rappelait celle du leader paysan croate, Macek, à la fin des années 30.

Il est difficile d'écrire l'histoire impartiale de cette guerre fratricide. Aussi recommanderai-je, pour acquiescer à une vue plus équilibrée de ce sujet controversé, le recueil d'études (1) publié sous la direction du général d'armée Jean Cot, qui comprend les témoignages, analyses et perspectives tracés par des experts, dont le général Cot lui-même (qui a commandé la Forproyou de 1993 à 1994) et Georges-Marie Chenu, ambassadeur de France à Zagreb (1992-1994), dont les analyses relèvent d'une expérience directe et d'une vision sans préjugés du conflit.

François Petit

(1) *Dernière guerre balkanique ? Ex-Yougoslavie, témoignages, analyses, perspectives.* Préface d'Eric de la Malsonne. Sous la direction du général d'armée (et) Jean Cot, Fondation pour les études de défense, L'Harmattan, 1996.

La conquête du temps

Francesco Maiello retrace l'invention progressive de la chronologie quantitative

HISTOIRE DU CALENDRIER
De la liturgie à l'agenda
(Storia del calendario)
de Francesco Maiello.
Traduit de l'italien
par Nathalie Bauer,
Seuil, 294 p., 145 F.

Quel effroi peut saisir un docteur en histoire moderne, attaché à la représentation du temps à travers les âges, quand il découvre, après de longs mois d'enquête, que son sujet d'étude est sans objet !

Voyageant à travers l'Europe, Francesco Maiello voulait mesurer les effets de la bulle papale *Inter gravissimas*, signée par Grégoire XIII le 25 février 1582, qui supprimait, d'un trait, dix jours du calendrier julien pour faire coïncider les calculs scientifiques du temps et les mouvements des astres. On passa ainsi en 1582, en Italie, du 4 au 15 octobre, en France, du 9 au 20 décembre. Dans l'indifférence... Mais lorsque la réforme protestante, ce fut le tollé. On défila dans les rues, criant : « Give us our eleven days ! ». Que s'était-il passé dans l'interstalle ? Rien d'autre qu'un long « processus d'apprentissage » qui allait aboutir à la découverte de la chronologie quantitative, à l'« idée matrique de la durée ».

Comment retrouver les traces de cette « conquête culturelle » qui allait permettre de lier le passé, le présent et le futur, si ce n'est en consultant les livres d'heures, les calendriers, les almanachs édités entre 1450 et 1800 ? Maiello en a étudié près de cinq mille, ceux d'Adélaïde de Savoie, de Rabelais, de Montaigne, d'Inconnus, souvent membres d'une corporation. A l'évidence, pendant près d'un siècle, on s'emploie surtout à « identifier le présent ». Les livres d'heures et les calendriers, comme les missels et les bréviaires, s'inté-

ressent moins à la mesure du temps qu'à déterminer la valeur des jours, donnée nécessaire à l'année liturgique, mais aussi, l'astrologie aidant, pour déterminer les périodes propices aux saignées ou aux semailles.

Entre 1550 et 1650, on commence à admettre que la Lune ne joue aucun rôle dans le cycle annuel du temps. Les « pronostications » lunaires disparaissent peu à peu des calendriers. Les jours ont désormais une valeur égale. L'introduction de la date, grâce à la numération systématique des jours, permet une mesure laïque du temps. Il restait à « organiser le futur ». C'est l'invention de l'agenda. Le mot n'apparaît dans les dictionnaires qu'en 1680. Et l'agenda ne deviendra un objet d'usage quotidien que bien après la Révolution française.

Suivant la trace cette lente appropriation du temps, Francesco Maiello adapte une chronologie soignée. Son étude, qui tient compte des témoignages d'un bouleversement culturel peu linéaire, y perd en clarté. Il reste que l'historien, aujourd'hui journaliste à la télévision italienne, fait parfaitement revivre d'innombrables personnages retrouvés en même temps que leur calendrier... Ce Hayne d'Uri, Helvétie richissime qui se fit ermite et rédigea une série de conseils pratiques pour les agriculteurs - la *Bauern Praktik*, trente-neuf fois rééditée au XVIII^e siècle. Cet Antoine Mizauld, astrologue français, qui avait remarqué que la cervelle des petits oiseaux était particulièrement succulente quand la lune était dans son croissant. Ou cet éditeur parisien qui publia en 1757, à l'intention des coupeurs de bourse, toujours attirés par la foule, un *Almanach des filous* dressant la liste de toutes les fêtes religieuses prévues cette année-là dans la capitale. Ce foisonnement de personnages colorés est un régal.

André Memry

Il y a cent ans naissait à Moinești, en Roumanie, Tristan Tzara. Il y a quatre-vingts ans, le 14 juillet 1916, avait lieu la première séance publique du mouvement Dada, au Cabaret Voltaire, à Zurich. Ces deux anniversaires sont passés à peu près inaperçus. L'influence de Tzara et du dadaïsme allait pourtant bouleverser toute l'avant-garde européenne, et lui donner une allure de subversion profonde. L'année 1916 est celle de la guerre implacable et presque immobile : les armées de tous les fronts, que ce soit en France, en Allemagne, en Russie ou en Autriche, se battent sans succès pour quelques tranchées qui changent de main au prix d'épouvantables carnages.

La protestation de Dada (mot trouvé par hasard dans un dictionnaire, et qui ne signifie rien : ni passe-temps, ni synonyme de cheval chez les enfants) n'est pas le choix d'une idéologie : tout au plus le sentiment de l'absurdité, du désespoir et du soupçon à l'endroit des belligérants. Dada a eu, bien entendu, des antécédents disparates et, en particulier, la peinture et la littérature expressionnistes en Allemagne : un cri de dégoût à l'endroit de l'espèce humaine, un appel à la fin du monde et, entre ces paroxysmes, des œuvres où l'homme apparaît comme un être coupable par définition. Déjà Gottfried Benn, dans *Morgue*, en 1912, et Franz Kafka,

Il est pour ce qui est contre et contre ce qui est pour. Il écrit :

« Dada est l'art sans pantoufles ni parallèle. »

« Dada : abolition de la logique,

rine, Tzara donne un exemple de cette désaffection :

« Mr Bleubien pénètre le chemin dans le sable hurlant écoute la vibration la sangue et le staphylin »

Motacy Lounda Ngamé avec l'empressement d'un enfant qui se tue... »

A première vue, ce genre de texte peut ressembler à un exercice verbal sans queue ni tête, d'ailleurs à quelque schizophrénie complaisante. En fait, il s'oppose à toute analyse : les mots viennent tout seuls et refusent aussi bien la logique de l'ésotérisme. Ils sont suspects, ne serait-ce qu'à cause de l'usage que les siècles en ont fait. Le seul moyen de les priver de leur substance est de les remplacer par des onomatopées. Le même texte contient un fragment de ce genre :

« La femme enceinte Tourdi-a-voia Soco Bgal Affahou Mr Bleubien Farafamgama Soco Bgal Affahou. »

Le lecteur doit perdre la détestable habitude, selon les dadaïstes, de comprendre ce qu'il lit : les clés manquent, comme manquent les liens entre les interjections improvisées. Il arrive que le texte veuille donner l'impression d'une transe plus ou moins analysable :

« L'acrobate cachait un crachant dans le ventre »

rendre prendre entre rendre rendre »

prendre prendre »

endran drandre »

tuuuuuuuuuuu »

là où oiseau nuit 1000 chante sur le grillage »

où oiseau nuit chante avec l'archange »

où oiseau nuit chante pour les apaches »

et tu as gelé au ciel près de ma belle chanson »

dans un magasin de verreries. »

Les années 1919 et 1920 sont ter-

Tzara,

Dada ou le langage saboté

danse des impuissants de la création... »

C'était en 1916, à Zurich, Tzara avait vingt ans et inventait Dada. Retour sur un des esprits les plus originaux de ce siècle

dans *La Colonie pénitentiaire*, en 1914, avaient traduit le même mépris de l'homme, d'avance condamné, quels que fussent ses actes.

Zurich sert de point de rencontre aux protestataires de nombreux pays ; ils viennent principalement d'Allemagne, tel Hugo Ball, et de France, tel Hans Arp. Ceux-ci appellent à eux Chicco et Apollinaire ; plus tard, ils feront une revue de choix, Francis Picabia, qui, depuis 1912, menait à New York une campagne séduisante contre la peinture figurative. Pas de sujet, pas de philosophie précise, pas de proposition révolutionnaire ! Dada s'articule cependant, à partir de 1917, et une revue du même nom voit le jour. Le groupe, qui se veut sans frontière, évite de préférer quelque régime politique que ce soit. La révolution d'octobre 1917 ne l'attire pas plus que les spartakistes. La victoire des démocrates ne le concerne pas. Les dadaïstes visent autre chose : bouleverser la notion même de langage, qui ne devrait plus rien communiquer.

Les jeunes tribulations de Zurich n'entendent pas se satisfaire, en 1918, de l'univers tel que le façonnent Georges Clemenceau, Raymond Poincaré, Woodrow Wilson, Lloyd George ou Lénine. Ils éprouvent pour les gloires en place - Anatole France, André Gide, Paul Valéry, Rudyard Kipling ou Maxime Gorki - le même genre de mépris. Dans son premier petit livre, *La Première Aventure céleste* de M. Antip-

tes en rencontres nouvelles, et en adhésions plus ou moins durables. Une grave question se pose à Tzara : le pied de nez qu'il adresse à la civilisation doit-il se transformer en un mouvement aux préceptes précis ? Il n'en est nullement persuadé, au début. Il choisit la contradiction à tout prix : il est pour ce qui est contre et contre ce qui est pour. Il écrit : « Dada est l'art sans pantoufles ni parallèle ; qui est contre et pour l'unité et décidément contre le futur ; nous savons sagement que nos cerveaux deviendront des coussins douillets... que nous ne sommes pas libres et que nous crions liberté. Nécessité sévère sans discipline ni morale et crachons sur l'humanité. Dada reste dans le cadre européen des faiblesses, c'est tout de même de la merde... »

Dès 1922, les tentations des dadaïstes se multiplient. Le recrutement de quelques talents de premier ordre, parmi lesquels Max Ernst et surtout Kurt Schwitters, qui, le premier, introduit dans la peinture des matières hétéroclites, des bouts de bois et des objets brisés, finit par transformer l'incohérence voulue par Tzara. Le mouvement, qui n'en était pas un, se plie à une loi immuable : rédiger des manifestes. Tzara cède en 1924. Dans ses *Sept manifestes* réunis en volume, on trouve quelques formules frappantes et comminatoires : « Imposer

son A. B. C. est une chose naturelle - donc regrettable... L'œuvre d'art ne doit pas être la beauté en elle-même, car elle est morte... Nous ne reconnaissons aucune théorie... Moi - non-moi. Affirmation = négation... Idéal, idéal, idéal ; connaissance, connaissance, connaissance, boumboum, boumboum, boumboum... Nous avons bousculé le penchant pleurnichard en nous... Dada : abolition de la logique, danse des impuissants de la création... Dada : abolition de la mémoire... Dada : abolition du futur... Je suis idiot, je suis un farceur, je suis un fumiste... Foutez-vous vous-même un coup de poing dans la figure et tombez morts... La pensée se fait dans la bouche... »

Ce nihilisme à la Bakounine, s'il lui faut se mettre en mots, accueille néanmoins les éruptions et les gémissements, afin que personne ne s'avise d'y trouver une pensée cohérente. Mais Tzara devine déjà que Dada s'essouffle. Ayant dit non à tout, y compris à la négation systématique, il a la faiblesse - ou l'habileté - de se mettre en rapport avec les jeunes écrivains de Paris, André Breton, Louis Aragon, Paul Eluard, Philippe Soupault, Benjamin Péret, qui, anxieux comme lui mais moins anarchistes, se cherchent encore. La fascination est immédiate, bien que,

avec le recul, on puisse deviner tout ce qui les sépare. Dada ne prétend pas durer et n'avait aucune valeur à la place des autres. Les Parisiens, eux, songent à une hiérarchie nouvelle et à quelque morale. Fidèle à sa nature, qui est de dénoncer toute nature, Dada se sabote tout simplement, sans regret. Il n'aura été qu'une révolte dans la conception millénaire du langage, qu'il a voulu, un bref moment, rendre inutile, absurde et absurde. Proclamer sa propre mise à mort ne lui aura pas réussi : trois décennies plus tard il ressuscitera sous une autre forme.

Pour les jeunes loups de Paris, le sentiment de l'absurde et l'ambodérion ne sauraient suffire. S'ils se liguent avec Tzara, c'est pour l'emener en France, le récupérer et à la fois le neutraliser. Se moquer de tout et de rien ne convient pas aux tempéraments d'André Breton et de Philippe Soupault, déjà auteurs d'un livre singulier, *Les Champs magnétiques* (1920), qui a recours à l'ionisme et à la facétie pour s'élever contre la littérature bourgeoise ou immédiatement compréhensible. Le surréalisme se prépare avec méthode. Il lui faut quatre années pour rédiger une première Constitution. Le Manifeste d'André Breton, en 1924, propose de remplacer le cartésianisme, la logique, la psychologie, par une autre hiérarchie de valeurs : l'hallucination, le rêve (surtout le rêve), le récit de l'enfant ou du fou. Il rejette la normalité, se permet tous les excès, sauf un : il n'admet pas que ses adeptes dissèquent les mots, les phrases, la syntaxe, la constitution même du langage.

Les surréalistes bon teint possèdent assez de diversité pour écarter aussitôt les autres formes de l'avant-garde : le didactisme d'André Breton, l'insolence de Louis Aragon, la fantaisie burlesque de Benjamin Péret, le lysisme étiologique de Paul Eluard. Au sein du mouvement, on fait une petite place à Tzara : il sera un surréaliste obéissant, avec toutes les réserves qu'on imagine.

Dada était séduisant et suicidaire ; le surréalisme apparaît aujourd'hui comme un mouvement conserva-

teur et autoritaire ; on peut aller jusqu'à dire qu'il est réactionnaire. Son immense avantage demeure d'avoir combattu le réel et d'être entré dans les mœurs. Le surréalisme a donné des œuvres importantes surtout dans le domaine de la peinture (Max Ernst, Salvador Dalí, Yves Tanguy), tandis que les dadaïstes se sont érigés contre toute idée d'une création durable.

Peu remuant, Tzara se remet à écrire des poèmes et à les publier, sans se soucier de son public, d'ailleurs fort restreint. Ce qui dans ses premières plaquettes, *Vingt-cinq poèmes* (1918) ou *Cinéma calendrier du cœur abstrait* (1920), était encore agressif, hirsute et volontairement barbare prend une dimension lyrique incontestable à partir de *L'Homme approximatif* (1931), son livre de poèmes le plus riche et le plus baluchinant :

« Quel est ce langage qui nous fouette nous sursautons dans la lumière nos nerfs sont des fouets entre les mains du temps et le doute vient avec une seule aile incolore se vissant se comprimant s'écrasant en nous comme le papier froissé de l'emballage défilé cadeau d'un autre âge aux glissements des poissons d'amertume. »

Deux autres livres, *Où boivent les loups* et *Grains et Issues* (1935) tra-

duisent le malaise de Tzara au sein du surréalisme, qui, par l'accumulation des images, se veut optimiste ; Tzara, lui, demeure un saboteur, ébloui mais sardonique.

« Plus en moi les vies se figent et d'envoie en envoi j'ai perdu la trace de leur peur rien que des désirs dans la fourmière palpant l'astre... »

« Toujours tu verras devant toi l'image dégradée d'une poupée qui te représente, mais qui a passé par le feu... »

« Une femme de flocons de neige sera tout ce que tu connaîtras de l'amour. »

La rupture est inévitable. Elle a lieu en 1935. Un homme libre et sans illusion comme Tzara ne peut faire partie d'une croisade qui cherche à tout prix un salut pour l'homme : son surréalisme à lui admet trop de doutes et de doutes. D'ailleurs, le mouvement est désormais déchiré en plusieurs tendances. Ceux, nombreux, qui se veulent des militants communistes, se disputent : faut-il suivre Trotski ou Staline ? Tzara suivra Aragon. Les poèmes se font rares. Il entre dans la clandestinité.

Ce qu'il publie après la Libération ne peut guère passer pour original. La gloire d'Aragon et d'Eluard n'est pas sans lui nuire. Le réalisme socialiste effleure un moment : est-il doué pour obéir aux ukases ? D'ailleurs, le temps est venu aussi, pour le surréalisme, de s'accrocher à des épigones indignes de lui. Dans les années 50, on pouvait voir Tzara, soit à la maison, rue de Lille, soit dans quelque café de Saint-Germain-des-Près, discuter de Dada, dont plus personne ne se souciait, ou des énigmes qu'il décelait dans l'œuvre de Villon. Il était petit, ratatiné, prudent, l'œil aux aguets, la voix soudain stridente : l'image même de l'intellectuel incompris et dépassé.

Il n'a pas prêté grande attention aux manifestes qu'un autre Roumain a publiés à partir de 1946 : Isidore Isou qui, après Hiroshima et Auschwitz, a ressenti le même dégoût qu'après Verdun et les Dardanelles. Le « lettrisme » se voulait un langage composé uniquement de sons et de syllabes, à l'exclusion des mots entiers et des phrases. Il n'a pas eu de succès ; alors qu'en même temps l'avant-garde de la peinture américaine, féroce contre l'abstraction et contre le réel, éblouissait toute une clientèle masochiste par le « dripping », le geste irresponsable et le contenu des poubelles considéré comme une arme contre le mode de vie aux États-Unis. Une tendance plus sérieuse, plus profonde et mieux organisée, *Tel quel*, prenait à son tour la relève spirituelle de Dada : là aussi les mots étaient découpés, les blancs remplaçant le texte et toute expression se trouvait accusée de conservatisme coupable. Un mouvement ne ressuscite jamais ; il peut cependant en inspirer d'autres, fût-ce après quarante années d'occultation. Tzara est mort, tranquille et peu excité par ce renouveau, en 1963. Sa patrie, la Roumanie, le fête avec éclat, ces jours-ci. En France, seuls quelques amphithéâtres universitaires, peu fréquentés, se sont secoués. L'un des esprits les plus originaux et les plus retors de ce siècle - on peut le comparer à Gracchus Babeuf - méritait mieux.

« Les Œuvres complètes de Tristan Tzara ont paru en six tomes aux éditions Flammarion : elles comportent environ 3 800 pages. Henri Béhar, son meilleur exégète, vient d'en tirer un florilège vivant et fidèle : *Dada est taton. Tout est Dada* (GF-Flammarion, 382 p., 60 F). Pour ce qui est des ouvrages sur Dada, signalons le livre d'Henri Béhar et Michel Carasson, *Dada, histoire d'une subversion* (Fayard, 1990, 120 F), celui de Marc Dachy, *Dada et les dadaïsmes* (Gallimard, Folio-Essais, 71 F), le numéro de la revue *Europe* (N° 555-556, 1975) et la réédition de *Dada à Paris*, de Michel Sanouillet (Flammarion, 1993, 235 F).



Tristan Tzara en 1921, par Man Ray

LIBÉRALISME OU CAPITALISME TOTALITAIRE MONDIAL ?

« UN LIVRE QUE TOUS LES FRANÇAIS DEVRAIENT LIRE »

LIBRAIRIE DU PONTANT (Villeneuve-Les-Avignon)

« L'ART ET LA LITTÉRATURE DE CRÉATION ET OUPFÈS par les PRODUITS de masse de la SOUS-CULTURE DE BAZAR »

En face de vous, CONTRE LES EXISTENCES HYPOCrites, TOUS LES DISCOURS, PARLES, COMBATS.

Distribution en librairie : 24000 Laiton Paris (14) 27.38.37.12

Jacques Darcanges

L'entropie galopante des libéralismes

des libéralismes

Il nous vendront la corde pour les pendre

avec saut de lit

14, rue de la Harpe, 75005 Paris

هكذا من الأصل

Radio

France-Culture

20.00 Carnets de voyage
Destination Europe (4).

21.00 X^e Rencontres
de Pétrarque.
De l'Europe (4). L'Europe du
Sud existe-t-elle ?

22.40 Musique : Nocturne.
Gene Kelly, un Américain à
Hollywood (4). L'apogée.

0.05 Du jour au lendemain (rediff.).

1930 Festival
 de Radio-France
 Montpellier
 Languedoc-Roussillon.
 Concert donné le 27 juillet, à
 l'Opéra Berlioz-le-Corun, par
 l'Orchestre philharmonique
 de Radio-France, dir. Marc
 Janssens; solistes: Léonora
 Carrington; Mendelssohn.
 21.45 Printemps des Arts
 de Monte-Carlo.
 Qu'ira donné les 10 et 12

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Œuvres de Friedrich
Nietschze. A Frinlini, de
Friedrich Nietschze ; Le
Paradis et la Péri, extraits ;
L'ignifid Idyl, de Wagner ; par
L'opéra de Toronto, dir.
Gould ; Echos d'une nuit de la
Saint-Sylvestre, de Nietschze ;
Une vie de héros, extraits, de
Strauss, par le Staatskapellé
de Berlin, dir. de Giuseppe
Sinopoli ; Les notes
Figaro, de Mozart, par
l'Orchestre philharmonique
de Vienne, dir. Herbert von
Karajan, Tormow-Sinow (la
musique), J. van der
(Figaro) ; 2 lieder : Junge
Fischerin & Gebet an das
Leben, de Nietschze ; Carmen
suite nr 2, de Bizet.

22.25 Les Soirées... (Suite). Œuvres
de Malher. 005 Les Nuits de Radio-

Canal +

France-Culture

19.35 Du jazz
pour tout bagage.
Quand le jazz danse (5).
20.00 Carnets de voyage.
(rediff.). Destination Europe (9).

21.00 Xc Rencontres
de Pétrarque.
De l'Europe (5). L'Europe
restaure-toile à la
modernisation (7).

22.40 Musique : Nocturne.
Gene Kelly, un Américain à
Hollywood (5). Mutations.
0.05 Du jazz au lendemain. (rediff.).
Rococo (rediff.). La Vierge de la mi-
sèque. 0.50 Coda. 2.21 Jeannine (5).
1.00 Les Nuits de France-Culture.
(rediff.). Pierre Schaeffer (1). 3.00
Claude Lorraine et la vie d'artiste. 4.31.
Les chemins de l'étoile. Saint-Jacques
de Compostelle 6.00. La descente de
l'Armand (5).

France-Musique

19.30 France-Musique **L'été.**
20.00 Festival de La
Roque-d'Anthéron.
Festival d'été Euroradio. Nuit
du piano. Concert donné en
direct du parc du château
Pirans : Sonates n° 30, 49, 48,
47, de Haydn, Jean-Efflam
Bavouzet, piano. - A 21.30 :
Romances sans paroles,
de Mendelssohn, Kun Woo Park,
piano. - A 23.00 : Sonates pour
piano, de Haydn, Alain Planès,
piano.

0.05 jazz nuit. Le Quartette Gulf

avec Claude Terranova, claviers, Claude Mouton, contrebasse, et Marcello Rustillo, batterie : Le Quartette de Vincent Artaud, contrebasse, avec Boris Blanchet et Pierrick Pedron, saxophones, et Laurent Rabin, batterie (enregistré les 25 et 26 avril 1995, au Festival de Radio-France et Montpellier Languedoc-Roussillon). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Enregistré les 25 et 26 avril 1995, au Théâtre de la Ville, Andreas Stalder, piano :
Œuvres de Schubert :
Klaviersonate D 946 ; Danses
allemandes D 790 ; Sonate D
845.

22.40 Les Soirées... (Suite).
Les enregistrements raris de Lorin
Mazzei : Choros VI, de Villa-Lobos.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

22.30 Reflets dans un oeil d'or. Film de John Huston (1960, 110 min). Avec Marlon Brando. *Drame.*

0.35 Les Aventuriers du chaos d'or. Film d'Anthony Dawson (1982, 95 min). Avec David Warbeck. *Aventure.*

TSR

20.30 L'As des as. Film de Gérard Oury (1982, 100 min). Avec Jean-Paul Belmondo. *Aventures.*

22.00 Sang chaud pour meurtres de sang froid. Film de Jean-Paul Belmondo (1972, 120 min). Avec Richard Gere. *Folies.*

0.65 Le Mépris. Film de Jean-Luc Godard (1963, 95 min). Avec Brigitte Bardot. *Drame.*

es programmes complets
le radio, de télévision
et une sélection du câble
sont publiés chaque
semaine dans
notre supplément daté
dimanche-lundi.

Signification
des symboles :
■ Signifié dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou
classique.
■ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

noté

Ils devraient rejoindre l'armée cambodgienne

Hun Sen a précisé que les ralliements des divisions 450 et 415 avaient été négociés, pendant deux mois, par le général Tea Banh, ministre de la défense et membre

Ces informations survinrent trois semaines après une visite à Pékin de Hui Sen, qui a marqué la réconciliation entre la Chine, ex-soutien des Khmers rouges, et le PPC, longtemps tenu à Pékin pour une émanation du Vietnam.

Jean-Claude Pomonti

Des géologues avaient indiqué que l'implantation choisie était dangereuse

La tragédie s'est produite mercredi 30 août, aux environs de 19 h 30. Le camping est situé entre plusieurs cours d'eau - les rivières Gallego, Sia et Aras - et la pente

Dès que la catastrophe fut connue, la mobilisation fut générale. Des troupes de la compagnie militaire de Jaca, la Garde civile, la police, la protection civile, les pompiers furent envoyés sur place. Toutes les ambulances de la communauté aragonaise furent également mobilisées. Les habitants de Biescas se sont immédiatement proposés pour aider les victimes. Des lits d'hôpitaux ont

Le département des prévisions de l'Institut national de météo a calculé que « entre 20 et 30 centimètres d'eau par mètre carré sont tombés dans la zone de Biescas, une petite quantité pour un effet aussi dévastateur ». Biescas, capitale du val de Tena, reste un endroit traditionnel de vacances estivales pour des milliers de personnes, non seulement de la province arago-

La météo prévoit encore des pluies sur Biescas - où le chef du gouvernement espagnol, Jose Maria Aznar, s'est rendu - jeudi. Mais elle précise qu'il est impossible qu'une catastrophe de l'ampleur de celle de mercredi se reproduise.

Valérie Demon

LE PONT Charles-de-Gaulle a été ouvert à la circulation à Paris, dans la soirée du mercredi 7 août. Cet ouvrage, en sens unique dans la direction river gauche vers droite, relie les gares d'Austerlitz et de Lyon, ce qui permet de mettre le pont d'Austerlitz, l'un des plus chargés de la capitale, en sens unique river droite-verse gauche. Le pont Charles-de-Gaulle, qui selon la Ville de Paris, a coûté 240 millions de francs, est aussi muni d'une piste cyclable bidirectionnelle. Par ailleurs, le renforcement de la ligne d'autobus 24 permettra la mise en place d'une navette entre les deux gares.

EN CORSE : deux attentats à l'explosif ont visé, dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 août des biens appartenant à des ressortissants marocains, à Ghisonaccia, au sud de Bastia, a-t-on appris auprès des gendarmes. Pluôt qu'une piste nationale, les gendarmes envisagent des actions à caractère raciste ou des règlements de comptes.

■ **ORANGE :** la préfecture du Vaucluse a saisi, mercredi 7 août, le tribunal administratif de Marseille, pour demander un sursis à exécution et l'annulation de l'arrêté pris par le maire FN Jacques Boncompagni, qui veut interdire la distribution de tracts dans sa ville pendant l'été (*Le Monde* du 7 août). Par ailleurs, le député RPR du Vaucluse Thierry Mariani, qui avait fait appel à Jacques Chirac, lundi, pour qu'il obtienne l'annulation de cet arrêté, a annoncé mercredi que l'Élysée lui a fait savoir qu'*« une mesure de contrôle de légalité a été engagée »*.

« à fait savoir qu'« une procédure de contrôle de légume » a été engagée. »

■ **AGRICULTEURS :** à l'appel de la FNSEA et du CNJA, plusieurs dizaines de producteurs de fruits du sud de la France devaient organiser, jeudi 8 août à Paris sur le parvis de la gare Montparnasse, une « opération sourire » avec distribution de 50 tonnes de fruits aux passants. Les agriculteurs protestent contre la mévente de leurs fruits d'été.

■ **CONJONCTURE** : le ministre de l'Économie et des finances, Jean Arthuis, a déclaré, jeudi 8 août, qu'il travaillait, pour préparer le budget 1997, sur une hypothèse de croissance de 2,5 à 2,8 % l'année prochaine. « Nous sommes entrés dans une tendance de +2,5 à +3 % de croissance », a-t-il indiqué à RTL.

BOURSE **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 36 15 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le jeudi 8 août, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE				OUVERTURE			
DES PLACES ASIATIQUES				DES PLACES EUROPÉENNES			
Tokyo Nikkei	2047,60	-1,29	+4,34	Cmbs	Var.	en %	Var. en %
Hong Kong Index	11127,50	-0,06	+11,29	09/08			fin 95
Tokyo, Nikkei sur 3 mois							
				Paris CAC 40	1596,74	+0,34	+6,67
				Londres FT 100	5801,70	+0,73	+3,69
				Zurich	~	~	~
				Milan MIB 30	~	~	+10,84
				Eurofirst Dax 30	2151,66	+0,36	+1,39
				Bucarest	~	~	+11,42
				Suisse SMI	~	~	-6,22
				Madrid Iben 35	~	~	+12,67
				Amsterdam CBS	~	~	+15,17

Tirage du Monde daté jeudi 8 août 1996 : 454 050 exemplaires

Le Groupe Generali renforce sa position sur le marché international
Principaux chiffres 1987 : 18 milliards de francs / 13 millions d'ECU



L'ACTIVITE DU GROUPE

En 1996, avec un chiffre d'affaires de 16.800 millions d'ECU, le Groupe Generali s'est confirmé non seulement dans le cercle des cinq plus importants assureurs européens mais aussi comme l'un des protagonistes de la scène mondiale de l'assurance.

Au cours de l'année dernière, le Groupe s'est également engagé à renforcer sa position dans les zones opérationnelles les plus importantes stratégiquement, à rationaliser les structures des organisations dans les territoires où son activité s'articule entre plusieurs sociétés, à jeter les bases de son développement dans de nouveaux territoires et de nouveaux domaines.

Dans ce contexte dynamique, les principales opérations conduites en 1995 et au cours des premiers mois 1996 ont été:

- la prise de contrôle de *La Francs Vie* et *La Francs IARD*, grâce à laquelle le Groupe Generali a augmenté sa part de marché en France de 2,8% à 3,5%;
- la concentration dans *Generali (Suisse)* Holding des participations détenues dans les cinq filiales d'assurances suisses et l'initiation de la procédure de concentration des compagnies colombiennes en *Generali Colombia*;
- le démarrage de l'activité de *Generali Populistica* nouvellement constituée dans la République Tchèque;
- la constitution en Italie de deux sociétés pour opérer dans le secteur des fonds de retraite et une société pour administrer le patrimoine immobilier de la Maison Mare et des sociétés contrôlées en Italie.

En outre, Generali a souscrit un important accord avec le groupe AXA qui prévoit la dissolution des participations réciproques en deux holdings non cotés, existants depuis 1980, et la présence directe du Groupe Generali dans le capital AXA avec une participation de 11% librement disponible. En outre, le Groupe Generali acquiert la totalité du capital du holding GME - Generali Midi Expansion - qui contrôle, entre autres, Business Men's Assurances.

LES RESULTATS DE LA MAISON MERE

L'Assemblée Générale des Assicurazioni Generali réunie à Trieste le 29 juin dernier, a approuvé le bilan 1995, qui s'est clôturé avec un bénéfice net de 298 millions d'ECU (217 millions en 1994), et la distribution d'un dividende unitaire de lire 375 par action (lire 556,9 comprenant le crédit d'impôt). Conformément à la politique traditionnelle de renforcement des fonds propres les actionnaires de la Compagnie ont décidé d'affecter à la réserve exceptionnelle 76,9 millions d'ECU, prélevés sur le bénéfice.

An cours de l'Assemblée extraordinaire, a été délibérée l'augmentation du capital social de lres 1.603 milliards 250 millions à lres 1.763 milliards 576 millions moyennant l'attribution gratuite d'une action nouvelle - jouissance 1.1.1996 - pour dix actions anciennes.

Le Conseil d'Administration, réuni après l'Assemblée, a confirmé comme Président Antoine Bernheim, Viceprésident et Administrateur Délégué Gianfranco Guty et Viceprésident Francesco Cingano.

Outre l'Italie, le Groupe Général opère en Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, au Brésil, Canada, au Colombie, au Danemark, aux Emirats Arabes Unis, en Espagne, Espagne, aux Etats-Unis, en France, Grande Bretagne, Grèce, au Guatemala, à Guernessey, Hong Kong, en Hongrie, Irlande, Israël, au Japon, Liban, Luxembourg, à Malte, au Mexique, aux Pays-Bas, à Panama, au Pérou, Portugal, dans la République Tchèque, en Roumanie, à Singapour, en Suisse, Turquie.

Direction Centrale à Trieste (Italie)
Le Groupe Generali opère en France au travers de:
Generali (Via) France, La Concordia, Compagnie Continentale d'Assurances,
La Fédératoin Continentale, La France I.A.R.D., La France Vie, L'Équité,
L'Union Assurances, Européenne de Protection Juridique, Europ Assistance.

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES